





COLLECTION

DES MÉMOIRES

RELATIFS

A LA RÉVOLUTION D'ANGLETERRE.

MÉMOIRES DE JOHN PRICE.

PARIS, IMPRIMERIE DE A. BELIN,
Rue des Mathurins St.-Jacques, n°. 14.

MÉMOIRES
DE JOHN PRICE,
CHAPELAIN DE MONK,
SUR
LA RESTAURATION DES STUART.



A PARIS,
CHEZ BÉCHET AINÉ, LIBRAIRE-ÉDITEUR,
QUAI DES AUGUSTINS, N°. 57;
A ROUEN,
MÊME MAISON DE COMMERCE,
RUE GRAND-PONT, N°. 73.
1823.

NOTICE

SUR JOHN PRICE.

Quiconque a assisté à des événemens décisifs pour le sort des peuples, s'est émerveillé, à coup sûr, du contraste qui existe si souvent entre la grandeur du spectacle et la petitesse des acteurs. Le contraste devient bien plus frappant quand il s'agit d'un événement déjà ancien, étranger aux réalités présentes, et qui n'est plus qu'un objet de lecture ou d'étude. Celui qui se livre à cette étude avec une attention un peu sérieuse, oublie bientôt que, sur la scène qu'il contemple, personne ne parle et ne vit plus; il se transporte au milieu des hommes de ce temps, les voit agir, les écoute, s'associe à leurs sentimens, à leurs pensées, à leur sort; grands et petits, tous reprennent leur place et leur mouvement, tous ont, à ses yeux, la consistance et l'activité de la vie. Mais qu'il veuille ensuite faire avec chacun d'eux une connaissance plus intime, qu'il essaie de savoir ce qu'ils ont été, ce qu'ils ont fait, indépendamment du rôle qui leur appartient dans l'événement où il les a rencontrés; à l'instant l'illusion se dissipe, une foule d'individus disparaissent; il interroge péniblement les recueils, les biographies, les dictionnaires;

à peine y trouve-t-il une ligne, un mot qui lui apprennent quelque chose sur la plupart de ces hommes naguères si vivans pour lui; ils se sont montrés un moment dans le fait général qui devait passer à l'avenir; du reste, ils sont morts tout entiers, le temps les a jugés de trop peu d'importance pour se charger de leur mémoire; et quand l'histoire les a nommés quelque part, il semble qu'elle n'ait voulu que faire mieux ressortir le complet oubli où leur existence personnelle est tombée.

Un court paragraphe dans *les Fastes de l'université d'Oxford* (1) est le seul renseignement que j'aie pu découvrir sur la vie de John Price; aucune des biographies anglaises que j'ai consultées, ne contient même son nom. Je ne m'en étonne point. À part l'influence qu'il put exercer sur les résolutions de Monk, en 1659, Price n'a tenu aucune place dans les événemens. Né dans l'île de Wight sans que la date précise de sa naissance soit connue, élevé ensuite au collége d'Eton, rien ne révèle son existence avant le moment où on le voit chapelain de Monk, en Ecosse. Il nous apprend lui-même qu'il n'eût point rempli de telles fonctions si son père ne se fût ruiné au service du Roi; sa famille avait donc appartenu, dès l'origine des discordes civiles, au parti des cavaliers. Aussi quelques presbytériens avertirent-ils Monk qu'il avait pris un cavalier pour chapelain; mais ce n'était pas sans dessein que Monk avait fait

(1) *Athenæ Oxonienses*, par Antoine Wood, tom. 2, *Fasti Oxonienses*, pag. 215; édition de 1721.



un tel choix. Indifférent à tous les symboles religieux comme à tous les partis politiques, il voulait se ménager des relations avec celui qu'il avait servi d'abord, qu'au fond du cœur il avait, je crois, toujours préféré, et dont surtout il prévoyait l'inévitable retour. Si Price était cavalier, Gumble, autre chapelain de Monk, était presbytérien, et ne concourut pas de moins bonne grâce aux manœuvres du général pour préparer la restauration. Le temps n'était plus où les hommes, gouvernés par de fermes croyances ou des passions énergiques, ne se séparaient ou ne se rapprochaient que par des idées générales ou des engagemens de parti. La sagacité des intérêts personnels, la prévoyance de l'avenir, un bon sens libre de toute foi obstinée, de toute combinaison irrévocable, avaient remplacé les élans de l'enthousiasme et les hardis desseins de l'esprit de secte ou de faction. Quand les révolutions en sont ainsi venues à douter de leurs principes et de leur puissance, les hommes ne s'attachent plus qu'aux hommes; on voit les partis se dissoudre, se mêler; les opinions naguères les plus diverses ne sont plus une cause de désunion ni d'antipathie, et les individus ne s'occupent plus qu'à contracter des relations personnelles qui leur assurent, pour les événemens dont ils pressentent l'approche, des cliens ou des protecteurs.

Tel était, en 1659, l'état des esprits en Angleterre. Monk offrit à ces hommes désabusés, un chef désabusé comme eux, et ils se rallièrent autour de lui avec d'autant plus de confiance qu'il se montrait plus ré-

servé, plus froid, plus étranger à tout engagement, à toute conviction. Cavaliers, presbytériens ou indépendans, dans le parlement et dans l'armée, tous ceux qui souhaitaient la restauration ou la jugeaient infaillible, se hâtèrent de l'adopter pour patron; « car « c'était un homme, disaient ses soldats eux-mêmes, « sur les pas duquel on pouvait marcher avec sûreté. »

Les *Mémoires* de Price donnent en effet une haute idée de son habileté et de sa prudence. C'est la peinture la plus animée et la plus vraie d'une grande manœuvre politique conduite par un seul homme, dans l'unique dessein de laisser s'accomplir lentement, sans rien compromettre, et par la seule force des choses, un événement pressenti de tous, mais que personne n'ose ou ne veut avouer avant le jour du succès. L'Angleterre regarde aujourd'hui, et avec raison, les règnes de Charles II et de Jacques II comme l'une des époques les plus tristes et les plus honteuses de son histoire. Il n'en est pas moins vrai qu'en 1660 les folies et les crimes de la révolution avaient rendu la restauration nationale et nécessaire. Monk fut le clairvoyant interprète d'un vœu presque universel, et aussi l'instrument d'un arrêt de la Providence qui, avant d'accorder aux peuples les biens qu'ils ont cherchés par le désordre, les condamne à porter la peine des maux que le désordre a faits.

Après le retour de Charles II, Price eut sa part des faveurs dont le Roi combla Monk et ses cliens. Le 10 mai 1660, il fut choisi pour prêcher à Westminster, devant la chambre des communes, un sermon d'actions de grâces en l'honneur de la restauration.

Nommé peu après membre du collége d'Eton, il obtint ensuite une bonne prébende dans l'église de Salisbury, et plus tard le riche rectorat de Petworth dans le comté de Sussex. Ce fut seulement en 1680, dix ans après la mort de Monk, qu'il publia ses *mémoires* (1), déclarant, dans sa dédicace au comte de Bath, le motif qui l'y déterminait. Les gens qui voulaient profiter seuls de la restauration, voulaient aussi s'attribuer exclusivement le mérite de l'avoir faite. Le chapelain de Monk s'indigna justement de l'ingratitude du parti royaliste envers la mémoire de son ancien patron; et *la Vie de Monk* par son second chapelain Gumble paraît dictée par le même sentiment. Monk avait porté sans doute, dans ses relations personnelles, plus de fidélité que dans ses alliances politiques, car ses cliens lui demeurèrent constamment attachés.

Un sermon prêché à Petworth le 9 septembre 1683 pour rendre grâces au ciel de la découverte du complot de Rye-House, est la dernière trace qu'on rencontre de l'existence de Price. Cependant il vécut assez pour voir la restauration succomber à son tour sous le poids de la tyrannie qu'elle essaya vainement d'imposer à l'Angleterre. Il ne mourut qu'en juin 1691, trois ans après l'expulsion de Jacques II. Il était sans doute demeuré cavalier; mais la nation anglaise avait changé d'avis, et si Monk eût été en 1688 ce qu'il était en 1660, à coup sûr son bon sens l'eût rangé de l'avis de la nation. F. G.

(1) Il leur donna pour titre : *The mystery and method of his Majesty's happy restoration.*

DÉDICACE

DE L'AUTEUR.

Au très-honorable John, comte de Bath, vicomte Greenville de Landsdown, etc., chevalier, maître de la garde-robe, premier gentilhomme de la chambre, lord lieutenant des comtés de Devon et de Cornouailles, et l'un des lords du très-honorable conseil privé de Sa Majesté, etc.

Milord,

J'avais eu l'intention de transmettre à la postérité ce que je présente ici à votre seigneurie, sous une forme moins régulière et dans un style plus libre; je le réservais comme une sorte de testament dont je voulais remettre la publication aux soins de mon exécuteur testamentaire, dans la confiance que cet écrit serait bien reçu de tous ceux qu'aucune prévention, aucun intérêt personnel ou aucun sentiment de malveillance ne disposerait à calomnier les généreux et heureux efforts tentés par le général Monk pour le rétablissement de notre souverain actuel, que Dieu conserve long-temps au milieu de nous! Mais je vois que depuis quelque temps on cherche tous les jours davantage à mettre en question sa loyauté envers son prince, et à rabaisser sa conduite : j'ai été moi-même

grossièrement accusé en face de mensonge pour avoir entrepris, par occasion, dans des entretiens particuliers, d'affirmer et soutenir son intégrité et sa sincérité, d'après la connaissance que j'ai des motifs par lesquels il s'est engagé d'abord; et ces reproches m'ont été adressés par les personnes qui avaient le moins de raison d'en douter. J'ai donc été forcé de changer de résolution, et j'aurais cru manquer à ce que je dois aux cendres sacrées de mon maître et patron, si j'avais plus long-temps soustrait aux yeux du public la connaissance de cet écrit, quelque imparfait qu'il puisse être. Ce qui a pu mettre aussi un grain dans la balance, c'est que j'ai considéré que votre seigneurie et votre serviteur, l'auteur de ces mémoires, étaient les seules personnes vivantes qui connussent les motifs par lesquels le général se détermina à s'engager au moment où sir George Booth était à la tête des confédérés du comté de Chester.

Bien qu'à la vérité, et heureusement peut-être pour le général et même pour le royaume, cette première combinaison n'ait eu aucun résultat, cependant j'atteste que du moment où Lambert eut mis à la porte ses maîtres de Westminster, le général ne cessa d'avoir en vue la restauration, et il y a tout lieu de croire que cette seconde tentative aurait manqué comme l'autre, si la conduite n'en eût pas été entre les mains d'une Providence supérieure; car aussitôt que le général se fut déclaré ouvertement en Écosse contre l'armée anglaise qui venait de chasser le *Rump*, les cavaliers et les presbytériens, formant alors les deux partis royalistes, sentirent s'élever leurs espé-

rances, mais sans oublier leurs anciennes animosités; en sorte que les plus clairvoyans parmi les indépendans, se jugeant menacés d'une ruine prochaine, pensèrent qu'il était prudent de tirer avantage de ces ressentimens, et commencèrent à faire la cour aux presbytériens, celui des deux partis auquel ils tenaient de plus près, car ils avaient combattu sous les mêmes drapeaux et pour les mêmes intérêts contre le dernier roi. Ces deux grands partis, bien que tous deux intimidés et comprimés par la faction des sectaires, alors dominante, comprenaient pour ainsi dire la totalité de l'Angleterre et de l'Écosse. Le premier avait combattu pour Charles Ier. contre les deux chambres du parlement, dont une loi de ce prince avait permis la continuation indéfinie, soit que le parlement agît pour lui ou contre lui. On apprit bientôt, par une triste expérience, que cette mesure lui avait ôté sa couronne avant qu'il y eût un seul coup de porté.

Les cavaliers, composés de la haute et moyenne noblesse d'Angleterre, et au nombre desquels était votre seigneurie, vinrent librement et généralement se ranger autour du Roi, comme leur souverain; et cependant, souvenir douloureux! il perdit la vie par des formes dérisoires de justice, infamie dont on ne trouve d'exemple dans aucune histoire, comme l'a fait remarquer en ces termes l'évêque Andrews, dans ses Notes sur le sixième Commandement, chapitre 2. « Et cependant jamais un peuple au monde n'a « prétendu, sous couleur de procédés légaux, et « avec des apparences dérisoires de justice, attenter

« à la vie d'un prince, etc. » Certainement cela ne serait pas entré dans la tête du parlement anglais, si la mort récente de Marie, reine d'Ecosse, et les vers prophétiques mentionnés dans l'histoire de l'archevêque Spottswood, ne lui eussent suggéré cette pensée, *que puisqu'une reine en avait fait mourir une autre, son égale en royauté, il pouvait arriver qu'un peuple voulût en faire autant à son prince.* La guerre avait enlevé aux cavaliers, non-seulement leurs biens, mais jusqu'à l'espérance de se revoir jamais en état de travailler par eux-mêmes à réparer leurs pertes ou à rétablir la couronne d'Angleterre tombée avec la tête de son maître.

La charité me porte à croire que la portion la plus sage des presbytériens avait été, sans le vouloir, entraînée à la guerre, portant pour devise, sur ses armes, le mot de *loyauté*, et se laissant aller à cette idée plausible qu'elle combattait pour le Roi et le parlement. Mais, quoi qu'il en soit, ceux qui sont tombés dans cette erreur, ont vécu assez long-temps pour déplorer leurs prospérités; et après avoir poussé trop loin leur rôle, ils ont été obligés de céder la place à de plus adroits artistes en gouvernement qui avaient un nouveau spectacle à nous présenter, car les terres des évêques n'étaient plus un butin suffisant pour contenter tous ceux qui étaient appelés au partage. Ainsi les mêmes hommes ont fait et subi la révolution, et ont ensuite disparu de la scène.

Bien que leur nom ne fût pas si odieux au parlement et à l'armée d'alors, que celui de *cavalier*, cependant on avait l'œil également sur eux, d'autant plus

qu'on vit bientôt que l'un des partis n'était pas plus que l'autre, capable de dissimuler la satisfaction intérieure que leur faisait éprouver la déclaration du général Monk contre l'armée d'Angleterre. Au fait, leurs espérances dans cette occasion s'élevèrent bientôt si haut que quelques uns d'eux osèrent prier pour les succès du général, et que d'autres burent publiquement, non-seulement à sa santé, mais même à celle du Roi. Il n'avait encore marché, et cela sans ordres, qu'un petit nombre de journées en avant de ses froids quartiers au nord de la Tweed, lorsque le son des cloches qui célébraient notre arrivée en Angleterre vint frapper les oreilles de ses officiers, et les remplir de craintes et de méfiances sur l'objet de ce long voyage. Bien qu'ils fussent instruits à penser que le devoir d'un soldat était, non-seulement de ne pas se révolter contre son général, mais même de ne pas discuter avec lui, on vit clairement que plusieurs d'entre eux jugeaient qu'il y avait sur le tapis quelque chose de plus que ce qu'on voulait laisser paraître.

Le général était bien en état de braver de pareilles méfiances, mais il ne pouvait surmonter celles de ses maîtres de Westminster, qui ne s'accommodaient pas de voir marcher si diligemment vers eux celui qui les avait rétablis; cependant la reconnaissance ne leur permettait pas de lui refuser, non plus qu'à son armée, la permission de leur rendre visite. D'ailleurs, s'ils lui eussent donné l'ordre exprès de retourner en Écosse, ils n'eussent pu, ensuite, être bien tranquilles sur leur sûreté à venir. L'armée d'Angleterre, récem-

ment rentrée dans le devoir, n'y paraissait pas très-solidement établie; on avait lieu de craindre que l'ambition de ses officiers ne fût plutôt endormie qu'éteinte, tandis qu'au fait, les gens de Westminster n'en soupçonnaient pas le général Monk. Sa conduite en les servant paraissait si modeste que jamais aucun d'eux ne lui a supposé le projet de s'emparer du gouvernement, quelques inquiétudes qu'on ait pu d'ailleurs leur donner à l'égard de Charles Stuart. C'était là réellement l'avantage qu'il avait auprès d'eux. De plus, sa taciturnité naturelle était telle, que la plupart de ses amis, ceux qui croyaient le mieux connaître, ne supposaient pas à George Monk d'autre habileté que celle d'un franc soldat qui obéirait aux ordres du parlement aussi ponctuellement qu'il voulait qu'on obéît aux siens. Tellement que, si quelques uns des plus fins flaireurs de complots, parmi les membres du conseil d'État, entre autres Scott, secrétaire du conseil, n'eussent éventé quelque chose des motifs du voyage que M. Nicolas Monk avait fait en Écosse l'été précédent, l'entrée du général en Angleterre, sans ordres, ou plutôt contre les ordres du parlement, n'aurait excité que très-peu de soupçons. Mais les méfiances s'accrurent à mesure qu'il approchait.

Il s'en aperçut bientôt, et n'en put douter lorsqu'il fut arrivé à Whitehall, car on eut soin aussitôt de diminuer son autorité par la présence d'un co-général, l'impatient Haslerig, qui avait l'avantage sur lui par sa qualité de membre du parlement, et pouvait lui disputer de mérite, ayant contribué au rétablissement de cette haute cour, à Portsmouth, dans le midi, aussi

bien que Monk, dans le nord, à Coldstream. Monk n'était pas lui-même sans crainte; il courait risque, non-seulement de perdre sa portion de commandement, mais d'être recherché comme délinquant plutôt qu'honoré comme restaurateur. Il n'avait donc d'autre parti à prendre que d'agir promptement : aussi, ce qu'il avait à faire, il le fit en peu de temps, et son changement fut aussi rapide que ceux des comédiens. Dans l'espace d'une semaine il gagna le parlement et le conseil d'Etat, non-seulement par des paroles, mais par des actions qui paraissaient de nature à l'engager pour toujours. Il renversa les portes de la cité de Londres, en brisa quelques unes, enleva les chaînes et les poteaux, et déçut si bien toutes les espérances qu'on avait fondées sur lui, que je l'ai entendu, pour ce fait, injurier dans les rues, assez près de lui pour qu'il l'entendît. *Est-ce là, disait-on, ce Monk qui devait rétablir le Roi? C'est le diable écossais; que de maux vont s'ensuivre!* De l'autre côté, sir Arthur Haslerig chantait victoire, et disait : *Maintenant George nous appartient pour toujours, corps et âme.* Notre petite armée d'Écosse fut elle-même étonnée, et nos officiers, tout en jouant leur rôle dans cette farce, disaient ironiquement, lorsqu'ils enlevèrent les chaînes et les poteaux : *Voilà les chaînes et les médailles que le parlement nous a promises à Coldstream.* Plusieurs d'entre eux refusèrent de prendre part à cette tragi-comédie, et voulurent rendre leur commission au général qui les refusa, et reprit les mécontens en ces termes : *Quoi donc! ne voulez-vous pas obéir aux ordres*

du parlement? leur donnant à entendre qu'il avait été absolument forcé à cette odieuse action. Et, au fait, son expression de mécontentement, les nuages répandus sur son front, leur firent aisément deviner ce qu'il pensait, et ils comprirent aussitôt que ce qu'il y avait à faire, c'était de se concerter pour agir contre des maîtres qui donnaient de pareils ordres. Il accepta leur concours dans cette occasion, et, à son retour de la cité, fit rédiger, pendant la nuit, une lettre que le lendemain matin il envoya de Whitehall au parlement; et, en même temps, il se rendit avec son armée dans la cité, où il demeura jusqu'à ce qu'il eût fait rentrer les membres exclus en 1648. Ce fut ainsi que, d'un seul coup, il écarta le danger qui le menaçait pour avoir voulu agir en faveur du Roi, au mois d'août précédent, assura sa propre vie, et fit le premier pas vers la restauration.

Bien qu'en indiquant ces faits ici d'avance, milord, j'aie violé à dessein les règles de la méthode, je n'ai pourtant pas oublié que je m'occupe d'une épître dédicatoire, dont l'objet est de solliciter la protection de votre seigneurie.

Je connais assez sa bonté et sa bienveillance pour me persuader que cette humble requête me sera accordée sans beaucoup de difficulté. Votre seigneurie se rappelle peut-être que lorsque vous nous introduisîtes, pour la première fois, M. Nicolas Monk et moi, en la présence du Roi, il vous plut d'attester le zèle de M. Monk et son empressement à servir Sa Majesté, et d'indiquer les occasions qu'il avait eues de les prouver. Vous fîtes mention, en particulier, de son voyage

en Écosse, de sa négociation avec son frère qu'il avait entamée par vos ordres exprès, étant alors ministre de votre paroisse de Kelkampton dans le comté de Cornouailles, avec un traitement d'environ 300 livres par an. Vous le lui aviez donné de vous-même et sans aucune autre simonie, que de lui imposer l'obligation de servir le bien public lorsque vous auriez occasion de l'employer; car vous aviez déjà jeté les yeux sur son frère le général qui avait aussi des obligations à votre famille. M. Monk, qui, paraissant alors pour la première fois à la cour, ne connaissait pas l'art de dissimuler le mérite des hommes obscurs, me rendit la justice d'apprendre au roi, en présence de votre seigneurie, que c'était à moi, alors chapelain de son frère, qu'il avait fait part de son message et s'était ouvert de l'importante affaire qui l'amenait à Dalkeith: il dit qu'il m'avait trouvé rempli de bonne volonté, prudent et fidèle, ajoutant plusieurs autres éloges que la bonté et la sincérité de son cœur l'engagèrent à me donner devant Sa Majesté. Le Roi ajouta foi à son récit, tellement qu'après m'avoir accordé l'honneur de lui baiser la main, il daigna me dire qu'il voyait bien quel service je lui avais rendu, et m'ordonna de m'adresser à lui aussi souvent que j'aurais à obtenir quelque grâce ou quelque emploi. J'informai promptement le général de ces gracieuses paroles du Roi.

Mais, bien que votre seigneurie puisse avoir oublié ceci, cependant, j'en suis sûr, vous ne pourrez oublier jusqu'à quel point et dans quels intérêts vous étiez engagé, lorsque vous envoyâtes M. Nicolas Monk

trouver son frère en Écosse. Et cependant, ce qu'on a déjà publié à cet égard n'a pas généralement obtenu confiance. Il se trouve des incrédules qui, le plus grand nombre par politique, quelques-uns par malveillance, veulent regarder le projet du général Monk pour la restauration, comme un tour inventé après coup pour sauver son honneur et non pas pour servir la justice ; ils insultent à son action comme à un fait qui ne mérite pas de trouver place dans les annales de l'histoire, comme à une de ces chances heureuses que nous rencontrons lorsque, lancés au hasard et sans dessein formé de chercher la fortune sur une côte plutôt que sur une autre, nous abordons, poussés par le caprice des vents et des vagues, sur celle que nous aurions dû choisir.

La gloire en soit à Dieu, car de lui seul est venu le bienfait ; mais si la colère de l'homme le glorifie, la loyauté de l'homme le glorifie et lui agrée. La loyauté du général l'éleva, comme on le verra clairement, au-dessus même de la tentation du pouvoir souverain. Ce fut une action si glorieuse qu'elle ne se borna pas à la restauration de Charles II, mais qu'elle rétablit la monarchie dans la famille royale à qui appartenait de droit la couronne, alors en proie au premier usurpateur capable de bien jouer son rôle. Il aima son prince, il aima son pays, et, comme un véritable Anglais, jugea que leur cause était commune. Ainsi ses actions s'accordèrent avec les déclarations où il annonçait son intention de remettre le pouvoir militaire sous l'obéissance du pouvoir civil ; car les soldats d'Angleterre avaient séparé leur cause de celle du

peuple, et il n'aurait pas été facile de remettre les choses sur le pied où elles devaient être, si par son excellente conduite, je dirai plutôt par la conduite de la Providence, l'armée ne se fût pas trouvée divisée, et ses différens partis prêts à s'élever les uns contre les autres.

Il ne me reste plus, milord, qu'à adresser sous votre protection ce mémoire à la postérité. Je ne compte y parler des choses connues et avouées de tout le monde, qu'autant qu'il le faudra pour l'ordre de ma narration, puisque ces sortes de faits ne sont pas en discussion, mais qu'on a seulement contesté au général Monk le loyal projet de rétablir notre souverain et nos lois. J'ai entendu dire avec plus de méchanceté que d'esprit, que de même qu'il avait la vue basse et ne pouvait discerner les objets à distance, son jugement participait à cette infirmité, et qu'il n'avait pu voir d'assez loin pour songer à rétablir le Roi.

Que tous ceux qui sont aussi attachés que je le suis et dois l'être à l'honneur du feu duc d'Albemarle, mettent à venger sa mémoire de cette calomnie autant ou aussi peu de soin qu'il leur plaira, et apportent à leur témoignage le degré de solennité qu'ils jugeront propre à lui attirer confiance; quant à moi, homme d'un rang inférieur, je prévois que ce que je vais rapporter obtiendra peu de crédit auprès de beaucoup de gens. On m'a déjà averti d'avance qu'il en serait ainsi. Je ne me donnerai pas la peine d'examiner si l'humeur et les préventions auront pour objet ma fidélité et ma discrétion dans cette grande affaire, ou l'heureuse issue à laquelle l'a amenée le

patron que j'ai perdu ; je me contente de répondre, avec la fermeté d'une bonne conscience, que je n'ai rien inventé, soit pour lui faire honneur et augmenter sa réputation de loyauté, soit pour la diminuer en rapportant un petit nombre de faits auxquels j'ai pris part, ou qui ont été à ma connaissance. Dans cette heureuse révolution de fortune, on a vu l'envie poursuivre jusqu'à une mouche qui ne faisait pourtant pas le bruit de *qualem* ou *quantum pulverem*. J'ose donc demander à votre seigneurie sa protection pour le récit suivant, ainsi que pour son auteur indigne, qui est,

De votre seigneurie,

Milord,

L'obligé et dévoué serviteur,

JOHN PRICE.

MÉMOIRES DE PRICE

SUR

LA RESTAURATION DES STUART.

Le 1er. août 1659, sir George Booth, maintenant lord de la Mere, prit les armes, comme il en était convenu pour ce jour-là même, ce qui doit être rappelé à son éternel honneur; il publia en même temps une vigoureuse déclaration pour expliquer la justice et la nécessité de cette démarche. En ce temps, la nation toute entière gémissait sous l'insupportable domination de l'oligarchie tyrannique qui siégeait à Westminster, sous le nom de parlement, et contre laquelle s'était formée une puissante coalition. Beaucoup de gens qui avaient précédemment combattu en faveur de ce parlement se plaignaient d'avoir été trompés, et même quelques hommes, encore à son service, avaient la franchise de convenir qu'on ne pouvait dire que le pays fût libre, lorsque, sous le nom d'une république et de la bonne vieille cause, on ne s'occupait qu'à perpétuer la pire des tyrannies. Les grands officiers se trouvaient

assez bien de la possession du pouvoir; cependant ils voyaient clairement que, si le gouvernement continuait à demeurer entre les mains de l'oligarchie, qui n'est autre chose que la corruption du plus mauvais des gouvernemens, la démocratie, et que par conséquent on doit regarder comme la pire des tyrannies, leur postérité serait obligée de rendre à ces usurpateurs sans frein ce qu'eux-mêmes avaient acquis. On voit donc qu'alors l'État des trois royaumes était on ne saurait plus déplorable.

Le Roi était touché de leur situation, car lui-même portait la plus grande part de cette calamité; et bien que sa personne royale fût à l'abri de la fureur de ses ennemis, cependant il était assez près pour que son autorité fût toujours en mesure de seconder des entreprises faites en faveur des légitimes droits de ses sujets et des siens. Dans cette vue, après avoir cessé de tenir la campagne, quelques nobles personnages de beaucoup d'honneur et d'une infatigable loyauté, avaient, en dépit de la hache et du gibet, fixé leur résidence à Londres, où elles agissaient en vertu de commissions de Sa Majesté, entretenaient une correspondance avec elle et publiaient de temps à autre, selon que l'occasion l'exigeait, les ordres nécessaires au service de Sa Majesté.

L'occasion devenait sérieuse, maintenant qu'on avait vu revenir cette chose appelée *Parlement*,

dont l'autorité avait été suspendue pendant environ cinq ans par l'intercalation monarchique du général parlementaire Olivier Cromwell et de son fils. Ce retour avait été provoqué en partie par l'armée qui craignait que les intérêts nationaux, semblables à un déluge, ne vinssent fondre sur elle, si on souffrait que le fils de Cromwell et sa comédie de parlement durassent plus longtemps. L'armée se parait du prétexte d'une république, et ainsi n'avait pas de meilleurs refuges que ce Long Parlement, comme on l'appelait, dont elle savait bien que le crime était au moins égal au sien, et dont le pouvoir était abhorré par tous ceux qui n'en faisaient pas partie, et même par quelques uns de ses membres. Le parti presbytérien commença alors à se réveiller aux sentimens de loyauté, et dit qu'il aimait encore mieux se joindre aux cavaliers que de voir son pays soumis à un tel esclavage. Au fait, la condescendance des cavaliers calma toutes les méfiances; car les commissaires de Sa Majesté consentirent à ce que les presbytériens eussent le commandement de toutes les places, et à ce que la déclaration des cavaliers ne portât autre chose que la demande d'un parlement libre et du redressement des griefs publics. Alors sir George Booth entreprit de soulever le comté de Chester et les comtés adjacens. Sir Thomas Middleton se chargea de la partie septentrionale du pays de Galles;

le major-général Massey de la partie méridionale et du comté de Glocester; le lord Fairfax du nord de l'Angleterre; lord Roberts, maintenant comte de Radnor et président du conseil, se chargea de l'ouest; le colonel Alexandre Popham et le colonel Robert Rolls des comtés de Wilts, Sommerset et Devon; le colonel Norton de Portmouth et du Hampshire, et sir Horatio, maintenant lord Townsend, des comtés confédérés. Plusieurs autres en firent de même dans les autres parties de l'Angleterre, et on se lia par des protestations et des promesses solennelles de ne se point abandonner mutuellement.

Peu de temps auparavant, sir John Greenville, maintenant comte de Bath, l'un de ces honorables commissaires résidant à Londres pour le service de Sa Majesté, avait reçu l'ordre particulier de traiter en secret et séparément en Écosse avec le général Monk. Le Roi, à ce qu'il paraît, pensait que, comme Monk avait été au service de son père, si on s'adressait à lui d'une manière adroite, on pourrait l'attirer au sien. Il avait effectivement été fait prisonnier au service du Roi, et on avait négligé de le faire relâcher; mais le parlement, qui avait éprouvé son habileté et l'utilité de ses services contre les rebelles d'Irlande, le remit en liberté et l'employa dans ce même pays. Ensuite Cromwell, qui connaissait le prix d'un bon soldat, le prit avec lui en Écosse.

Sir John Greenville fit donc partir pour Bruxelles un exprès chargé d'une lettre adressée au chancelier Hyde, avec lequel il avait ordre de Sa Majesté de correspondre, pour lui proposer d'envoyer M. Nicolas Monk à son frère en Écosse. Le Roi y consentit et laissa toute la conduite de cette affaire à la discrétion et à la prudence de sir John, sachant bien que ce n'était pas la crainte du danger qui l'empêchait de se rendre en personne auprès du général; car sa qualité de commissaire de Sa Majesté à Londres l'exposait journellement à des dangers beaucoup plus grands. D'ailleurs, il était cousin germain des Monk, et tous les deux avaient des obligations, soit à lui, soit à sa famille. Je suis sûr, au reste, qu'il fut beaucoup plus utile au Roi et au général en ne venant pas nous trouver; car, n'eût-il été chargé d'aucune commission ni message, il eût suffi de sa seule présence pour éveiller les soupçons. Il manda M. Nicolas Monk de Cornouailles où il résidait, et lui communiqua les pouvoirs envoyés par le Roi pour traiter avec son frère.

M. Monk s'embarqua pour l'Écosse avec une cargaison d'instructions et d'espérances. Le projet de renverser le parlement était alors universel; sir George Booth avait déjà pris les armes, et on attendait journellement des insurrections dans tous les comtés de l'Angleterre. M. Monk, poussé par un bon vent, arriva peu de jours après à

Leith, d'où il se rendit à cinq milles de là, à Dalkeith, résidence du général. Il donna pour motif de son voyage l'intention où il était de ramener sa fille Marie pour lui faire faire un bon mariage, et l'espérance que son frère lui en faciliterait les moyens. Ce n'était pas seulement un prétexte, ainsi que ses lettres en faisaient foi.

Le colonel Jonathan Atkins, fait depuis chevalier et gouverneur des Barbades, était alors à Dalkeith. Il y était arrivé environ deux jours avant M. Monk, et se préparait à aller plus loin rendre visite à quelques uns de ses parens dans le comté de Fife, après avoir reçu la réponse du général. Ils avaient servi ensemble en Irlande, et je crois aussi en Hollande; ensorte que soit confiance dans la loyauté du général, ou zèle d'amitié pour ses intérêts, le colonel l'informa des projets de soulèvement arrêtés dans le nord de l'Angleterre. Il lui apprit que les gentilshommes de ce pays, au moment de prendre les armes pour seconder sir George Booth, lui demandaient son secours ou du moins le priaient de ne pas s'opposer à leur levée. Le général répondit brusquement que, s'ils prenaient les armes, il enverrait des troupes contre eux, le devoir de sa place ne lui permettant pas d'en faire moins.

Le colonel se rendit ensuite dans ma chambre et me proposa l'affaire, en termes circonspects, mais de manière, cependant, à se faire entendre.

Je répondis négligemment que les insurgés m'avaient tout l'air de travailler uniquement à se perdre eux et leur cause; que tant que le gouvernement aurait à Londres un magasin d'hommes et d'armes, toutes les conspirations, dans les comtés, ne serviraient à rien pour le but que je lui supposais; mais que si la cité, déjà très-mécontente de ce retour du parlement, voulait s'engager à fermer ses portes et se soulever en masse, comme elle aurait pu le faire récemment, lorsque Lambert s'était mis en marche contre Booth, l'entreprise offrirait beaucoup plus de chances de succès.

Comme l'intrigue du colonel Atkins est la première dans l'ordre des temps, je la rapporte avant le résultat du message de M. Monk à son frère, afin de faire connaître de quel poids fut ensuite l'autorité du Roi auprès du général Monk, bien qu'elle ne lui fût transmise que verbalement par son frère. Il comptait entièrement, il est vrai, sur l'honnêteté et l'intégrité de sir John Greenville et la sincérité de son frère. Il devait bien supposer, quelque circonspect qu'il fût, que celui-ci ne le trompait pas et n'avait pas envie de le trahir. Je crois donc qu'il se reposa sur la parole du Roi, aussi complètement que s'il eût reçu une commission de Sa Majesté; car il me dit ensuite qu'il était résolu d'enrôler toute la nation écossaise contre le parlement et l'armée, plutôt que

de se laisser prendre par eux sans résistance. Mais il n'avait alors, pour se décider, aucun autre motif que ces assurances verbales, que sir John Greenville lui faisait donner d'après les lettres du Roi.

M. Monk trouva son frère en affaires et occupé à ses dépêches, bien qu'on fût alors à la chute du jour. Au fait, il était rare de ne pas le trouver au travail. Le général fit donc conduire son frère dans ma chambre, par un valet montagnard qui l'annonça à la porte de mon cabinet. Je le reçus poliment et lui demandai comment allaient les choses en Angleterre, car on ne s'entretenait alors que du soulèvement de Booth et de la marche de Lambert contre lui. Je m'aperçus d'abord qu'il avait quelque chose à me dire, et il s'en ouvrit aussitôt. Il me dit qu'il était envoyé à son frère par sir John Greenville, pour l'engager à prendre les armes dans cette conjoncture, en faveur de son pays, et lui apprendre comment la résolution en était prise dans toute l'Angleterre. Il ajouta que ce n'était pas une combinaison en l'air et dépourvue d'autorité; car, bien que le Roi ne fût pas nommé dans la déclaration publiée pour demander un parlement libre et réclamer contre les taxes et les griefs, cependant les déclarations dont il s'était hasardé à apporter quelques unes avec lui, avaient été rédigées d'accord avec Sa Majesté. Il me dit donc qu'il était envoyé par son

cousin Greenville, pour essayer d'attirer son frère au service du Roi et de l'engager, dans ces circonstances, à embrasser sa cause. Sir John Greenville espérait que le général serait aussi heureux, dans cette occasion, que l'avait été à Bosworth le fameux Stanley, qui, venu au secours de Richard III, détermina le succès de la journée en faveur de Henri VII. C'était là de grandes espérances; mais ce qui embarrassait M. Monk, c'était la manière d'entamer la chose avec son frère; car il était bien sûr que s'il entreprenait une œuvre aussi glorieuse que celle de rétablir le Roi, on ne lui refuserait rien de ce qui pourrait l'encourager. Il n'aurait qu'à faire lui-même ses conditions, et on ne doutait pas que le Roi n'engageât sa parole à lui accorder ce qu'il demanderait; M. Monk avait vu les pouvoirs accordés par Sa Majesté à sir John Greenville, pour traiter avec son frère. On accordait à sir John toute latitude pour promettre ce qui lui serait proposé; cependant, par des instructions secrètes, il lui était enjoint de se borner à une pension de 100,000 livres par an, dont le général pourrait disposer à sa volonté. M. Monk me montra une ou deux pièces de monnaie rompues qui devaient être envoyées comme signes de reconnaissance à sir John Greenville, s'il était nécessaire, et accompagnées de lettres qu'on lui adresserait sous le faux nom de M. Leg.

Cet honnête homme s'expliquait à moi en grand secret et avec beaucoup de chaleur, et semblait me presser, au nom de mes devoirs de loyauté, de prêter l'oreille à ces propositions et de me charger des pièces de monnaies rompues, me promettant que, quelles que fussent les lettres qu'on adresserait à sir John Greenville, le messager qui les porterait avec ces signes de reconnaissance serait plus que payé de son voyage.

Je vis bien que son ambassade était réelle; mais elle me surprit étrangement, et j'allai plusieurs fois à la porte de la chambre, craignant que quelqu'un ne pût entendre. Puis, après un moment de silence, je demandai à M. Monk pourquoi c'était d'abord à moi qu'il s'ouvrait d'un message si important et adressé à son frère; car je le voyais depuis une demi-heure pour la première fois de ma vie. Il me dit que, bien qu'il ne me connût pas, il savait qui j'étais et l'opinion qu'on avait de moi. On regardait, disait-il, comme impossible que je ne fusse pas intérieurement attaché au Roi et à son service; car il était de notoriété publique que mon père avait beaucoup souffert pour le père de Sa Majesté. En effet, il avait tout perdu pour la cause du Roi, sans quoi on ne m'aurait pas trouvé dans l'emploi que j'exerçais alors; il paraît que j'étais si bien connu en Écosse, que, peu de temps après mon arrivée, quelques membres du clergé remon-

trant (1) et même quelques uns des officiers dirent au général qu'il avait pris un cavalier pour chapelain. Il fut assez bon pour m'en parler et me donner, à cet égard, de sages conseils. Cependant je n'ai pas le souvenir d'avoir jamais laissé percer mon opinion, ni rien dit qui pût déplaire à personne; mais mes actions devaient, je le crois, leur être assez désagréables, car c'était à moi que s'adressaient les Écossais du parti de Montrose, pour obtenir du général de légères faveurs.

M. Monk me pressa fort de lui indiquer comment il pourrait s'ouvrir à son frère de la commission dont il était chargé. Je lui dis qu'il fallait que son frère pût compter sur sa discrétion autant que sur son affection et sa fidélité; car une affaire de cette importance devait se renfermer entre aussi peu de personnes qu'il serait possible, et il risquerait beaucoup de se mettre en danger, lui, son frère et sa négociation, s'il se fiait ainsi à l'opinion qu'on lui avait donnée de la loyauté secrète de quelques uns de nous, pour entrer si brusquement avec eux en confidence sur le sujet de son ambassade; mais, puisqu'il m'avait révélé ce grand secret, j'étais fort aise, lui

(1) C'était la portion la plus fanatique du clergé d'Ecosse; on l'appelait aussi le parti des *protesters;* l'origine de ces dénominations, dont Price parle plus bas, a été expliquée dans une note sur les *Mémoires* de Warwick (pag. 317, not. 1). (*Note de l'Editeur.*)

dis-je, qu'il en parlât à son frère, et je savais qu'il le pouvait en toute sûreté. Ensuite, pour l'encourager, je lui dis que je croyais qu'il trouverait son frère très-disposé à entendre les ouvertures qui pourraient lui être faites sur les moyens de délivrer son pays de l'esclavage de l'armée. Il avait reçu plusieurs dégoûts depuis le retour de l'ancien parlement; on avait accordé de l'emploi à plusieurs officiers connus pour l'extravagance de leurs opinions, au mépris de lettres de recommandation qu'il avait données à d'autres, en sorte qu'il parlait souvent de se retirer en Irlande pour y vivre en simple particulier; de plus, la méfiance avait les yeux ouverts sur lui, elle était fort excitée par les lettres de plusieurs cavaliers avec lesquels il avait eu des liaisons, et qui, par le moyen d'un patron hollandais, lui écrivaient quelquefois de Hollande pour lui rappeler la fidélité qu'il devait au Roi; en sorte qu'il avait été obligé de protester ouvertement contre ces lettres, sa prudence lui donnant lieu de craindre qu'elles ne continssent quelque piége.

Cromwell lui-même, peu de temps avant sa mort, dans une lettre écrite de sa main, lui disait en plaisantant : « On prétend qu'il y a en « Écosse un rusé compagnon, appelé George « Monk, qui n'attend que l'occasion d'y servir « Charles Stuart. Faites, je vous prie, vos dili« gences pour le prendre et me l'envoyer; » ce

qui, je le suppose, donna naissance à un bruit sans fondement répandu alors, que Cromwell n'avait pu parvenir à le tirer d'Écosse. Je dis aussi à M. Monk que son frère n'était dans l'armée anglaise qu'un homme nouveau élevé par Cromwell, et, par cette raison, mal vu de la plupart des principaux officiers; que les chefs des diverses factions le haïssaient plus qu'ils ne l'aimaient, et contribueraient à le pousser hors de son commandement dès qu'ils en trouveraient l'occasion. La chose parut clairement dans la suite, lorsque le colonel Cobbet fut envoyé en Écosse, à l'occasion de l'expulsion du parlement par Lambert, et avant qu'on pût savoir que le général en témoignait son mécontentement; mais ce n'était que ce qu'il avait prévu. J'ajoutai à M. Monk que les soldats qui ne s'embarrassaient pas l'esprit de disputes de religion et de différences de parti, mais qui combattaient pour leur pays, étaient en général fort attachés à son frère; car ils le regardaient comme un bon militaire et un chef prudent, sous les ordres duquel ils pouvaient s'engager avec sûreté, et il était sûr d'en tirer bon parti lorsqu'il jugerait à propos de se déclarer.

Je jugeai de plus qu'il ne serait pas mal d'insinuer à M. Monk que la femme du général l'avait, en quelque sorte, préparé à se déclarer aussitôt que l'occasion s'en offrirait; elle avait coutume, à la fin de la journée, lorsque les affaires

du général et les siennes étaient finies, de venir le trouver dans la salle à manger avec sa *robe de conspiration*, comme je l'appelais, et je prétendais que quand elle avait cette robe, il devait lui permettre de dire tout ce qu'elle voudrait. Au fait, elle était maîtresse de sa langue et ne l'épargnait pas; si bien que moi qui, d'ordinaire, choisissais cette heure-là pour être avec le général parce qu'il était seul, j'ai souvent fermé les portes de la salle à manger et ordonné aux domestiques de se tenir dehors jusqu'à ce qu'on les appelât. Il est aisé de concevoir quels pouvaient être alors, sur un sujet si abondant, les discours d'une femme d'esprit qui a toujours eu de l'influence sur son mari; quelquefois même, dit-on, elle en avait un peu trop, et croyait pouvoir se permettre de dire toutes les extravagances qui lui passaient par la tête, sûre qu'elles n'iraient pas plus loin. Quelquefois le général faisait la grimace, et voulait paraître mécontent; il s'adressait à moi, comme si c'eût été à moi de la modérer, et souvent alors je lui disais: « Que puis-je ré« pondre, Monsieur? Elle dit malheureusement « de telles vérités que ni vous ni moi n'avons « rien à lui opposer. » Je ne puis oublier ce qu'il avait coutume de me répliquer : « Cela est vrai, « M. Price; mais le proverbe dit : quiconque « suit de trop près la vérité sur les talons, court « risque d'en avoir un jour ou l'autre la tête

« cassée. » Sa femme était dans l'usage de se retirer avant qu'on appelât les gens de la maison pour la prière, et je prenais cette occasion de dire au général les mêmes choses, bien qu'en termes plus doux, ainsi qu'il convenait à ma situation près de lui. Je pouvais bien alors comprendre ses intentions par les choses qu'il me disait sur le dernier Roi, exprimant son chagrin des malheurs qu'il avait éprouvés, et revenant sur quelques unes des fautes de sa conduite : « Ses « armées, disait-il, étaient composées d'hommes « courageux, mais de trop haute condition pour « se laisser commander. Une armée moins nom- « breuse et plus disciplinée l'aurait tiré d'affaire. » Mais ce qu'il ne pouvait ni oublier ni pardonner, c'était que le Roi n'eût pas combattu les Écossais lorsqu'ils envahirent l'Angleterre en 1638. C'était à la folie qu'on avait eue de les épargner alors (je rapporte ses expressions) qu'il imputait tout le sang qu'on avait répandu depuis, et les Écossais, disait-il, méritaient bien tout ce qu'ils avaient souffert. Je rapporte ces choses à dessein de faire connaître combien le général était disposé à servir le Roi et son pays, lorsqu'il jugerait pouvoir le faire. Et en effet, son zèle pour le service de tous deux l'a conduit dans des démarches si précipitées qu'elles ont failli le perdre et compromettre la miraculeuse restauration de son souverain qu'il a depuis si glorieusement

achevée : action dont, à en bien peser toutes les circonstances, on ne trouverait pas l'égale dans les âges précédens, non plus qu'on ne doit, je crois, espérer que l'avenir en offre une semblable.

Les choses importantes et dangereuses dont nous nous étions entretenus, M. Monk et moi, nous rendirent, au bout d'une heure de connaissance, tout-à-fait familiers. Nous nous rafraîchîmes d'un verre de vin et de nos espérances. M. Monk était de plus encouragé par de certaines prédictions. Il me dit que son grand-père, appelé, je crois, sir Antoine Monk, était un dépensier qui avait mangé une grande partie de leurs biens paternels. Quelque fourbe, à ce que je suppose, lui avait prédit qu'un de ses petits-fils augmenterait les biens de la famille au-delà de ce qu'avaient jamais possédé leurs ancêtres. On avait encore prédit que le Roi serait rétabli par un *moine* (*Monk*), ce qui pouvait s'entendre également du nom et de la profession. Je l'engageai, lorsqu'il parlerait à son frère, à faire mention de cette prédiction. J'avais aussi les miennes. Je prédisais que si cette grande confédération réussissait, nous ne pouvions guères en attendre que le rétablissement d'une monarchie très-limitée; et cependant je suis disposé à croire que l'armée, si elle eût été assurée d'une récompense proportionnée à la grandeur du service, eût volontiers rendu à Sa Majesté un pou-

voir aussi arbitraire quecelui du GrandSeigneur. Au fait, si elle jugeait bien des choses, elle devait être assez disposée en ce sens; car il était évident que les grands officiers de l'armée ne pouvaient être en sûreté sous un autre gouvernement que le monarchique. Leur ambition mécontente les avait si bien réconciliés avec cette idée, du moi nsceuxque j'ai connus, qu'ils disaient habituellement que s'il fallait que la nation fût gouvernée par un seul, ils donneraient leurs voix à Charles Stuart plutôt qu'à tout autre. Ils savaient bien qu'un gouvernement démocratique, fût-il revêtu de pouvoirs illimités, se méfierait toujours d'euxet travaillerait à les dépouiller de leurs commandemens. Lambert, à cet égard, avait beaucoup d'avantages sur Monk, et son intérêt, ainsi que celui des soldats qu'il commandait à Newcastle, aurait été de rétablir le Roi, s'il avait pu se fier à lui et s'ils eussent pu se fier les uns aux autres. On avertit Lambert, après qu'il eut châtié le parlement, que si son projet n'était pas de ramener le Roi, son entreprise se dissiperait en fumée; mais le plus grand obstacle était du côté du Roi, bien qu'il fût notre seul et légitime monarque. On ne savait pas encore jusqu'à quel point il consentirait à pardonner. Je ne pouvais non plus, d'après tout ce que M. Monk était chargé de rapporter à son frère, démêler à quel point la restauration du Roi amènerait celle de

l'Église; mais je vis bien que cet honnête homme s'était hasardé à se charger d'une dangereuse commission, et qu'il aurait droit d'attendre une véritable reconnaissance, s'il pouvait engager son frère à se prêter aux ouvertures qui lui étaient faites. Je lui dis que s'il y parvenait, je ne doutais pas que je ne pusse lui procurer la place de prévôt du collége d'Eton, et je lui tins parole, le général ayant bien voulu dans la suite, à ma requête, employer à cette affaire le crédit de sir John Greenville. Quant à moi, je lui dis que je tâcherais de succéder à M. Hall en sa qualité de membre du collége, ce qu'en effet obtint pour moi le noble comte de Northampton qui avait étudié à Eton. Je ne fais mention de ceci que pour témoigner ma reconnaissance à S. H. qui fit la chose sans qu'elle lui eût été demandée; mais je le remarque aussi sous un point de vue plus grave, pour faire connaître comment la Providence avait disposé de nous, et particulièrement de moi; car, lors du retour du Roi, le général me fit promettre d'attendre, pour mon avancement, le moment où il jugerait à propos d'y songer, me promettant de son côté d'y pourvoir après le succès définitif de l'affaire. Mais en voilà assez sur le partage de la peau de l'ours; occupons-nous de le tuer.

Le soir était venu, et c'était l'heure où le général avait coutume d'être seul; mais lorsque

M. Monk et moi nous nous rendîmes dans la salle à manger, nous y trouvâmes plusieurs officiers de Leith et d'Édimbourg qui n'avaient pas encore reçu leurs dépêches. L'un d'eux me prit à part et me demanda par quel hasard le frère du général était venu le visiter. Je ne saurais dire quels avis on avait pu recevoir de Londres; mais ce que je sais bien, c'est que les projets de cette nature n'ont jamais été aussi soigneusement cachés qu'ils auraient dû l'être. Cependant mon empressé questionneur parut se contenter du prétexte que je donnai au voyage de M. Monk et croire qu'il venait en effet pour le mariage de sa fille dont la destinée n'avait pas été jusque-là de voir réussir aucune des propositions de mariage qui lui avaient été faites. Nous nous retirâmes, laissant le général aux devoirs de sa place. M. Monk fut un peu troublé de l'inquiétude que causait son arrivée. Au fait, c'était trop du colonel Atkins et de lui à la fois dans la maison. M. Monk aurait bien désiré que je fusse avec lui lorsqu'il s'ouvrit de sa commission à son frère. Je le refusai, craignant les inconvéniens que cela pourrait avoir et connaissant la réserve du général; mais je lui donnai mes instructions sur la manière que je croyais la plus propre à entrer en matière, et je lui dis que j'épierais de mon côté l'occasion de le seconder. Le général se mit tard au lit ce soir-là, et je l'y laissai peu disposé, je crois, à prendre beaucoup

de repos; mais je ne lui parlai aucunement de ce que son frère pouvait lui avoir appris, ou avoir à lui apprendre; et quant à ce dont je voulais m'expliquer avec lui pour mon compte, lui ayant demandé la permission de parler et l'ayant obtenue, je lui dis que les choses dont j'avais à l'entretenir étaient très-importantes, mais que je ne lui en ouvrirais pas la bouche qu'il ne m'eût promis de ne pas me répondre, ajoutant que de cette manière, s'il me jugeait ou imprudent ou traître, il n'aurait à craindre de me donner aucun avantage sur lui, tandis qu'au contraire il en aurait sur moi. Je m'aperçus que cela ne lui déplaisait pas. Je lui dis en substance que je savais qu'il avait le cœur d'un Anglais, pour prendre en pitié les maux de son pays, le courage nécessaire pour le délivrer de la servitude, et aussi toute la sagesse qu'il fallait pour bien juger des choses et reconnaître si l'occasion était ou non favorable pour agir.

Le lendemain, avant midi, M. Monk vint dans ma chambre, m'apportant l'heureuse nouvelle que son frère approuvait le complot, et l'approuvait d'autant plus que les presbytériens y avaient pris part. M. Monk m'en nomma plusieurs, et n'oublia pas son cousin Morrice. Mais le général était surtout bien aise que le lord Fairfax fût du nombre des confédérés, et entrât par la suite en correspondance avec lui. Le colonel Atkins était

parti pour la visite qu'il voulait faire plus loin dans le pays. Ainsi je compris que le général était engagé, et c'est de cette époque que je date la résolution qu'il prit de rétablir le Roi. Ce fut donc un grand bonheur pour Sa Majesté d'avoir employé à cette affaire sir John Greenville, et il fut heureux que celui-ci nous envoyât M. Monk qui n'omit aucune des instructions qu'on lui avait données, et, s'il en fautcroire le succès, conduisit la chose avec habileté. C'est ainsi que ses sentimens de loyauté et l'amour de son pays déterminèrent le général, en dépit de tous les dangers; et si je le connais bien, le desir de se venger de plusieurs manques d'égards entra aussi pour quelque partie d'un grain dans le poids qui fit pencher la balance. Il est assez probable d'ailleurs que sa résolution fut hâtée par quelque sermon sur la damnation qui lui futfait la nuit entre deux draps. C'était un texte sur lequel sa femme prêchait souvent, et il s'en plaignait quelquefois quand il pouvait le faire en toute sûreté.

Le samedi arriva, et amena, à Dalkeith, M. Gumble (1) qui venait de temps en temps faire au général un sermon ou deux, et allégeait ainsi ma tâche, ce dont j'étais fort reconnaissant.

(1) Auteur d'une *Vie du général Monk*, imprimée à Londres en 1671, et qui contient beaucoup de renseignemens curieux, tant sur les faits que sur les mœurs du

Il avait été un des chapelains du conseil-d'État institué par Cromwell, et maintenu dans ses fonctions jusqu'à la déposition de son fils Richard. Les officiers continuèrent même à siéger dans ce conseil après cette époque, attendant ce que le parlement en ordonnerait. On avait jugé cette combinaison nécessaire pour soutenir l'usurpation, et le général en avait été nommé membre dès l'institution. Ainsi Gumble, par son emploi, était bien connu de lui. D'ailleurs sa manière de prêcher plaisait beaucoup aux nombreux officiers d'Édimbourg où il résidait, et à la société encore davantage. Ce qui les disposait surtout en sa faveur, ainsi que le général, c'est qu'il ne s'était pas engagé comme les chapelains, ses confrères, dans une Église dissidente. Il était fermement attaché à la liberté et devint tout-à-fait contraire à Olivier et Richard Cromwell, lorsqu'ils s'assirent sur le trône de l'usurpation. Il avait été un peu plus satisfait du retour de l'ancien parlement; mais comme il avait de l'esprit, il s'aperçut bientôt que le petit nombre de ceux qui le composaient avaient intention de se maintenir à Westminster, cette résidence du pouvoir, et de ne pas souffrir désormais que la roue continuât

temps. Cette Vie fut traduite en français en 1672, par Gui Miège, et M. Desvaux en a publié, en 1816, une nouvelle édition corrigée. (*Note de l'Éditeur.*)

ses évolutions. L'élévation de son caractère ne lui permettait pas de dissimuler son mécontentement, et il l'exprimait très-franchement et très-hardiment au général. C'était sur ces mêmes bases que se fondait le parti de sir Georges Booth.

Le général, qui savait se servir des hommes, après avoir conféré quelque temps avec lui, en fit son ministre d'État, et M. Gumble ayant reçu ses instructions sur la manière dont il devait se conduire, se rendit dans mon cabinet où il me trouva seul et travaillant. Il m'engagea à mettre de côté toute pensée de prédication pour le lendemain, me disant qu'il s'en chargerait à ma place, et que le moment était venu pour moi d'entreprendre un autre travail qui demandait de la promptitude. Je venais d'être transformé en secrétaire d'État. Ma fonction, pour le moment, était de rédiger, dans un sens donné, une lettre au parlement qui devait être signée par le général et ceux des officiers qu'il pourrait associer à son nouveau projet; mais M. Gumble me dit que l'arrivée de M. Nicolas Monk lui donnait quelques scrupules sur les bases de l'engagement que prenait le général, car il y avait déjà lieu pour lui d'agir avant cette arrivée, et s'il l'eût fait, je ne doute pas que M. Gumble n'eût de sa part contribué à servir le pays; mais je lui dis que le voyage de M. Nicolas Monk avait pour objet le mariage de sa fille avec un de leurs parens, qu'il

avait besoin de voir son frère pour savoir jusqu'à quel point celui-ci serait disposé à contribuer à la dot pour faciliter le mariage qu'il avait approuvé et désiré. J'écartai ainsi toute discussion sur les motifs de l'engagement, et M. Gumble n'ayant pas insisté à les présenter comme un obstacle qui l'empêchât de s'embarquer dans la bonne cause, nous nous occupâmes de la lettre au parlement, qui fut faite ce jour-là même.

Le lendemain était le dimanche, et M. Gumble mit la main à l'œuvre, en insérant, dans la prière de la fin de son sermon, une demande à Dieu de bénir les bonnes intentions du général, qu'on vint ensuite me communiquer dans ma chambre. Le général s'y rendit avec son frère, l'adjudant Smith et M. Gumble; mais, avant d'entamer aucun discours, je fis prêter serment au général en ces termes, et les mains posées sur la Bible ouverte : *Vous jurez sincèrement que vous ne révélerez, sans le consentement de toutes les personnes ici présentes, aucune des choses qui pourront vous être dites ou lues par nous.* Il baisa le livre; je fis prêter serment aux autres personnes, l'une après l'autre, de cette manière : *Vous jurez sincèrement de ne point révéler sans le consentement du général et de toutes les personnes ici présentes, aucune des choses qui vous seront dites ou lues.* Enfin, je jurai moi-même, et je m'absous complètement de la publication de



ceci. J'ai gardé cette Bible comme une relique, sans crainte d'être accusé de superstition.

Nous lûmes l'écrit composé pour le parlement et qui était une véritable déclaration, bien que nous lui eussions donné la forme d'une lettre ou supplique. On suppose bien que nous la commencions par des louanges et des flatteries sur les glorieuses actions du parlement. Nous ne pouvions nous en dispenser; mais ensuite nous prenions la liberté de lui faire entendre que le corps de la nation anglaise était mécontent de sa manière de procéder, et craignait que l'intention de ses membres ne fût de s'approprier individuellement le gouvernement de l'État, et que bien qu'un tel projet pût avoir le danger de donner des chances à l'ancien ennemi, le bon peuple d'Angleterre, qui avait si bien combattu pour sa liberté, croyait s'apercevoir que le parlement n'avait nulle intention de se compléter; encore moins le voyait-on s'occuper de régler la forme des futures élections et de la convocation des parlemens successifs, condition nécessaire d'un gouvernement républicain, qu'eux-mêmes déclaraient regarder comme le meilleur. Dans le cas où cette condition ne serait pas remplie, les armées ne pouvaient continuer à défendre l'autorité du parlement actuel; car ce n'était pas là la bonne vieille cause pour laquelle elles avaient combattu, et leur conscience ne leur permettait pas de consentir que

tant de sang eût été répandu pour maintenir la souveraineté entre les mains d'un petit nombre d'hommes. C'était donc pour empêcher qu'il ne s'en répandît encore que nous leur demandions de voter et d'agir promptement, de manière à prouver à tous les gens honnêtes et pieux qu'ils ne travaillaient pas pour leur propre grandeur, mais pour le bien et le salut de la république.

En même temps, le général déclarait qu'il rassemblerait autant de forces qu'il le pourrait, pour soutenir sa démarche jusqu'à ce qu'il eût obtenu la satisfaction qu'il demandait. J'avoue que je rapporte ici non les propres paroles, mais seulement le fond des choses, car notre dessein ayant avorté, le papier fut brûlé le lendemain. Telle était donc, en substance, cette lettre que nous avions le projet d'écrire au parlement.

A mesure que je la lisais, le général et ses confédérés corrigeaient et ajoutaient tout ce qu'ils jugeaient à propos. On résolut de la présenter aux officiers de l'armée, pour qu'ils la signassent comme une humble pétition et avis au parlement, mais qui devait être présentée l'épée à la main; car le général donna ordre aussitôt à l'adjudant Smith de se rendre cette nuit même à Edimbourg et à Leith, de s'assurer du château de la première de ces deux villes et de la citadelle de l'autre. Il s'en reposait sur la prudence et la fidélité de son adjudant, de la conduite de cette im-

portante affaire, et nous ne doutions pas que le capitaine Clifton, gouverneur du château, ne fût un des nôtres. Nous savions aussi qu'à Leith, il trouverait Hugues et Miller dévoués au général. Il se regardait comme parfaitement sûr de pouvoir confier, sans crainte, l'exécution de ses projets à son adjudant qu'il avait reçu depuis quelques années dans son intimité et qui jouissait de la plus grande faveur auprès de lui ; le moment de faire ses preuves était arrivé. Le général, après s'être entretenu quelque temps avec nous, donna ordre à l'adjudant de monter promptement à cheval; car il n'était pas plus d'une heure après minuit. Pour lui, il nous laissa et descendit, occupé d'autres projets encore plus secrets, destinés à soutenir cette nouvelle entreprise. Mais il ne nous avait quittés que depuis peu de temps, lorsqu'il remonta et nous trouva causant toujours de l'affaire dans laquelle nous venions de nous engager. L'adjudant était prêt à partir pour exécuter ses ordres; mais il l'arrêta et nous parla en ces termes :
« Messieurs, cela ne fera pas grand tort à notre
« affaire d'attendre les nouvelles de la poste de
« demain ; Lambert a marché contre Booth et est
« près maintenant d'en venir aux mains avec lui.
« Nous saurons alors si Booth est aussi fort qu'on
« le dit, et quelle vraisemblance les secours que
« nous pourrons lui porter donneront au succès

« de son entreprise. » Il était de notre devoir de céder à la prudence du général, qui entendait mieux ces choses-là que nous ne pouvions le faire; et ce fut, de ma part, une imprudence que je ne me pardonne pas encore aujourd'hui, de recommencer à le solliciter. En effet, peu après qu'il nous eut quittés, pour la seconde fois, je saisis l'occasion de descendre et le trouvai en conversation très-intime avec Gradenker, honnête partisan de Montrose et fort habile à dresser des chiens courans. Cette dernière qualité lui avait valu l'amitié du général. Je me tins à quelque distance, croyant bien que la conférence était sérieuse, et j'attendis qu'il eût le temps de me parler. Aussitôt qu'il me vit, il me donna audience. Impatient de tout délai et regardant comme perdue chaque minute que nous passions sans nous montrer prêts à jouer notre rôle dans une si noble entreprise, je m'adressai à lui avec une sorte de chaleur, et lui représentai, insensé que j'étais! le danger du moindre retard, lui disant que son frère n'était déjà venu vers nous qu'au dernier moment. Le général, je ne saurais jamais l'oublier, mit ses mains sur mes épaules, fronça le sourcil et s'arrêta un moment; puis d'un ton quelque peu irrité, il me dit (Gradenker était alors assez loin de nous) : « Quoi, M. Price, « voulez-vous donc porter ma tête sur le billot

« pour l'amour du Roi, et faire manquer toute « notre entreprise, en nous y engageant trop pré- « cipitamment? » Je lui répondis avec soumission : « Monsieur, je ne vous ai jamais parlé du « Roi, ni maintenant, ni en aucun autre temps. » Mais il me renvoya en disant : « Oui, oui, je sais « bien que vous ne m'en avez jamais parlé; mais « je vous connais, et j'ai compris vos intentions. » J'avais seulement coutume de le presser de se déclarer en faveur de nos lois reconnues et de nos libertés, entreprise qui devait l'illustrer à jamais et faire le bonheur des trois nations; car, en pareil temps, je n'osais pas dire les trois royaumes; la liaison des idées eût rendu cette expression trop dangereuse.

Le général dormit ou ne dormit pas cette nuit dans l'attente de la poste. Elle arriva à six heures du matin, ou du moins plutôt qu'à l'ordinaire, et nous apporta le joyeux avis de la défaite de sir George Booth. Les bonnes nouvelles se répandent promptement, en sorte qu'à midi plusieurs officiers des principaux de la secte vinrent nous féliciter et dîner avec le général; mais ils n'eurent pour dîner de réjouissance que son ordinaire de tous les jours. M. Monk, M. Gumble, l'adjudant Smith, avaient le bonheur de dîner dehors; mais moi que mon devoir retenait à la table du général, j'eus le plaisir d'entendre les expressions de joie que ces officiers se passaient

de bouche en bouche sur la déroute totale de sir George Booth ; ce n'était pas, disaient-ils, une petite grâce qui nous avait été faite, car, à ce qu'ils nous assuraient, la plus grande partie de la noblesse des provinces d'Angleterre était engagée dans l'affaire, et leurs anciens amis, en parlant des presbytériens, y étaient entrés avec plus d'ardeur que leurs anciens ennemis les cavaliers. Il était évident, ajoutaient-ils, que Booth et ses confédérés avaient intention de ramener Charles Stuart. Là-dessus le général, pour rendre la fête d'actions de grâces complète, dit qu'il voudrait que le parlement fît une loi pour que quiconque parlerait seulement de le rétablir fût pendu sur-le-champ. J'avais lieu de croire que ce n'était qu'une plaisanterie, sans quoi j'aurais facilement deviné à qui s'adressait ici la potence ; et pour que la postérité sache à quel point la réforme du parlement avait triomphé de la liturgie et des évêques, je rapporterai un cas de conscience très-compliqué, posé avant le dîner. Il s'agissait de savoir si on pouvait regarder comme pieux celui qui employait deux fois la même prière. Quelques uns étaient pour la négative. D'autres disaient qu'ils n'osaient pas prononcer si péremptoirement. A dîner l'extravagance continua, et la joie s'accrut de telle sorte, qu'ils en vinrent à railler le nom même de prêtre. Ils n'admettaient plus le presbytérien lui-même

pour ministre de l'Évangile, et découvraient en lui un levain de papisme. A la fin, un capitaine Poole, du régiment du colonel Fairfax, dit, la bouche ouverte, qu'il n'y aurait jamais de paix ni de repos durable dans les nations aussi long-temps qu'on y laisserait un prêtre de paroisse ou un clocher. Le général, ordinairement très-réservé, ne put cependant ou ne voulut pas souffrir ce degré d'extravagance, où se portaient les réjouissances d'actions de grâces; et, avec une expression d'indignation à laquelle on ne s'attendait pas, il se leva et dit d'un ton qui confondit tout le monde : « Tout beau, capitaine Poole, « tout beau, je vous prie; si vous et votre parti « vous avisez jamais de venir abattre, j'abattrai « aussi de mon côté. » Ils furent tous glacés, rentrèrent dans l'attitude de soldats devant leur général, et gardèrent le silence. Là finirent la joie et le dîner d'actions de grâces; mais le général et ceux qui étaient engagés avec lui dans la même affaire, rendirent ou du moins dûrent rendre ce jour-là des actions de grâces bien plus vives encore; celles qui nous convenaient étaient discrètes et sincères, et n'admettaient pas les démonstrations hypocrites, car nous n'osâmes prendre un masque pharisien. Réfléchissant souvent depuis sur le danger auquel nous avions échappé, je demandai un jour au général ce qu'il pensait qui serait arrivé de nous, si les nouvelles de

la défaite de Booth nous fussent arrivées au moment du premier éclat de notre projet, et lorsque, l'action une fois commencée, il nous aurait été impossible de retourner sur nos pas. Il parut alors vouloir avec douceur me rappeler mes sollicitations; mais je ne dois pas oublier sa réponse digne de César: « Je ne doute pas, dit-il, que « je ne me fusse assuré du château d'Edimbourg « et de la citadelle de Leith. Quelques officiers « et beaucoup de soldats m'auraient suivi, et « alors j'aurais enrôlé toute la nation écossaise « dans un soulèvement. » Je crois bien qu'elle aurait obéi à son premier coup de sifflet; car, après la défaite de sir George Booth, les Écossais commencèrent à tomber dans le désespoir, et virent qu'il ne serait probablement bientôt plus question d'aucune organisation d'une Église nationale. Les gens de campagne, en plusieurs endroits, refusaient de se soumettre à la discipline. Swinton Osborne et plusieurs autres avaient tourné à temps du côté des Quakers, comme vers la secte dont le succès était le plus vraisemblable. Les principes de cette secte n'imposaient aucune règle à la conscience. Ils posaient entièrement en l'air, et ceux qui les suivaient vivaient dans les régions de l'enthousiasme. C'était le cheval de bois de toutes les hérésies. Tout homme pouvait entrer dans cette religion si étendue, avec une réserve en faveur de la sienne. Le Juif et le jé-

suite pouvaient attendre, le chapeau sur la tête, que la lumière se produisît en eux, et toutes les infamies pouvaient y trouver un refuge.

Je dis au général que si les choses continuaient long-temps dans cet état, les Quakers finiraient par être, pour les nouvelles sectes, une épine dans le pied aussi incommode que l'avaient été les anciens Puritains à l'Église d'Angleterre. En effet, il arriva d'Angleterre, à cette époque, plusieurs Quakers, très-habiles apôtres de cette nouvelle doctrine. Quelques uns vinrent à notre quartier-général et prêchèrent aux soldats, sur l'illégitimité de leur sanguinaire métier, des opinions auxquelles il n'était pas très-aisé de les convertir. C'étaient autant de brebis et de colombes, très-disposées à recevoir l'injure sans jamais la commettre. J'eus une fois le malheur de me trouver avec deux d'entre eux, chez le général et sa femme. Ils en étaient alors sur le texte qui ordonne de jeter là son habit et son manteau. La femme du général me mit très-plaisamment en butte à leurs folies. Je n'eus pas autre chose à leur répondre, si ce n'est qu'un jour ils verraient peut-être en eux une autre lumière qui leur dirait *que celui qui n'a pas d'épée, vende son vêtement pour en acheter une*. Il en vint ensuite un grand nombre, nous dit-on, dans l'armée de Lambert où ils vendirent des chevaux qui ne devaient leur être payés que le jour du renversement de tel ou

tel clocher, c'est-à-dire, en autre langage, de telle ou telle Église.

Il était grand temps que le général cherchât à se pourvoir d'une religion pour lui-même, malgré le principe du marquis d'Argyle, *qu'un homme sage ne doit pas laisser soupçonner à quelle religion il appartient*. La femme du général lui en trouva une. « M. Monk, dit-elle, est « presbytérien, et mon fils Kit est pour le Long-« Parlement et la bonne vieille cause. » Cela fit promptement son effet, et le clergé d'Écosse recourut à lui comme à son patron. Ce clergé se partageait en deux sortes d'opinions, les *resolvers* et les *protesters*. Voici ce qui avait donné lieu à cette division. Après la bataille de Dunbar, perdue en 1650 par les Écossais, dont l'armée n'était composée alors que de covenantaires, ils discutèrent entre eux la question de savoir s'ils ne pourraient pas, sans violer leur covenant, s'attacher plus intimement à la cause du Roi, en admettant parmi eux un certain nombre de sujets de Sa Majesté qui avaient combattu pour le Roi son père contre les covenantaires, sous les ordres du marquis de Montrose. On décida que, dans l'état inattendu où l'on se trouvait réduit, on pouvait accepter leurs secours et les admettre au service du Roi sans dommage pour la cause de Dieu et de l'Église. Cette opinion, soutenue par la majorité du clergé, prévalut sur celle de quelques uns

dont la conscience était plus scrupuleuse, et qui s'opposèrent, par des remontrances, à une résolution qu'ils qualifiaient d'impie. Les artifices du marquis d'Argyle fomentèrent la division, et les deux partis se séparèrent. La querelle devint tellement irréconciliable, même au temps où tout le royaume d'Écosse se trouvait soumis à la domination de l'Angleterre, que les membres des deux partis refusaient de communiquer et de communier ensemble. On raconta au général qu'un jour un bateau de Leith étant prêt à partir pour Fife, un ministre remontrant vint pour s'y embarquer; mais, voyant dans le bateau un ministre *resolver*, il s'en alla, aimant mieux perdre le prix de son passage que de faire la traversée avec lui. J'ai fait mention de cette division comme d'un avertissement utile à ceux qui se trouvent en pareil cas; rien n'importe plus que d'éviter la chaleur et la pédanterie de ces enthousiastes ecclésiastiques qui contribuent si souvent à la ruine des royaumes et même à celle de leur propre société. Ces hommes entretenant les uns chez les autres des intelligences, pour être sûrs de ne pas se rencontrer, venaient, chacun de son côté, visiter fréquemment le général, qui s'était ouvertement déclaré presbytérien, lui exposaient le lamentable état de l'Église du Christ, et imploraient pour elle ses secours et sa protection. Il leur donnait d'aussi bonnes paroles que le permettait sa situation.

glanage des vignes d'Ephraïm valut mieux que toute la vendange d'Abiezer, et je laisse à juger combien ce changement dans la face des choses aurait contribué à soulever de nouveaux intérêts.

Bien qu'il convînt à l'armée de laisser au parlement cette recherche des délinquans, cependant la pétition fut approuvée comme tendante à les délivrer des craintes perpétuelles dont les fatiguait l'ennemi commun; mais il y avait là-dessous une intrigue cachée pour faire naître une querelle entre l'armée et ses maîtres. Quelques officiers n'avaient pas entièrement perdu leur conscience d'Anglais, et se sentaient blessés de voir le gouvernement de la république concentré dans un si petit nombre de mains. D'ailleurs, ceux d'entre eux qu'on soupçonnait de presbytérianisme, étaient presque suspectés comme une classe de délinquans. Le général vit où conduisait cette demande de l'armée, et me dit en plaisantant : « Je m'aperçois que ma partie devient meilleure; je connais si bien Lambert que je suis sûr qu'il ne laissera pas siéger ces gens-là à Westminster jusqu'à Noël. »

Le mois d'octobre était commencé quand M. Monk quitta Dalkeith, remportant aussi le caractère d'envoyé; car il était chargé d'assurer le parlement de la fidélité de son frère, et de lui promettre qu'il soutiendrait fermement son autorité contre toute opposition, quelle qu'elle fût,

Je me séparai de lui aux sables de Leith, non sans quelques tristes réflexions sur les déchiremens de notre pays. Je le chargeai de demander pour nous les prières des gens de bien. Je lui nommai en particulier les docteurs Hammond et Sheldon, qu'on m'avait dit être alors évêques; mais il paraît qu'on s'était trompé. Nous nous reposâmes tous deux sur cette pensée que Dieu garde en réserve ses jours de miséricorde. Le général reçut environ à cette époque des nouvelles encourageantes de l'armée des cieux. Un noble Écossais vint le voir, et lui dit en propres paroles, après plusieurs autres discours, que le Roi serait rétabli, et cela avant peu de mois, et qu'il le regardait lui, Monk, comme le principal instrument par lequel devait s'opérer cette révolution. Il ajouta qu'il n'y aurait pas une goutte de sang versée à cette occasion. L'homme qui lui fit cette prédiction était le comte de Nithisdale, que je ne me souviens pas d'avoir vu avant ce temps chez le général, car sa religion le portait à la retraite plutôt qu'à la société. Le général me raconta ce que lui avait dit le comte, et comment il avait prédit qu'il n'y aurait pas un doigt coupé dans l'affaire, et il ajouta gaîment, « qu'en ce cas il « était bien sûr d'y avoir part. »

Je le lui ai entendu raconter encore plus au long au Cockpit (1), et cela est tout-à-fait d'ac-

(1) Habitation de Monk à Londres pendant quelque temps.

keith apprendre et apporter des nouvelles. Il entretenait correspondance avec Scott, le secrétaire d'État, avec qui il avait fait connaissance dans le temps où il était vicaire de Wickham, dans le comté de Buckingham. Il était instruit par lui de l'état des affaires à Londres, et des méfiances qui commençaient à s'élever entre le parlement et l'armée, et particulièrement entre les chefs. Il en faisait son profit et jetait de l'huile sur le feu.

Il me consultait quelquefois, et m'employait à écrire. Nous envoyions par la poste des lettres, quelques unes anonymes, quelques autres signées de tels noms que nous jugions à propos, et c'était un divertissement de s'amuser ainsi, dans l'ombre, à répéter à ces grands personnages des choses qu'ils voyaient clairement que nous ne pouvions avoir apprises que par la trahison de leurs confidens.

Le général comprenait assez de quelle utilité et de quelle importance lui était M. Gumble, et le danger qu'il y aurait eu à le désobliger. Il le retint donc dans sa confidence; si bien que, lorsque le général se déclara contre l'armée à cause de sa conduite envers le parlement, on regarda cette démarche comme conseillée par M. Gumble. Cette opinion protégeait plus le général qu'elle ne pouvait lui nuire; car si l'on eût seulement insinué que ses résolutions tenaient à quelque engagement suspect, il aurait trouvé parmi ses

bord qu'on me croie, et ensuite que les champions de l'impiété ne prennent pas ceci pour un paralogisme; car, lorsqu'un homme m'a prédit trois choses, dont deux sont déjà arrivées, je puis, sans légèreté, le croire sur une troisième, et même sur une quatrième et une cinquième.

M. Monk arriva sain et sauf à Londres, pour rendre compte de son ancienne ambassade et exécuter la nouvelle. La première de ces deux démarches devait s'adresser à sir John Greenville, qui l'avait envoyé en Écosse. Il lui dit que le compte qu'il avait à lui rendre se bornait à ne lui en rendre aucun, s'étant engagé par serment au secret. Tout ce qu'il pouvait lui dire, c'est qu'il avait rempli son message auprès du général son frère, et n'en n'avait fait part à personne qu'à moi. Sir John n'en demanda pas davantage, et fit immédiatement connaître cette réponse au Roi alors à Bruxelles. Cela encouragea sir John Greenville à traiter ensuite en personne avec le général, ce qu'il était résolu de faire, n'attendant que l'occasion favorable. Elle se présenta heureusement peu de mois après. La négociation avec lui fut acceptée et eut son effet.

C'était au docteur Clargis que M. Nicolas Monk devait faire part de la nouvelle mission que lui avait donnée son frère. Il était chargé de lui dire que le général était résolu d'adhérer au parlement et de se déclarer en sa faveur si on cherchait

à l'inquiéter. La chose fut si bien ménagee par le docteur, alors l'agent des armées d'Écosse et d'Irlande, que, quoique M. Monk n'arrivât que bien juste à temps, les gens de Westminster qui se voyaient forcés de céder à l'ambition de Lambert, désirant reconnaître la fidélité du général et ses offres de service, voulurent exhaler en sa faveur les derniers soupirs de leur vengeance, et, avant que leur autorité subît un second outrage, firent de lui environ un septième de généralissime. Ce fut de ce pouvoir qu'il parut se servir ensuite pour donner des commissions à des officiers.

Le 11 octobre, Lambert rompit l'assemblée de ses maîtres de Westminster, car il était grand temps d'accorder aux serviteurs le privilége dont jouissent les esclaves en Perse, celui de se réjouir aux dépens du pouvoir. Ainsi il commença ses fêtes de Noël plus tôt que ne l'avait cru le général, mais non pas avant que celui-ci se trouvât en mesure; car sa prévoyante économie en Ecosse lui avait permis de mettre de côté quelques milliers de livres pour subvenir à la solde de son armée, si quelque trouble soudain en Angleterre l'empêchait de recevoir des secours de ce pays, et pour maintenir ainsi les soldats dans l'obéissance. Sans être prophète, il pouvait aisément prévoir un pareil changement.

Depuis environ dix-sept ans, nos guerres ci-

cord avec un papier que j'ai vu d'une mistriss Catherine Johnson, et dont elle remit elle-même une copie à Cromwell. Je suis très-sûr que ce papier lui a été en effet remis. Je connaissais cette dame qui était d'une bonne famille, et je suis témoin que, tandis qu'elle était chez moi, car elle était de mes parentes, elle employait beaucoup de temps au jeûne et à la prière. Voici les paroles contenues dans cet écrit : « Grand général, tout « le pouvoir du monde est en vos mains; que « l'humilité soit donc votre guide, car Dieu seul « peut vous châtier. Le Seigneur donne et le Sei- « gneur reprend. Que son nom soit béni. Soyez « en paix avec tous les hommes. N'en refusez au- « cun. Dans la seizième année du règne du roi « Charles, je lui remis un écrit où je lui annonçai « sa ruine; mais il ne voulut pas écouter mes « conseils, quoique je fusse envoyée de Dieu. « Quant au Roi écossais, comme on l'appelle, « ses droits ici doivent être soutenus par la paix, « non par l'épée. Je puis en dire davantage si l'on « me demande compte de mes paroles; mais ce « que je dis m'est appris par ma foi. Je le justi- « fierai au prix de ma vie. 18 Juin. » Je crois que cela se passa en 1653.

Je ne prétends pas ici soutenir les prédictions du comte, ni celles de la prophétesse; mais je rapporte seulement, en passant, les faits, jusqu'au moment où nous nous mettrons à l'ouvrage.

même à l'alchimiste de Ben-Johson : *Voilà de l'or, allez en avant et soyez chevalier.* Elle se mit presque en colère contre moi de ce que je ne voulais pas convenir que ce fussent de mauvaises nouvelles, et me demanda ce que pourrait faire maintenant le général. Je lui dis : « Madame, « il est assez sage pour savoir ce qu'il a à faire, « et n'a besoin des conseils de personne. Votre « seigneurie va voir, ainsi que moi, qu'il ne lais- « sera pas échapper cette occasion de délivrer « son pays de l'esclavage et de la tyrannie sous « lesquels il gémit. » Mais j'ai tout lieu de croire qu'elle dissimulait avec moi, à moins qu'elle ne craignit de voir son mari s'engager. Cependant elle contribua ensuite à l'y pousser.

Je vis bien qu'elle avait dit au général combien je m'étais réjoui de ce désastre; car bientôt après il me prit à part, et me dit : « Je ne vous « emploierai point dans mon affaire, n'en soyez « pas fâché; vous ne connaissez pas ces gens- « là comme moi et ne savez pas dissimuler avec « eux. » Je le remerciai; mais, le voyant si franc et si bon, je le conjurai de prendre la résolution de ne point hésiter à changer les officiers dont il ne serait pas entièrement sûr, et d'étendre ses réformes depuis le caporal jusqu'au colonel.

Avant midi le général s'était déclaré contre l'armée d'Angleterre, et avait protesté qu'il réduirait le pouvoir militaire sous l'obéissance du

pouvoir civil, et il a tenu parole. Maintenant le voilà en évidence sur le théâtre. Je l'y laisse aidé de la bonne providence de Dieu et de sa grande prudence, placer et déplacer des officiers, s'assurer des forteresses et des châteaux, commencer des négociations et les rompre, marcher en Angleterre en avant de ses troupes et les rappeler ensuite à lui, encourager les presbytériens à prendre les armes et ne s'en pas servir, employer les conseillers de son camp à une guerre de papier qu'il leur permet de conduire entièrement à leur guise, et, quand ils ont fait, les mettre de côté. Je n'ai pas entrepris de donner un journal exact des choses connues et avouées, et sur lesquelles il n'y a aucune contestation. Je n'ai voulu qu'exposer le projet qu'avait eu d'avance le général Monk de rétablir le Roi, les libertés des sujets, et les lois du royaume dans l'état où elles étaient en 1642, époque du commencement de nos guerres civiles. Bien que je croie m'être acquitté de cette tâche de manière à convaincre entièrement les gens de bonne foi et sans préventions, je continuerai à faire connaître, en abrégé, la conduite de cette miraculeuse restauration et les difficultés qu'elle rencontra, évitant, autant qu'il sera possible, toute remarque sur les personnes qui ont essayé de mettre obstacle à cette glorieuse entreprise et à l'heureux succès du feu duc d'Albemarle, dont la mémoire doit être ré-

viles avaient privé trois royaumes de leur gouvernement légitime ou du complet exercice de ce gouvernement; mais, maintenant, nous gémissions sous une fatale anarchie, et, en place de gouvernement, on érigea une junte tumultueuse sous le nom de comité de salut public.

Je ne dois pas oublier, à l'honneur de la mémoire de M. Hales, alors membre du collége d'Eton, qu'il me dit, après la bataille de Naseby, qu'il voyait bien que l'armée de Fairfax maîtriserait le Roi et le parlement, et gouvernerait comme les empereurs et les généraux romains en dépit du sénat. Il ajouta que je pouvais vivre assez pour voir cela, mais que lui, à ce qu'il espérait, il était en route pour sa tombe.

Dans ce temps-là, la femme du général était aussi, de son côté, une sorte de comité de salut public; car elle avait découvert dans un rêve où devait se placer le pouvoir des trois couronnes. Elle me raconta la chose de cette manière.

Elle vit une grande couronne d'or sur le sommet d'un tas de fumier, qu'entourait une nombreuse troupe d'hommes courageux; mais pendant long-temps personne ne voulut rompre le cercle. A la fin un grand homme brun monta sur le tas de fumier, prit la couronne et la mit sur sa tête.

Après m'avoir raconté cela, elle me demanda comment était fait le Roi. Je lui dis que tandis

vaincre son armée de la justice de ses démarches, et de la nécessité d'employer la force pour rétablir le parlement. Ses confidens et ses agens agissaient de tous côtés en ce sens. M. Gumble lui rendit en cela de grands services, car il était singulièrement adroit à mettre un parti en mouvement (1). Le général, résolu d'opérer une complète réforme dans son armée, renvoya tous ceux de ses officiers qui ne l'approuvaient pas d'avoir pris parti contre l'armée d'Angleterre, et, ayant

(1) Gumble nous apprend lui-même quelles furent les pratiques de Monk pour gagner ses troupes et se bien assurer de leur dévouement. « La grande affaire, dit-il, « était de bien catéchiser les soldats, de leur inculquer « les premiers rudimens de l'obéissance, et de les animer « pour la querelle qu'ils allaient soutenir. On craignait « fort, et avec raison, qu'à la première rencontre de l'armée écossaise et de l'armée anglaise, en rase campagne, « il ne fût difficile de les décider à en venir aux mains, et « qu'elles ne se réunissent plutôt. Pour se bien assurer des « soldats, on prit donc grand soin de mettre partout de « bons caporaux et de bons sergens, qui sont les yeux et « les mains des compagnies; seuls, ils ont occasion d'observer les propos et les inclinations de leurs hommes, et « d'exercer sur eux quelque influence. On leur promit de « l'avancement, motif qui ne manque jamais son effet; on « leur prescrivit de parler, dans les corps-de-garde, de la « justice et de la nécessité du parti où l'armée s'engageait « avec le général; il se trouvait, parmi ces sous-officiers, « bon nombre d'habiles orateurs, car la capacité et la pru- « dence se rencontrent aussi bien en bas qu'en haut; mais

assuré ses quartiers, il étendit ses soins aux citadelles et aux châteaux plus éloignés. Le capitaine Witter fut chargé de l'entreprise sur la citadelle de Saint-Johuston, et le capitaine Robinson eut celle d'Air.

Se trouvant alors assuré d'une bonne cause et de quelques points d'appui, il écrivit au lieutenant-général Fleetwood, au général Lambert et à M. Lenthall, ci-devant orateur. Dans une ou plusieurs de ses lettres, il exprimait sa résolution de rétablir nos lois et nos libertés; expression

---

« pour suppléer aux paroles de ceux qui pouvaient manquer « d'éloquence, on fit imprimer de petits pamphlets qui « prouvaient que tout Anglais était tenu, en conscience, de « s'opposer à la tyrannie de l'armée de Lambert; on distribua entr'autres un *Dialogue* entre un soldat de l'armée « d'Écosse et un soldat de l'armée d'Angleterre, où la question était fort bien traitée; chaque semaine un officier, « du nombre de ceux qui étaient coupables d'un peu d'esprit, était chargé d'écrire une gazette qu'on répandait « parmi les troupes et qu'on lisait dans les corps-de-garde. « Ce sont là de petites choses aux yeux de certaines gens « qui pensent que tous les hommes doivent s'incliner devant eux et risquer leur vie au moindre clin-d'œil; rien « cependant n'eut plus d'effet sur l'armée et ne la rendit « plus ardente à son service; elle était peu nombreuse, « mais de si bonne volonté qu'on ne pouvait discerner qui « en avait le plus, des officiers ou des soldats. » (*Vie de Monk*, par le chapelain Gumble, pag. 140; édit. de 1671.)

(*Note de l'Editeur.*)

vérée par tous ceux des sujets des trois royaumes qui ne se plaisent pas dans le sang et les factions.

Pour revenir à ma narration, dans l'après midi, le général envoya son fidèle adjudant, actuellement sir Jérémie Smith, à Édimbourg et à Leith, dont il s'assura par son activité et par l'influence et la fidélité de Hobelthorn, Hughes, Miller et Clifton. Le général fit aussi marcher ceux de ses escadrons de cavalerie dont les capitaines étaient entièrement à lui, comme Johnson, Symnel et autres.

Le soir, il arrêta la poste pour l'Angleterre, et le lendemain quitta Dalkeith et y laissa sa femme pour faire leurs paquets, ne sachant pas où sa destinée pourrait le conduire.

Il arriva deux ou trois heures avant la nuit à Édimbourg, où étaient habituellement logés deux régimens d'infanterie, dont quelques compagnies seulement avaient été employées ailleurs. Ils étaient prêts à changer de garnison.

Ces deux régimens étaient le sien et celui du colonel Talbot. Ce fut avec l'aide de ce dernier régiment, qu'il commença la réforme du sien. Il renvoya plusieurs officiers, et aurait fait emprisonner le major qui lui avait rendu de mauvais offices, si celui-ci n'eût trouvé le moyen de s'échapper au moment où on allait le prendre. Quoique le lieutenant-colonel fût absent, ce qui

qu'on expliqua depuis dans un sens plus étendu peut-être que celui qui lui avait été donné d'abord. Je ne sais comment elle fut expliquée au général Fairfax.

L'arrivée de ces trois lettres à Londres donna quelques espérances aux partisans d'une autre restauration, et surprit infiniment les autorités de l'armée, qui ne s'attendaient pas à une telle opposition et ne croyaient pas avoir lieu de la craindre; car il était directement contraire à l'intérêt de toute partie de l'armée de se séparer du reste. D'ailleurs, il ne pouvait entrer dans la pensée d'aucun des gens de Wallingford-House que des soldats pussent préférer leur pays à leur solde. Ils auraient bien pu supposer, avec quelque raison, que Monk n'approuvait pas leur conduite; mais quelques uns de ses officiers, alors à la ville, les avaient assurés qu'il n'était pas en état de décider l'armée d'Écosse à agir contre eux.

Cependant, la chose une fois faite, Monk n'était pas un soldat qu'on pût mépriser. Sa situation lui donnait les moyens de soutenir la guerre, et la cause dans laquelle il venait de s'engager était si juste et si plausible, que l'ambitieux Lambert aurait difficilement trouvé un moyen d'arriver jusqu'à lui à force ouverte pour le combattre sur la Tweed; la véritable question était de savoir si la nation serait gouvernée par un second Protecteur ou par l'ancien parlement.

C'est bien ainsi que Fleetwood sembla le comprendre lorsque Lambert se fut mis en marche pour le nord, et ce ne fut pas un petit avantage pour Monk que le soin qu'eut Fleetwood de paraître chercher à se mettre bien avec lui, et les messages exprès qu'il lui envoya dans ce sens. Il est vrai cependant que Lambert n'agissait que sous les ordres de Fleetwood; mais, si le succès avait répondu à son ambition, il n'aurait pas eu beaucoup de peine à se faire reconnaître pour chef par l'armée.

La rupture de Monk avec l'armée fut, à Londres, un grand sujet de joie et d'entretien. Le lord-maire et le conseil commun reçurent bientôt, de lui, une grande lettre, où il les invitait à le seconder dans la cause qu'il avait embrassée. Les presbytériens, pour la plupart, aimaient mieux l'homme que son entreprise, et, ce qui leur donnait peut-être plus d'éloignement pour l'entreprise, c'est qu'il venait de solliciter dans le même sens les Eglises indépendantes, et de leur promettre la liberté spirituelle aussi bien que civile. Il écrivit aussi à la flotte qui était alors dans les Dunes, sous le commandement de Lawson, ainsi qu'à quelques garnisons et à diverses personnes en Angleterre, entre autres au colonel Overton, gouverneur de Hull. Il écrivit aussi aux officiers de l'armée d'Irlande, les engageant à se déclarer avec lui pour la restauration du parlement. Mais il ne reçut

d'aucun d'eux des réponses favorables. Ils lui répondirent que les fautes de leurs frères de l'armée anglaise ne leur paraissaient pas assez odieuses pour exiger qu'on eût contre eux recours aux armes, et que des négociations calmes et amicales étaient une voie beaucoup plus sûre pour les mettre tous à l'abri de l'ennemi commun qui épiait l'occasion de prendre avantage de cette rupture. Les officiers qui dirigeaient alors l'armée d'Irlande lui exprimèrent la résolution de se déclarer contre lui s'il allait plus loin.

Ce mauvais succès ne l'ébranla pas le moins du monde dans la ferme résolution de continuer son entreprise. Non, non, il n'hésita pas, bien que le docteur Clargis et le colonel Talbot vinssent le trouver par l'ordre exprès de Fleetwood et de Lambert, pour l'engager à y renoncer. Les deux généraux les avaient priés et conjurés d'employer leurs derniers efforts pour calmer la colère à laquelle, disaient-ils, Monk s'était laissé aller avec trop de précipitation ; échauffé par de pervers artifices ou par quelque méprise à leur égard. Ils promettaient que lui et son armée recevraient sur leur conduite les éclaircissemens les plus satisfaisans. Clargis était beau-frère du général, et la société du colonel Talbot lui était agréable. Tous deux nous arrivèrent en poste le 2 novembre, chargés de cajoler Monk pour lui faire déposer

les armes et renoncer au parti raisonnable qu'il avait embrassé. Mais il ne céda pas. Talbot ne put le disposer à croire à là sincérité de l'amitié de Lambert ni à la réalité de ses promesses, et Clargis agit contre ceux qui l'avaient envoyé, en instruisant le général de la pauvreté de l'armée d'Angleterre, et de l'instabilité de son pouvoir. Elle avait très-peu d'argent, et, celui-là dépensé, aucun autre moyen que l'épée pour en lever davantage, sans compter que des hôtes, vivant à discrétion, ne pouvaient être long-temps vus avec plaisir. Les gens de Westminster, prévoyant leur destinée, avaient, avant d'être mis à la porte, déclaré coupable de haute trahison quiconque leverait de l'argent sans le concours du parlement; et bien qu'ils ne fussent eux-mêmes que l'ombre du parlement, et eussent, sous ce nom, usurpé plusieurs années un pouvoir qui ne leur appartenait pas, ils couvrirent leur haine et leur vengeance d'une prétendue tendresse pour la liberté de leur pays.

Lambert n'attendit pas le retour des messagers qu'il avait envoyés à Monk; il s'avança vers le nord avec ce qu'il put ramasser de troupes aux environs de Londres; elles augmentèrent successivement sur sa route, attendu qu'après la défaite de Booth, il les avait laissées dispersées dans les provinces pour les y trouver au premier besoin. Il arriva dans le mois de novembre à Newcastle, fort d'environ douze mille hommes, parmi les-

quels se trouvaient, à ce qu'on m'a rapporté, sept mille hommes de l'élite de la cavalerie de l'armée.

Fleetwood envoya à Monk, en son propre nom, le capitaine Deane, trésorier de son armée. Celui-ci était chargé d'une lettre très-affectueuse, et venait offrir à Monk la place qu'il voudrait choisir dans l'armée. Le général le reçut bien, et lui donna à souper; mais Deane s'était appliqué dans son passage à nous rendre de mauvais offices, distribuant des écrits destinés à séduire nos soldats, et sa conduite, à la table du général, fut assez inconvenante; il lui dit, en propres termes, qu'en divisant l'armée, il avait pris le vrai moyen de nous ramener Charles Stuart, et continua à tirer sur lui à bout-portant, comme si Charles Stuart eût été le véritable but de son projet: propos tout-à-fait d'accord avec les billets qu'il avait répandus parmi nos soldats. Alors je m'oubliai, et dis à M. le trésorier: « Non, c'est « bien vous qui nous le ramènerez; car vous avez « plus que justifié le feu Roi aux yeux de l'An« gleterre; il ne demandait à la chambre des « communes que cinq membres, et vous avez « dissous un parlement. »

Ces paroles étaient à peine sorties de ma bouche que le général se retira dans une chambre particulière et ordonna à un domestique de me dire tout bas de venir le trouver. Dès qu'il me vit,

il me dit avec un mélange de colère et d'affection : « M. Price, vous savez que je vous ai demandé de « ne vous commettre en rien avec ces gens-là. « Si je suis jamais perdu, ce sera par vous et « par ma femme. » Mais avec tout le respect que je dois à sa mémoire chérie, je dirai humblement qu'il avait beaucoup moins lieu d'être irrité contre moi que contre ce messager qui avait passé les bornes de la décence prescrite à un envoyé. Comme j'étais un matin à la tête d'une compagnie d'infanterie, Deane passa près de nous, et dit aux soldats : « Milord Lambert « marche sur vous, et toute l'armée de Monk « ne lui fera pas un déjeuner. » Mais il reçut cette brusque réponse : « Il faut que le froid « donne appétit à Lambert, s'il mange des piques « et avale des boulets. »

Le général, pour montrer qu'il y allait sérieusement, et pour s'acquérir le secours des parties septentrionales de l'Angleterre, envoya le major Knight avec quatre escadrons de cavalerie, et le capitaine Miller, avec six compagnies d'infanterie, pour s'emparer de Newcastle; mais le colonel Lilburne les avait prévenus, et y avait mis une garnison trop forte pour qu'ils pussent l'attaquer; en sorte qu'ils se retirèrent à Berwick, et y demeurèrent jusqu'à ce que le général leur eût donné l'ordre de revenir. Il fut heureux, pour le général, d'avoir échoué dans le projet d'agrandir

ainsi son cercle d'occupation ; car Lambert hâtait sa marche, et l'armée de Monk n'avait pas encore pris son assiette. Les troupes qu'il avait envoyées à Newcastle étaient, officiers et soldats, l'élite de son armée, et celles qui lui étaient le plus dévouées. Il lui aurait été très-fâcheux de les perdre ; mais, autant que je puis m'en souvenir, ce projet de s'étendre ne venait pas de lui. On le lui avait suggéré comme un moyen probable de se procurer un renfort considérable de cavalerie dont il manquait.

Le message de l'armée d'Angleterre conduisit à une négociation qui paraissait devoir amener notre perte et qui finit au contraire par causer celle de nos ennemis. Monk fut obligé d'y consentir parce qu'il n'avait pas encore réorganisé son armée, bien qu'il procédât rapidement et sans hésitation à renvoyer ceux qui lui étaient contraires. Cependant il les avait, dans le commencement, traités avec douceur. Quelques uns avaient reçu, sinon le paiement de leurs arrérages, du moins des ordres spéciaux de paiement, et on leur avait permis de demeurer parmi nous ; mais ils firent un mauvais usage de cette marque de bonté du général. La perte de leur emploi laissait toute liberté à l'expression de leur mécontentement contre lui, et ils s'employèrent à débaucher ses soldats. La chose fut rapportée au

général qui les renvoya tout-à-fait sans aucune espérance de toucher leur arriéré.

Au commencement de novembre, le général et ses officiers entamèrent les négociations. Le colonel Wilks, le colonel Clobery, le major Knight, se rendirent à Wallingford-House, chargés d'instructions pour traiter avec Fleetwood et ses officiers. Lambert, alors en marche, rencontra à York nos messagers de paix, et leur aurait volontiers épargné la peine de pousser plus loin leur voyage; car il les assura qu'il avait pouvoir du comité de salut public et du conseil général des officiers, pour traiter et conclure avec eux; mais, comme ils insistaient sur le rétablissement du parlement dans sa première autorité, il les renvoya et permit qu'en qualité de messagers publics ils pussent se rendre à Londres. Cependant Lambert n'était pas tout-à-fait sans espérance qu'on parvînt à traiter, sinon avec nos commissaires, lorsqu'ils auraient communiqué à Wallingford-House leurs lettres de crédit, du moins avec Monk lui-même, par l'entremise du major-général Morgan alors à York, et qui feignait d'être contraire au projet de Monk. On savait qu'il avait grande part à son amitié, et une grande influence sur les troupes d'Écosse. Son commandement se trouvait voisin de celui du général. Le colonel Lilburne qui commandait à York,

suggéra cette idée à Lambert, et l'on pensa que Morgan serait très-propre à être envoyé en Écosse. On espérait que son intimité avec Monk pourrait amener les choses à un accommodement, ou bien que, par son influence, il se ferait un parti dans l'armée d'Écosse; et cela n'était pas impossible, si sa désapprobation de l'entreprise de Monk avait été sincère au lieu d'être feinte; mais je ne puis m'empêcher de remarquer ici combien il était plaisant de voir Lambert et Fleetwood, chacun de son côté, cajoler Monk pour leur propre compte.

Morgan nous fut donc envoyé; on ne fit nulle attention à son message, mais on le reçut lui-même avec beaucoup d'affection. Le général avait grand besoin de lui et l'employa bientôt dans l'entreprise la plus difficile, et qu'il n'avait pas encore commencée, celle de la grande réorganisation de notre cavalerie; car il y avait même parmi les simples cavaliers beaucoup de mécontens. Notre plus grand malheur, c'était d'avoir si peu de cavalerie. L'été précédent Fleetwood nous en avait retiré deux régimens, probablement par quelque méfiance qu'il avait conçue contre le général. Morgan et l'adjudant Smith allaient de quartier en quartier démontant les cavaliers mécontens, et mettant à cheval à leur place ceux des fantassins qui étaient en état de s'acheter des bottes; mais plusieurs, avant qu'on pût les démonter, quittèrent leurs drapeaux; d'autres les

portèrent à l'ennemi, non sans beaucoup de menaces de revenir contre nous. En cela Lambert avait beaucoup d'avantage sur nous, car il n'y eut pas dans son armée un seul révolté, tant qu'il lui resta de l'argent et des espérances. Quant à nous, tous ceux qui n'étaient pas cordialement unis à notre cause nous quittèrent, effrayés de le savoir si près de nous à Newcastle et encouragés par tout ce qu'on disait de la force de son armée. Cependant cela n'eut, au fait, aucun inconvénient pour le général; car il put compter ensuite sur tous ceux qui lui restaient, et être assuré qu'ils ne lui manqueraient pas dans l'occasion.

Les messagers du parti indépendant, tant civil qu'ecclésiastique, venaient, par des harangues en forme, presser le général de se désister de son entreprise; mais il les recevait rondement, avec l'éloquence et la résolution d'un soldat, coupait court à l'expression de leurs craintes sur l'ennemi commun, et prétextait la nécessité où il se trouvait de faire son devoir et de rétablir le parlement. Il mit un mois à épurer et réorganiser son armée, et à faire marcher ses troupes de leurs différens quartiers vers le midi de l'Écosse. Avant de quitter Édimbourg, il convoqua une convention de la noblesse et des bourgeois, leur exposa ses motifs, leur demanda de se conduire paisiblement en son absence, et de lui payer ce qui était dû pour l'arriéré de son armée, qu'il avait

consenti à attendre jusqu'alors en considération de la pauvreté du pays. Ils consentirent de bonne grâce à sa demande, et quelques uns des membres de cette assemblée se donnèrent rendez-vous pour le joindre à Berwick où ils lui demandèrent de leur donner des armes afin de les mettre en état de l'aider à repousser l'invasion de Lambert, qui, disaient-ils, paraissait les menacer aussi bien que nous; mais le général regarda cette requête comme prématurée et dangereuse à accorder pour le moment. Il ne voulait pas désobliger ses troupes, et pensait que les deux armées n'étaient pas encore assez irritées l'une contre l'autre pour nous obliger, en désespoir de cause, à accepter le secours de leurs ennemis communs. Cependant il accorda plusieurs choses aux Écossais, et en promit beaucoup d'autres, si bien qu'ils ne s'en allèrent pas mécontens. Je crois même que quelques uns d'entre eux comprirent mieux le général que ne le firent ses officiers dont plusieurs trouvaient très-mauvais qu'on eût donné ordre aux capitaines d'infanterie de remplacer ce qui manquait dans les cadres avec des Écossais. Le général avait été obligé à cette mesure, et la méfiance qu'en conçurent quelques uns fut regardée par la plupart comme mal fondée et ridicule, le général n'ayant jamais donné à cette nation aucun avantage qui pût porter préjudice aux Anglais.

Il était sur ce point tellement circonspect, que, quelque temps après, voyant qu'il n'avait pas besoin de toutes ces troupes, il en fit rétrograder une partie sous les ordres du major-général Morgan, pour assurer la tranquillité de l'Écosse. Cette action fut particulièrement remarquée et regardée comme une preuve non-seulement de sa prudence, mais de sa fidélité à ce qu'on appelait un parlement, en sorte qu'il ferma la bouche à ses malveillans adversaires, continuellement occupés à se répandre en propos, et représentant l'Écosse comme prête à prendre les armes contre nous, si on la laissait à elle-même.

Bien que les armées attendissent l'issue des négociations de Wallingford-House, depuis l'arrivée de Lambert à Newcastle les généraux des deux côtés continuaient leurs préparatifs de guerre. Monk avait si peu de forces et, en particulier, si peu de cavalerie, et, de plus, il regardait cette cavalerie comme si peu sûre, qu'il était obligé de se tenir sur la défensive.

Si Lambert n'eût pas perdu tant de temps à Newcastle, et qu'avec sa cavalerie il eût marché directement sur l'Écosse, il aurait trouvé très-peu ou point de résistance, et nous eût forcés à resserrer beaucoup nos quartiers. Tous les villages, ainsi que les provisions de paille et d'avoine, dont il y avait alors une grande abondance, seraient, sur-le-champ, tombés entre ses mains;

et, dans le fait, n'ayant ni argent, ni crédit, son intérêt était d'agir promptement.

Le général avait, au contraire, ces deux avantages et manquait seulement de troupes. Ainsi son intérêt était de traîner en longueur; mais le temps était enfin arrivé que le Tout-Puissant avait marqué pour déjouer les espérances des forts, jeter l'aveuglement dans leurs conseils et répandre parmi eux des semences de discorde. Une grande partie de ceux qui avaient suivi Lambert dans le nord étaient peu disposés à servir son ambition. Quelques-uns tournaient leurs regards vers Fleetwood, reconnu pour son supérieur, et d'autres commençaient à perdre les méfiances qu'ils avaient de Monk, qu'on leur avait représenté comme un secret partisan de Charles Stuart. D'ailleurs, Lambert ne pouvait, en justice et en honneur, venir attaquer nos quartiers avant de connaître l'issue des négociations. Il en fut bientôt informé à sa grande satisfaction.

Le 18 novembre, le général était arrivé à Haddington, se dirigeant sur Berwick pour examiner les passages de la Tweed, afin de poster ses gens de la manière la plus avantageuse. Ce même soir, après souper, on venait de dire grâces et de prier pour la paix lorsqu'il reçut la nouvelle que nos commissaires l'avaient conclue à Londres avec les officiers de l'armée. Je vis bien que cette nou-

velle lui déplaisait beaucoup. Le lendemain matin, de très-bonne heure, il retourna à Édimbourg, consulta son conseil, rassembla ses officiers, et leur demanda ce qu'ils pensaient de l'affaire (1). Il n'avait pas besoin du secours d'un démon familier pour prévoir quelle serait leur opinion ; car son armée n'était plus maintenant ce qu'elle était cinq semaines auparavant, et les officiers savaient très-bien que, s'ils se soumettaient à recevoir une pareille paix, il en résulterait que Son Honneur, le colonel, redescendrait au rang de capitaine, que le capitaine se rappetisserait jusqu'à celui d'enseigne, et que l'enseigne

(1) « A peine arrivé à Edimbourg, et après s'être reposé un moment, le général vint dans son salon d'audience et s'y promena long-temps d'un air sombre et sans ouvrir la bouche; la nouvelle du traité conclu par ses commissaires était un grand désappointement et qui lui pesait fort. Un homme avec qui il avait coutume d'être toujours gai et plaisant, quelle que fût son humeur (*), et qui s'était occupé de mettre en ordre toutes ses affaires à Edimbourg, entra dans le salon. Le général n'avait encore dit un mot à personne, quoiqu'il y eût là beaucoup de colonels et d'autres officiers; il s'avança vers le nouveau-venu et lui dit : « Que « dites-vous de cet accommodement?—Au vrai, général, « je ne l'ai pas vu ; mais j'en ai tant entendu parler, que je « viens vous adresser une petite requête.—Qu'est-ce donc? « —Je vous prie de me signer un passe-port pour la Hol-

(*) Probablement le chapelain Gumble lui-même.

reprendrait sa hallébarde ; car un article de l'accommodement portait que tous les officiers qui avaient été suspendus ou avaient donné leur démission, depuis le 11 octobre dernier, par suite du différend élevé entre les deux armées, seraient entendus, et que leur affaire serait discutée et décidée par quatorze commissaires nommés, moitié par le conseil des officiers d'Angleterre, moitié par le conseil des officiers d'Écosse. S'ils eussent accepté l'arbitrage, on pouvait pré-

« lande; il y a, à Leith, un vaisseau prêt à mettre à « la voile. — Comment? s'écria le général, vous voulez me « quitter? — Je ne sais pas comment fera Votre Grandeur « pour se mettre à l'abri ; mais soyez sûr qu'ils n'auront pas « de repos qu'ils ne vous aient arraché votre commande- « ment; ce que vous ferez alors, c'est à vous à le consi- « dérer; quant à moi, quoique je ne sois qu'un pauvre « homme, je ne me mettrai jamais dans leurs mains, car « je sais que je n'y trouverais point de sûreté. — Est-ce donc « sur moi que vous allez jeter le blâme? reprit le général; « si l'armée veut tenir fermement à moi, je tiendrai aussi « à elle. » Là-dessus, tous les assistans lui jurèrent qu'ils voulaient vivre et mourir avec lui; et les officiers furent si transportés de joie que quelques-uns en avaient les larmes aux yeux; ils dirent au général que tous les officiers étaient près de se mutiner à cause de l'accommodement, et qu'ils en apprendraient le rejet avec les plus vives acclamations.... Dès-lors la face des choses fut changée; le général devint gai et serein, et les officiers se montrèrent joyeux et animés. » (*Vie de Monk*, par le chapelain Gumble, pag. 152.) (*Note de l'Editeur.*)

dire facilement alors de quel côté pencherait la balance.

Cette convention d'officiers des deux partis devait se rassembler à Newcastle le 1er. décembre suivant. Monk, depuis qu'il s'était déclaré contre l'armée, avait renvoyé environ cent quarante officiers que le parlement avait, depuis peu, jetés dans son armée, à la place d'un nombre très-considérable de ses meilleurs et de ses plus braves gens, et de ceux sur qui il comptait le plus pour le courage et la fidélité. Ces derniers lui avaient été retirés avant le 11 octobre, et bien que, par ses lettres, le général eût continuellement intercédé pour eux, les deux factions des anabaptistes et des indépendans avaient alors une si grande influence qu'elles l'avaient emporté sur sa médiation. Il est probable même qu'elles ne s'en seraient pas tenues là, si la session de Westminster n'eût été interrompue. Tous ceux qu'avait ainsi destitués le *Rump* étaient demeurés en Écosse; en sorte que le général les avait déjà rétablis dans leurs places, bien sûr qu'il serait en état de se le faire pardonner par ses maîtres, lorsqu'ils reprendraient l'exercice de leur autorité. Il était déterminé à leur signifier que des factieux les avaient trompés sur le compte de leurs meilleurs serviteurs; ils avaient agi d'après une liste de tous les officiers de l'armée d'Écosse, dont les noms étaient marqués ainsi qu'il suit :

B (pour *bad, mauvais*); I (pour *indifférent*); et G. (*Godly, pieux*). Les gens de Monk savaient se battre et aimaient leur *vieux* général; quelques uns même l'aimaient beaucoup mieux que le *vieux* parlement. Ils savaient aussi que leur cause était bonne, et de l'espérance de rétablir le *Rump*, il en naissait une autre, celle de retourner vivre à l'aise dans leur pays. Ils étaient donc si loin de consentir à aucun accommodement avec Wallingford-House, qu'ils parurent, dans leur indignation, se croire trahis par les commissaires.

Mais nos conseillers furent plus modérés et décidèrent qu'on demanderait de nouvelles négociations, sous prétexte qu'il y avait dans le traité quelques articles nécessaires à expliquer, et qu'on refuserait de rien ratifier avant d'avoir reçu cette explication. C'est là ce qui cassa le cou à Lambert. Il accepta d'abord notre excuse et ne s'aperçut qu'après de notre intention de traîner les choses en longueur.

Sitôt que l'on sut, à Londres, que Monk et ses officiers avaient refusé de ratifier le traité conclu par leurs commissaires, plusieurs des membres de l'ancien parlement commencèrent à reprendre cœur, à cabaler dans des coins et à intriguer de leur côté pour leur rétablissement. Jusqu'alors ils avaient été timides et irrésolus, sachant à peine comment distinguer leurs amis de leurs

ennemis; car, si les officiers de l'armée anglaise aspiraient à posséder le gouvernement, de l'autre côté, les espérances que le peuple commençait à concevoir les touchaient au vif et leur faisaient craindre que Monk n'eût l'intention de ramener le Roi et son parti, qu'ils appelaient l'ennemi commun. Il y avait même parmi nous quelques écouteurs qui ne se montraient pas moins inquiets. Un d'eux étant venu, un soir, très-tard, dans ma chambre, nous causâmes ensemble très-amicalement; mais continuellement il en revenait à s'interrompre pour me demander si je pensais que le général fût ou non pour le Roi. Je lui répondis que ce serait faire le plus grand tort au général et à nous tous, que de ne pas détester jusqu'à la pensée d'un semblable soupçon. Cette réponse ne calma pas ses inquiétudes, et nous continuâmes à nous entretenir si long-temps qu'il se trouva être trop tard pour passer les sentinelles et rentrer dans le quartier. Il fut donc forcé de coucher chez moi; mais il se réveillait sans cesse en me disant : *le général est pour le Roi*; et moi, chaque fois, je le priais d'oublier cette absurde fantaisie et de me laisser dormir.

Le général, par de solennelles protestations, déclarait vouloir adhérer au parlement, tel qu'il siégeait le 11 octobre, jour où il avait été chassé par Lambert. Cependant, la grande et secrète instruction qu'il avait donnée à ses commissaires

était de travailler à la convocation d'un autre parlement. Il leur avait défendu de le laisser connaître aux officiers anglais, à moins d'une nécessité indispensable. Le colonel Wilks crut être dans cette nécessité; mais, à son retour, il nous trouva d'une autre opinion.

L'armée écossaise, délivrée des entraves de la paix, marcha vers le rivage septentrional de la Tweed. Le général coucha deux nuits à Dunbar, à cause du dimanche. Nous observâmes le lieu où s'était livrée, le 3 septembre 1650, cette bataille si mémorable, plus conforme à l'exécution de la ligue solennelle et du covenant, que l'arrêt qui les fit ensuite brûler par la main du bourreau, dans la cour du palais de Westminster; mais ce dernier acte fut légal.

Le lendemain, le général se rendit à Berwick où nous trouvâmes qu'il faisait un peu froid; avant que nous y entrassions, le capitaine Ogle, honnête vieillard, zélé pour la bonne vieille cause, vint à notre rencontre et nous amena un escadron de cavalerie du Cumberland. Dieu me garde de traiter leurs montures de rosses, car, dans ce temps-là, nos inspecteurs prenaient tout pour bons chevaux. La femme du général arriva avec son fils; et ce fut là que, quelques semaines après, elle reçut l'ordre de se rendre par mer à Londres.

Nous trouvâmes à Berwick nos commissaires

qui revenaient d'Angleterre sans la paix, et cependant ils nous avaient rendu un grand service en la concluant. Zanchy, envoyé de Newcastle, vint aussi, dans cette ville, nous faire plusieurs ouvertures d'accommodement; mais nos beaux esprits et nos conseillers lui répondirent chacun à sa manière, soit sérieusement, soit en plaisantant. Nous serions demeurés plus long-temps dans ce lieu, qui était un bon quartier d'hiver, sans l'inquiétude que nous causa l'audace des dragons de Newcastle. Nous nous assurâmes de M. Zanchy et nous marchâmes vers Coldstream par la nuit la plus obscure et la plus orageuse. Il faisait si noir que nous fûmes obligés de nous arrêter à Norham.

A Coldstream, l'étape se trouva dans les premiers momens tout-à-fait conforme au nom de l'endroit (1). Nos pourvoyeurs n'étaient pas encore arrivés et il n'y avait pas moyen d'avoir de la viande de boucherie. Tout le temps que nous y demeurâmes, nous ne pûmes boire que de la bière chaude. On la brassait le matin; à midi nous en avions déjà assez, et, s'il en restait le soir, on la regardait comme éventée et bonne seulement pour les officiers. Je ne sais s'ils avaient de la drèche dans l'intérieur des maisons; mais, au dehors, on ne trouvait d'autres ingrédiens que du

(1) *Coldstream*, froid torrent.

crottin de cheval, de la glace et de la neige, car il était difficile de parvenir à avoir de l'eau. Cependant nous en eûmes un peu, et il le fallait. Nos brasseurs n'étaient pas très-soigneux ni très-habiles à mesurer les doses. C'étaient là les quartiers où nous devions nous fixer. Cependant le général, avec une troupe peu nombreuse, fit une petite excursion à Berwick, le 13 décembre, pour y recevoir la convention écossaise. A notre retour, nous trouvâmes les bouchers et les pourvoyeurs; mais les pourvoyeurs, gens très-utiles, s'étaient emparés, pour leur propre compte, d'un grenier tout entier. Il y en avait un autre, mais pas, à beaucoup près, si bon, qui servait indifféremment d'étable et de chapelle. Le berceau du Christ faisait, à ce sujet, autorité pour notre quartier-maître.

Ce fut là que nous nous établîmes dans l'attente des événemens, de ce que feraient Lambert, les gens du parlement et le mystérieux lord Fairfax. Nous envoyions et recevions des messages et nous battions à coups de papier, laissant de côté la poudre et le plomb comme des choses trop dangereuses et dont il n'est pas convenable de faire usage entre frères. Mais, pour peu que Lambert eût voulu faire faire à ses chevaux trois ou quatre jours de marche dans la neige jusqu'au ventre, les nourrir de neige en guise de fourrage, et avoir la neige aussi pour tout logement,

car les villages manquent sur le côté méridional de la Tweed, il aurait pu nous attaquer sur le bord septentrional. Il aurait trouvé un corps de bataille prêt à le recevoir, les lignes de cavalerie entremêlées avec les lignes d'infanterie, ce qu'un paysan aurait pu comparer aux tranches de gras et de maigre de son morceau de lard. Quant à des ailes de cavalerie, nous n'en avions pas, car nous ne voulions pas nous enfuir. Ce fut ainsi que, par l'ordre du général, Morgan rangea son monde à Kelsey.

Les bonnes nouvelles commençaient à nous arriver en foule. Un parti, qui prenait tous les jours de la force en Irlande, s'était déclaré pour nous et était prêt à nous envoyer des secours. Portsmouth avait ouvert ses portes à Haslerig, Morley et Walton, trois des sept commissaires chargés par le parlement du gouvernement de l'armée; et le colonel Wetham, gouverneur de cette ville, la leur avait rendue, autant par considération pour le général que par fidélité envers le parlement. La flotte, sous les ordres de Lawson, avait embrassé notre cause contre l'armée; Fairfax était prêt à tomber sur les derrières de Lambert, s'il faisait un pas pour nous attaquer, et, quelque chose qu'il arrivât, il nous promettait d'être en armes le 1er janvier. Il fit mieux encore qu'il n'avait promis. Les soldats commençaient à reprendre courage dans leurs froids

quartiers par l'espérance du mieux. Quelques uns de nos officiers qui se trouvaient absens lorsque le général s'était déclaré, revenaient à nous et alléguaient, pour s'excuser d'avoir tardé si long-temps, que Lambert les avait empêchés de passer; mais cela ne leur servit de rien, ils trouvèrent leurs places remplies.

Malgré cette suite de bonnes nouvelles, le général continuait à se tenir sur ses gardes, car il devenait évident que, sous peu de jours, il fallait que Lambert combattît ou pérît. Quant à moi, j'avoue que je n'étais pas intérieurement très-content de toutes ces favorables déclarations. Je craignais que cette idée de parlement, ces commissaires nommés et déplacés en son nom, n'eussent l'effet d'engager tellement l'armée dans le parti parlementaire, que le parlement n'en tirât les moyens d'établir son oligarchie assez solidement pour qu'il fût difficile ensuite de la déposséder. La tête remplie de ces craintes insensées, je me déterminai à me glisser en secret chez le général, qui m'avait averti d'avance que je ne devais paraître en rien dans les transactions publiques. Je savais que le seul temps pour arriver chez lui, de cette manière, c'était depuis minuit jusqu'au jour; ainsi, entre deux ou trois heures du matin, j'arrivai, à l'aide d'un caporal, jusqu'à la porte de sa chambre; je la trouvai fermée seulement au loquet. Le général dormait tout

habillé, la tête sur le bord de son lit et le corps étendu sur deux chaises ou sur un canapé. Il y avait dans la chambre du feu et des lumières. Il s'éveilla dès que j'entrai. Je lui demandai pardon, et il me donna avec bonté la permission de parler. Je lui représentai ce que je jugeais convenable à son intérêt et à son devoir, c'est-à-dire, la nécessité de rétablir nos lois reconnues, car jamais je n'employais avec lui d'autres expressions. Je ne saurais oublier son geste et la chaleur avec laquelle il me répondit. « M. Price, dit-il, « je sais ce que vous voulez dire et je l'ai tou« jours compris. Par la grâce de Dieu, je le fe« rai, si cela est jamais en mon pouvoir, et je « ne doute guère d'y parvenir; » et serrant mes deux mains dans les siennes, il les éleva et ajouta, avec une expression pieuse : « Avec l'aide « de Dieu, je le ferai. »

Je pris alors la liberté de lui rappeler les différens actes qu'il avait signés et dans lesquels il s'engageait à soutenir ce parlement tel qu'il siégeait le 11 octobre, et non autrement. Je pensais qu'il s'était ainsi imposé plusieurs entraves inutiles. Il me dit avec un ton de regret : « Vous « le voyez, vous autres qui êtes autour de moi, « et écrivez ces choses; il ne m'est pas permis « de montrer aucune répugnance pour tout cela : « ils se méfient déjà bien assez de moi. » Il me pria ensuite de ne regarder aucun de ces actes

comme venant de lui. Ayant profité encore de l'indulgente liberté qu'il me donnait de parler pour l'entretenir de différentes choses que je croyais utiles à son service, je le laissai prendre un court repos, car il devait être le lendemain de bonne heure au travail. Ainsi je demeurai désormais tranquille sur le port auquel il voulait arriver, quelque soin qu'il prît de changer sa manœuvre selon le vent.

Décembre était bien près de finir; mais il n'en était pas de même des espérances d'accommodement entre les deux armées. On pressa Monk d'envoyer ses officiers pour traiter avec ceux de Lambert comme il l'avait promis. Cependant la chose fut encore suspendue, parce que nous avions entendu dire qu'il se préparait une puissante diversion dans le midi; mais aussitôt que nous eûmes appris certainement que Portsmouth s'était déclaré pour le parlement, et que ceux des généraux du midi qui agissaient dans le même sens que nous, commençaient à donner des ordres et à être obéis, Monk envoya sur-le-champ un exprès à Lambert, pour lui signifier que lui et ses officiers étaient prêts à traiter; mais qu'il ne pouvait entrer en négociation avant d'avoir consulté par lettre ses frères de Portsmouth, avoir obtenu leur consentement et les avoir consultés sur le choix du lieu où l'on traiterait. Il ordonna donc à son messager (le major Bannister) de

continuer ensuite sur-le-champ sa route pour se rendre à Portsmouth, ajoutant à ses premières instructions celles qui convenaient à ce second message. Lambert vit bien où tout cela tendait, en sorte qu'il retint Bannister, et témoigna un violent ressentiment contre Monk et ses officiers qu'il accusait de l'avoir trompé.

Alors les puissans de Newcastle ne se sentant plus, de bras ni de cœur, en état de combattre leurs frères d'Écosse, tombèrent dans un désespoir furieux; car les premières nouvelles qui leur vinrent ainsi qu'à nous, ce fut que les régimens qui étaient dans Londres et les environs, s'étaient révoltés contre Fleetwood en faveur du parlement. Les soldats repentans consentirent à prendre sur eux toute la honte de leur seconde apostasie de la bonne vieille cause, ce que le lieutenant-général Fleetwod exprima en disant que *Dieu leur avait craché à la face*, et, voyant qu'il n'y avait pas d'autre remède, ils remirent une troisième fois le gouvernement entre les mains de leurs maîtres.

Ainsi le 25 décembre, dans l'après midi, cette mauvaise queue de parlement revint siéger dans les murailles que, si on l'en eût voulu croire, elle n'aurait jamais quittées. La souveraineté est, à ce qu'il paraît, une si douce chose qu'on se disputait le privilége de venir à Westminster donner ses conseils comme s'il se fût agi de la tribune de

Rome; mais ceci n'a pas de rapport à Coldstream dont le général n'avait pas été tout-à-fait prophète. Il m'avait bien dit, après la défaite de sir George Booth, qu'il connaissait assez Lambert pour être sûr qu'il ne laisserait pas les gens de Westminster siéger jusqu'à Noël; mais il n'avait pas dit que ce jour-là ils viendraient reprendre leurs siéges. Les nouvelles ne nous en arrivèrent qu'à la fin de décembre; mais ne fussent-elles pas venues du tout, le général n'aurait pas moins marché en avant, comptant sur la promesse que lui avait faite lord Fairfax de se déclarer le premier janvier avec tout ce qu'il aurait pu rassembler de troupes et se faire de partisans dans l'ancienne armée. Lord Fairfax jugea nécessaire d'éclater quelques jours plus tôt, parce qu'il soupçonnait le parti de Lambert d'avoir deviné ses intentions, et qu'il était trop habile pour se laisser gagner de vitesse. Ainsi nous apprîmes que le lord Fairfax avait pris les armes dans York et dans les environs, et que presque tout le régiment du colonel Lilburne s'était joint à lui. Le régiment avait laissé de côté ce colonel (1) et avait

(1) Le régiment du colonel Lilburne ne fut pas seul à tenir cette conduite. Vers la même époque, les soldats de la garnison de Carlisle arrêtèrent leurs officiers et s'emparèrent de la place pour le compte de Monk; la garnison du château de Tinmouth en fit autant, et envoya même à

suivi les ordres de Smith son major, très-bon militaire.

Aussitôt après cette nouvelle, nous arrivèrent différens avis portant, l'un que la brigade irlandaise, regardée comme l'élite de l'armée de Lambert, était déterminée à se révolter contre lui, attendu qu'il n'avait d'autre autorité sur ses soldats que celle que lui donnait leur propre intérêt, et qu'il ne lui restait pas d'argent pour les payer; l'autre que tous ceux des anciens officiers de Fairfax, qui avaient quelque influence dans leur pays, comme le colonel Rossiter et quelques autres, préparaient des levées en Angleterre; évidemment il fallait que Lambert quittât ses quartiers à Newcastle pour marcher contre Monk ou contre Fairfax, tous deux illustres dans la guerre, et

---

Monk le gouverneur et les officiers prisonniers. (*Vie de Monk*, par Gumble, pag. 205.) Partout, dans l'armée comme dans la nation, le peuple avait dégoût des gouvernemens qui venaient de se succéder si vite, et se montrait favorable à l'entreprise de Monk, sans bien démêler, sans s'inquiéter même de savoir quelle en serait l'issue. La faction des officiers, parmi les militaires, et celle du *rump*, dans l'ordre civil, formaient une sorte d'aristocratie révolutionnaire qui essayait seule, dans ses intérêts personnels, de résister au cours des choses. Mais, indépendamment de leurs divisions intérieures, les deux partis de cette aristocratie étaient si décriés que ni les soldats ni les citoyens ne leur prêtaient plus aucun véritable appui. (*Note de l'Edit.*)

tous deux agissant en vertu de l'autorité dont cette armée rebelle avait reçu ses pouvoirs ; car je n'ai jamais entendu dire que leur comité de salut public eût donné des commissions.

Monk jugea que Lambert aimerait mieux se tourner du côté d'York, que de venir l'attaquer. Il avait à Newcastle des espions à demeure, et très-intelligens, qui l'informaient de temps en temps de l'état de l'armée. Aussitôt que Lambert aurait fait mine de se mettre en mouvement, le général en aurait été instruit, et alors nous aurions marché de Coldstream, tout droit, au secours de Fairfax. Mais Dieu permit que cette querelle se décidât sans effusion de sang ; les gens de Westminster, dès qu'ils eurent repris leur siége, votèrent que toutes leurs armées se retireraient sur-le-champ dans les différens quartiers qu'elles occupaient au mois d'octobre, avant que Lambert eût chassé le parlement. Nous ne l'apprîmes que par des lettres particulières ; mais on envoya à Newcastle un ordre exprès de se séparer. Lambert obéit et se cacha ; il était trop tard pour résister.

Ces bonnes nouvelles remplirent de joie nos petites habitations. Cependant le vote qui renvoyait les troupes dans leurs quartiers embarrassait un peu le général ; mais nos officiers ne voulurent point se regarder comme suffisamment avertis par une simple lettre de nouvelles. Ils

étaient beaucoup plus touchés de l'espérance que leur donnait le retour du parlement de passer ce froid hiver dans le voisinage de leur demeure, que des chaînes et des médailles d'or qui leur étaient promises par des gens tout prêts à promettre des montagnes plutôt que de ne pas siéger à Westminster. Il ne fallait pas la moitié d'un œil pour voir que, si le peuple d'Angleterre avait pu jouir de la moindre liberté de choix et réduire les armées à l'obéissance, les gens de la bonne vieille cause auraient risqué de recevoir bientôt un nouveau nom, et quiconque avait entendu parler du parlement de Richard, devait regarder la chose comme plus que probable. Nous étions alors au 1er. janvier 1660. C'était aussi le jour du Seigneur, et ce qui arriva fut son ouvrage. Le général ordonna à son infanterie de marcher de Coldstream sur la Tweed, et le jour suivant sa cavalerie se mit en mouvement. Il avait envoyé le colonel Knight en avant, du côté de Newcastle, avec quelques escadrons.

Il fut très-difficile de descendre dans la rivière à cheval, et on prit un soin superstitieux d'empêcher le général de trébucher. La gelée était forte et la neige encore plus épaisse, et je ne me rappelle pas que depuis Edimbourg jusqu'à Londres nous ayons marché un instant sur la terre nue. L'air était, ce jour-là, si clair, que nous distinguions la couleur des cailloux de la Tweed,

quoique plusieurs chevaux eussent passé devant nous. Je marchais derrière le général, et m'amusais de cette pensée que si les gens de Westminster, c'était ainsi qu'il avait coutume de me parler du parlement, avaient su quel loyal serviteur ils venaient d'acquérir en lui, ils ne l'auraient probablement pas laissé passer si tranquillement. J'eus par la suite occasion de le lui raconter.

Le 2 janvier nous arrivâmes à Wooler, où le général reçut une lettre très-obligeante de l'orateur, qui lui apprenait bien que le parlement était rentré dans l'exercice de son autorité (1), mais ne lui disait pas un mot de notre marche vers Londres. Cela accrut sa méfiance.

Le 3 janvier nous arrivâmes à un village que je ne daignerai pas nommer; car j'y trouvai de pires logemens qu'à Coldstream. Moi et quelques

(1) « Cette nouvelle nous arriva, dit Gumble, au milieu d'une nuit extrêmement froide; il neigeait abondamment; quelques uns de nous, convoqués aussitôt, furent contraints de sortir de leur lit; et je suis persuadé qu'il n'en fallait pas davantage que ce petit dérangement pour nous faire regretter que le *rump* fût revenu au pouvoir. La lettre de l'orateur n'était que de six lignes, et aussi froide que la nuit qui nous l'apportait; il se félicitait de l'heureuse réintégration du parlement, et s'était borné, comme pour remplir la page, à mettre à la fin quelques remercîmens pour nous. » (*Vie de Monk*, par Gumble, pag. 196.)

(*Note de l'Editeur.*)

autres, après avoir brûlé tout le combustible de notre hôte, nous lui achetâmes ses vases vides pour en faire du feu, et nous bûmes ce qu'il y avait dans les vases pleins, et cela sans nous faire mal à la tête. Nous passâmes la nuit dans la meilleure chambre de la maison, c'est-à-dire sous le manteau de la cheminée. Le lendemain matin, quelque peu content que je fusse de ma nuit, notre hôte n'eut pas lieu de se plaindre de la manière dont elle s'était passée pour lui; car il sut que le général lui-même n'avait pas eu un aussi bon logement que celui qu'avait trouvé son chapelain dans la maison du ministre; en sorte qu'il avait été tenté de changer avec nous; mais je le laissai bel et bien dans le sien, car en y entrant avec lui je n'y avais trouvé ni feu, ni à boire, ni à manger. Cependant je fis mon devoir, ou au moins une partie de mon devoir, en l'accompagnant jusqu'à sa chambre, où il fallut arriver par une petite échelle, bien heureux de ne pas trouver pis. Pour mon confrère chapelain, il brûla son étape, et trouva le pâté de Noël et de la bière forte dans la maison d'un gentilhomme qui le reçut et les logea de très-bonne grâce, lui et sa compagnie, mais qui ensuite, le lendemain matin, témoigna plus d'affection pour Lambert que pour Monk. Dans l'intérêt de sa religion il n'avait pas tort.

Le 4, nous atteignîmes Morpeth, où M. Wil-

liam Man, porte-épée de la cité de Londres, vint nous trouver avec des adresses de la cité qui s'était de bonne heure révoltée contre le parlement. Le général lui donna des lettres à rapporter à Londres, et, pour plaire à son armée, il envoya avec lui M. Gumble au parlement (1). Les magistrats de Morpeth, soit par civilité ou pour expier le long séjour que Lambert avait fait parmi eux, peu importe, nous offrirent du vin et du sucre. Notre étape suivante fut à Durham, où le grand-shériff vint nous trouver. De Durham, le général envoya sir Joseph Douglas, à qui il avait précédemment rendu service, porter en Irlande des lettres importantes à sir Charles Coote. Douglas avait depuis long-temps contracté amitié avec le général en Écosse. Il venait souvent le visiter

(1) « A dater de cette époque, dit Gumble, le général commença à gouverner son armée d'une façon plus monarchique; il ne convoqua plus aucun conseil général d'officiers, ni d'autres assemblées analogues; il n'y avait plus, disait-il, de danger qui en fît une nécessité. C'était agir selon la maxime qu'il faut secouer le joug des gens dont on n'a plus besoin, ou, pour mieux dire, qui ont besoin de nous. La vraie raison du général était que ces assemblées publiques ne convenaient point à ses desseins qui avaient besoin d'être conduits avec le plus grand secret. Beaucoup de projets, dès qu'ils sont connus, deviennent impossibles à exécuter. » (*Vie de Monk*, par Gumble, pag. 202.)

(*Note de l'Editeur.*)

à Dalkeith, où il était reçu et traité gracieusement pendant plusieurs jours de suite. La mission que lui confia le général était, ce me semble, importante et dangereuse ; car Douglas était chargé de négocier avec Coote, pour engager les différens partis en Irlande à se réunir promptement pour demander un parlement libre, comme le moyen le plus efficace d'obtenir le redressement de leurs griefs. Douglas réussit, et le projet eut son effet, et même un peu trop tôt; car, précisément au moment où ils accouchaient de leur déclaration pour un parlement libre, ils apprirent avec inquiétude l'étonnante nouvelle que Monk avait forcé les portes de Londres. Il n'est pas temps encore de dire comment et pourquoi les conspirateurs qui venaient de se déclarer en Irlande contre l'autorité du parlement actuel, reprochèrent alors à Douglas de les avoir trahis; mais la poste suivante d'Angleterre leur apprit que Monk s'était aussi déclaré pour un parlement libre, et qu'ainsi tout était bien. Sir Joseph Douglas est bien connu à la cour, où il est, je crois, gentilhomme de la chambre.

Nous ne nous arrêtâmes plus jusqu'à York, où nous demeurâmes cinq jours, à cause du dimanche. M. Bowles nous fit un très-beau sermon dans la cathédrale. M. Bowles était le chapelain, le conseiller, l'agitateur de lord Fairfax, et traita avec le général de grandes et dangereuses af-

faires. Un soir, entre autres, il le retint si tard qu'en entrant dans sa chambre pour la prière, je le trouvai avec Bowles en conversation particulière. Le général m'ordonna de me retirer pour un moment, mais de ne pas me coucher. Un peu après minuit, Bowles s'en alla; en sorte que nos domestiques espéraient qu'on leur permettrait d'aller dormir; mais le général m'envoya chercher et leur ordonna d'attendre. Il me fit approcher tout près de lui, et me dit : « Que pensez-« vous de cela? M. Bowles m'a pressé très-vive-« ment de demeurer ici, et de me déclarer pour « le Roi. » Je tressaillis de la hardiesse d'une pareille proposition, et lui demandai s'il avait fait à Bowles une telle promesse. Il me répondit : « Non, vraiment, je n'ai rien promis; je n'ai en-« core rien promis. » Il était un peu embarrassé. Je ne l'étais pas moins que lui. Après un moment de silence, je lui dis qu'après la mort du fameux Gustave, roi de Suède, tué en Allemagne, je me souvenais d'avoir vu promener sa figure en cire avec celle de sa femme et de ses enfans, qu'on montrait pour deux sous. On racontait en même temps aux spectateurs l'histoire de sa vie, où j'avais remarqué ce fait, que, lorsque ce Roi entra en Allemagne, il dit : « que si sa chemise connais-« sait ses intentions, il se l'ôterait de dessus le « dos pour la brûler; » ce que je rapportai au général pour l'engager à dormir entre cette pro-

position et les murs de Londres; quand il y serait entré, ce que je ne doutais pas qui n'arrivât bientôt, il ouvrirait les yeux et examinerait ce qu'il avait à faire. J'appuyai mon avis de tout ce que je jugeai propre à le faire valoir.

Ce n'était pas seulement le général qu'on pressait de se déclarer en faveur du Roi. On s'adressa à quelques uns de ses officiers, leur promettant de grandes récompenses, et l'on prétend qu'il y en eut un qui ne voulut pas entendre à moins que d'être fait lord chancelier. C'est sir Edouard Hyde, depuis nommé à cette place au retour du Roi, qui l'a raconté au général et le général me l'a redit.

La veille du jour où commença cette grande intrigue, le lord Fairfax dîna avec le général en particulier dans sa chambre, et ce fut moi qu'on députa pour être traité par lui à la table publique, où, singulière magnificence, l'ordinaire était pour vingt personnes à une demi-couronne par tête. Le général, pour reconnaître la politesse de lord Fairfax, alla passer une journée et dîner avec lui à sa maison de campagne où il fut bien traité ainsi que sa suite, et il revint le même soir.

Nous reçûmes à York l'ordre du parlement de marcher vers Londres. Le général l'avait attendu plus tôt; et, pour reconnaître la confiance qu'on lui marquait, il frappa publiquement de sa canne

un officier qui avait dit, « ce Monk nous ramènera à la fin Charles Stuart, » et il ordonna à ses officiers d'en faire autant à ceux de leurs subordonnés qui se rendraient coupables d'une pareille offense.

Le parlement ne voyait pas sans inquiétude que Fairfax se fût déclaré si tard en sa faveur, et d'après cela, probablement, il ne se souciait pas que l'armée de Monk séjournât long-temps à York. C'est pourquoi, je suppose, le général ne voulut pas marcher vers le midi sans ordres; mais, si on l'eût renvoyé vers le nord, peut-être aurait-il disputé. Cependant, supposé qu'il eût cédé aux craintes qu'il avait sur l'armée d'Angleterre, et qu'il eût appréhendé que son séjour à York ne donnât contre lui des avantages plus grands que ceux qu'il pouvait se proposer en y demeurant, peut-être se serait-il soumis au parlement jusqu'à consentir à retourner sur ses pas; mais alors son armée aurait amèrement ressenti cet outrage et la méfiance qu'on lui témoignait en la renvoyant en Écosse; il aurait pu tirer parti de son ressentiment, car les royaumes d'Écosse et d'Irlande auraient été entièrement à sa dévotion, et les secours qu'il en aurait reçus, avec une nouvelle organisation donnée à son armée, auraient pu, au moyen des mécontentemens qui croissaient journellement en Angleterre, lui donner la facilité de causer de terribles embarras au gouver-

ment, surtout dans un moment où le parlement n'osait plus se fier à son armée d'Angleterre. Mais l'ordre de marcher en avant dissipa toute ombre de soupçon, et l'auditeur Thompson de Londres, qui nous avait trouvés à York, fut, durant tout le reste de la marche, traité par le général comme un de ses conseillers.

Nous laissâmes à York le régiment du colonel Fairfax, et le major-général Morgan fut renvoyé en Écosse avec ses deux régimens d'infanterie et de cavalerie pour assurer la tranquillité de ce royaume. D'York nous ne nous arrêtâmes pas jusqu'à Nottingham.

Le docteur Clargis y vint au devant de nous; M. Gumble était revenu de Londres nous joindre à la couchée précédente à Mansfield.

Le général fit halte à Nottingham pour laisser à l'arrière garde de l'armée le temps de nous rejoindre, et ses conseillers eurent tout le loisir de discuter. Parmi divers autres projets on proposa de signer l'engagement d'obéir au parlement en toutes choses, excepté le rappel de Charles Stuart. On repoussa adroitement cette proposition, en disant que ce serait tomber dans la même erreur que l'armée anglaise, et nous rendre juges et par conséquent maîtres des actions du parlement; car, toutes les fois qu'il ferait quelque chose qui nous déplairait, nous n'aurions qu'à soutenir que cela tendait au rappel de Charles

Stuart, et ainsi nous nous ferions notre part à nous-mêmes. La chose fut donc écartée; ce qui put y contribuer, c'est que les commissaires du parlement devaient nous rejoindre à la couchée suivante, qui était celle de Leicester. Cependant, pour éloigner tout soupçon, le général consentit à ce qu'on écrivît en son nom à ses compatriotes de l'ouest une lettre contenant beaucoup d'argumens destinés à prouver l'impossibilité du retour du Roi et une protestation du général contre ce retour; car il avait appris, à ce qu'il paraît, les espérances que fondaient sur lui les gentilshommes de l'ouest.

En entrant dans la ville de Leicester, nous y trouvâmes la brigade irlandaise rangée en bataille par le colonel Redman et le colonel Bret, que le général reçut très-bien, car ils étaient ses amis sincères. Ses amis prétendus, M. Scott et M. Robinson, commissaires du parlement, étaient alors avec nous (1). De Leicester, nous allâmes

(1) « Quoique ces deux commissaires, dit Gumble, fussent venus pour suivre le général partout, après l'avoir remercié de ses services, leur envoi était, au fond, l'œuvre des amis mêmes du général; ils étaient convenus avec le dernier messager qu'il avait envoyé à Londres (Gumble lui-même), qu'ils se débarrasseraient ainsi de ces deux hommes qui les gênaient dans la chambre, afin de pouvoir faire voter et publier une déclaration favorable au maintien des lois établies et du clergé presbytérien; ce qui eut lieu en effet. »

coucher le jour suivant à Harborough où plusieurs citoyens de Londres attendaient l'arrivée du général. Ils se plaignirent de griefs dont il n'osa pas leur promettre le redressement; car il ne se permettait alors de rien dire et de rien entendre que par l'organe de Scott et Robinson, conseillers d'État, qui avaient prêté le serment d'abjuration contre la famille du Roi. Ce fut pour lui une tâche moins rude cependant qu'elle ne l'aurait été pour beaucoup d'autres; car il n'aimait jamais à parler beaucoup et ne faisait nul cas de ceux qui avaient ce penchant. Aussi leur répondit-il en peu de mots et d'un ton très-circonspect, se rejetant sur son obéissance envers ses supérieurs (1). A la vérité, ce que ses paroles

Ce fut là le premier pas vers la modération, et un grand sujet d'alarme pour les fanatiques qui virent que l'armée d'Écosse ne prendrait pas sous sa protection leurs erreurs et leurs folies. » (*Vie de Monk*, par Gumble, pag. 224.)

(*Note de l'Éditeur.*)

(1) « Le général, dit Gumble, charma si bien, par sa modestie et sa réserve, les deux commissaires du parlement, qu'ils ne se méfièrent plus des adresses qui lui arrivaient de toutes part et le regardèrent comme un homme tout-à-fait à eux. Les officiers, qui comprenaient à merveille les intentions de leur général, rivalisèrent avec lui de soin et de politesse; la voiture des commissaires ne passait jamais auprès d'un régiment en marche qu'aussitôt il ne fît halte et ne leur rendît les mêmes honneurs qu'à un généralissime.

ne promettaient pas, sa contenance semblait le promettre; mais ces citoyens étaient venus remplis de l'espérance d'une réception plus affectueuse, car il leur avait écrit d'Écosse une lettre pour leur demander leur secours. D'autres, au reste, avant qu'ils ne retournassent à Londres, prirent soin d'empêcher qu'ils ne désespérassent de lui.

De là jusqu'à Barnet, Scott et Robinson logèrent toujours dans la même auberge que le général, afin d'être présens pour répondre aux adresses des gens de campagne. Mais les plus fameuses furent celles de Northampton et de Saint-Albans.

Ce que demandaient en général, soit la cité, soit les gens de la campagne, c'était un parlement libre et complet, ou bien le rappel des membres expulsés de celui-ci. On remarqua que ceux qui faisaient ces requêtes, n'avaient jamais compté parmi les cavaliers, nom dont on se servait pour distinguer le parti du Roi, en sorte qu'ils n'excitaient aucun soupçon chez les officiers qui voyaient bien quelle était l'opinion du pays. Les

---

Tout cela leur plaisait fort, car ils étaient passablement vains. Aussi ne manquèrent-ils pas d'édifier leurs amis de Londres par le récit de l'excellente discipline et de la parfaite soumission de l'armée d'Écosse. » (*Vie de Monk*, par Gumble, pag. 225.) (*Note de l'Editeur*.)

gens témoins de la présentation de ces adresses, auraient pu dire que Monk était le Jupiter, et que Scott et Robinson faisaient, à eux deux, Mercure, car ils parlaient seuls et répondaient à tous. Les réponses du général se bornaient à un signe de tête, à un froncement de sourcil; et quand le discours était long, il se frottait le front. Mais à Saint-Albans, après que sir Richard Temple eut parlé bien et long-temps, Scott se tranforma tout d'un coup en Mars, et dit qu'il reprendrait l'épée, tout vieux qu'il était, plutôt que de souffrir qu'on accordât des choses pareilles à celles qu'on venait de demander.

Le 28 nous arrivâmes à Saint-Albans, ce qui fut notre dernière station, et de là, sans consulter Scott et Robinson, le colonel Lidcot fut envoyé à l'orateur pour demander que les régimens qui servaient de garde au parlement fussent dispersés dans différens cantonnemens; ce qu'on obtint avec quelques difficultés, bien que le parlement n'eût aucune raison de se méfier du général, car la totalité de l'armée avec laquelle il devait entrer dans la ville était un peu moins nombreuse que les troupes qui devaient en sortir; et il avait laissé derrière lui quatre régimens de cette portion de son armée alors en marche; ces régimens étaient encore fort loin. D'ailleurs, le parlement avait eu une nouvelle preuve de l'esprit remuant de ces soldats d'Angleterre, et devait nécessairement supposer que ceux d'Ecosse étaient d'un caractère

fort différent. Au fait, il ne pouvait pas faire moins pour ceux qui l'avaient rétabli et avaient entrepris dans son intérêt une si longue marche, que de les prendre pour ses gardes, d'autant qu'en si petit nombre, ils ne pouvaient opérer un changement considérable. De plus, une fois à Londres, ils ne demeurèrent pas sous le seul commandement de Monk; car l'armée fut gouvernée par sept commissaires, et Haslerig trouva très-mauvais que le général portât un autre titre que celui de *commissaire Monk*.

A Saint-Albans, outre les adresses présentées par la noblesse du comté, au sujet des affaires publiques, le général eut à recevoir de nombreuses visites; ce qui déplut beaucoup à nos honorables espions, Scott et Robinson, obligés de sortir quelquefois, soit par civilité, soit pour vaquer à leurs propres affaires. Mais leur appartement n'était séparé de celui du général que par une simple porte, dans laquelle ils trouvèrent ou firent un trou pour voir et entendre : le général s'en aperçut, et s'en plaignit à moi avec une sorte d'indignation méprisante.

Nous passâmes à Saint-Albans un jour qui fut employé en prières extraordinaires à l'église : c'était un jour de jeûne; et le fameux Hugh Peters, M. Lee de Hatfield et un autre firent le service de ce jour. Peters nous donna par-dessus une longue prière le soir, au quartier du général. Quant à

son sermon, il y mit d'abord quelque adresse, abstraction faite du jargon ordinaire de la secte. Il prit pour texte ces paroles du psaume 107, vers. 7 : *Il les a conduits par le droit chemin, afin qu'ils arrivassent à la cité où ils devaient demeurer.* Il nous traça avec son doigt, sur le coussin placé devant lui, le chemin qui conduisait de la mer Rouge au pays de Chanaan, à travers le désert. Il nous dit qu'il n'y avait pas quarante jours de marche, mais que Dieu avait fait errer les Israélites quarante ans avant d'y arriver; cependant c'était toujours le droit chemin du Seigneur; c'était lui qui avait conduit son peuple de çà et de là. Il entra ensuite dans le détail de la vie des patriarches, nous montrant comment ils avaient erré en tous sens, malgré les promesses de bonheur et de repos qui leur avaient été faites. Il repassa ensuite sur nos guerres civiles, les intervalles de paix dont nous avions joui, les troubles nouveaux qui les avaient suivis, et les espérances de repos que nous pouvions avoir. Mais, quoique le peuple du Seigneur ne fût pas encore arrivé à la cité qu'il devait habiter, le Seigneur le conduisait toujours par le droit chemin, quelque obscures que ses voies pussent paraître à nos yeux. Il me parut, en finissant, prêcher son sermon funéraire, car je me croyais déjà de l'autre côté du nuage. Ainsi finirent mes petites remarques sur lui et son service du jour.

On a observé, dans ce temps-là, que les jours de jeûne d'une armée étaient ordinairement les avant-coureurs de quelque bouleversement solennel, et donnaient beaucoup d'inquiétude aux gouvernans dont cette classe de sujets n'était pas disposée à reconnaître la suprématie en matière de doctrine religieuse; car les soldats, ces jours-là, ne faisaient pas scrupule de s'assembler pour chercher le Seigneur sans l'ordre de leurs chefs. Et, au fait, ils savaient si bien de quel côté le trouver qu'ils ne le cherchaient jamais en vain.

Le mois de février était commencé. Le 2, le général marcha, sans se presser, à Barnet. Il s'y sépara des hôtes qu'il avait gardés si long-temps, Scott et Robinson, et il prit des logemens à part pour lui et sa suite, en sorte que nous fûmes beaucoup mieux. Il y eut là beaucoup d'affaires faites; on distribua des ordres pour notre entrée à Londres le lendemain, et pour prévenir les soldats de se conduire civilement dans leurs logemens, et de ne rien prendre sans payer, car nous avions encore de l'argent; mais, vers minuit, Scott reçut de Westminster une lettre qui l'effraya. On lui disait que les soldats de l'armée anglaise, au moment de quitter leurs logemens, s'étaient vivement mutinés, et qu'il y avait à craindre qu'ils ne se joignissent aux apprentifs qui criaient dans les rues pour demander un parlement libre. Scott

pressa donc ardemment le général, ou plutôt le requit, en vertu de son autorité, de faire battre le tambour et de marcher sur Londres. Le costume de Scott, qui nous était venu trouver en robe de chambre, en bonnet de nuit et en pantoufles, aurait pu nous faire penser, en effet, que le danger était imminent; mais le général lui dit avec calme : « Je réponds qu'il n'y aura rien cette « nuit, et j'y serai demain matin d'assez bonne « heure pour prévenir tout malheur. » Cependant il consentît à ce qu'on envoyât un messager pour s'informer de ce qui se passait, et nous en rapporter des nouvelles. Il y avait eu, en effet, du bruit; mais tout avait été bientôt apaisé, et les soldats quittaient la ville au moment où notre messager y entra. Nous pensâmes que cette proposition de marcher si promptement sur Londres avait été combinée par Scott pour que les soldats des deux armées se mêlassent, et que ceux du général fussent ainsi moins à sa dévotion.

Le lendemain, avant d'arriver à Highgate, le général rangea ses troupes, qui consistaient en quatre régimens d'infanterie et trois de cavalerie, en tout cinq mille huit cents hommes, en comptant mille hommes pour chaque régiment d'infanterie, et six cents pour chaque régiment de cavalerie, sans les officiers. Nous entrâmes dans la ville par la rue de Gray's-Inn; les cloches sonnaient sur notre passage; nous nous arrêtâmes

au greffe, devant la porte de l'orateur. Il n'était pas encore revenu de la chambre; mais nous le rencontrâmes dans le Strand, à l'entrée de la rue. Le général descendit de cheval, et harangua en soldat, à sa manière, ce représentant de la souveraineté, car il avait la masse dans sa voiture. Nous nous rendîmes ensuite à Whitehall. Le général fut logé dans l'appartement du prince de Galles; et tous ses domestiques furent logés d'une façon analogue. Notre sommelier, sir Ralph Mort, m'avait promis, à Holyrood-House, en Ecosse, de me régaler à Whitehall d'une bouteille de vin, le jour de la Chandeleur; il se souvint alors de sa promesse et de sa prédiction, et m'en donna une, mais seulement le lendemain. C'était un joyeux compagnon, qu'un jour à son souper, à Oxford, le feu roi avait, en plaisantant, armé chevalier avec un couteau de table, sur le récit que lui avait fait Mort des dangers qu'il avait courus en venant apporter des nouvelles de Newark. Nous en avions dans la maison plusieurs de cette sorte qui avaient servi dans les armées de Charles Ier. Nous demeurâmes en repos le samedi et le dimanche, jours des deux sabbats, juif et chrétien. Nous étions dans un nouveau pays, et voulions plaire à tout le monde.

Le dimanche, le général reçut en secret un avis inquiétant. Un des fils du secrétaire de Scott qui logeait chez un M. Sturdy, dans Russel-Street,

avait, à ce qu'il paraît, tant de confiance en son hôte, bien que celui-ci fût catholique romain, qu'il lui révéla un grand secret; savoir, que sous peu de jours, non-seulement on ôterait à Monk le commandement de l'armée, mais qu'on l'enverrait à la Tour, et que son procès lui serait fait pour crime capital; on ne doutait pas qu'on ne pût prouver contre lui des choses capables de lui faire sauter la tête de dessus ses larges épaules. Sturdy vint le matin de très-bonne heure trouver le capitaine Morrice, honnête cavalier de sa connaissance, et lui rendit le discours du fils de Scott, sur quoi Morrice conduisit ce Sturdy à M. Kendall et à M. James Muddifford, parens du général, et ils le menèrent avec eux à Whitehall. Le général ajouta tant de foi à ce rapport que, quelque temps après, Sturdy entra dans les gardes. Le capitaine Morrice, très-connu dans la cité, peut attester la vérité de ces faits. Le lundi, le général fut admis dans la chambre, en présence de ses maîtres; il en reçut, par l'organe de l'orateur, des remercîmens solennels et leur rendit les siens; mais il prit sur lui de leur rappeler plusieurs choses qu'il jugeait utiles au bien public, ce qui déplut à quelques uns d'entre eux, particulièrement à Scott et à Robinson, qui glosèrent là-dessus et prétendirent qu'il voulait imposer son opinion à la chambre. Cependant on passa la

chose et on aima mieux y voir la preuve d'une affection zélée pour le service du parlement, qu'un témoignage de blâme sur sa conduite. Le général fut donc invité à prendre place parmi les conseillers d'État, en tête desquels il avait été nommé lors de la nouvelle formation de ce conseil; mais tout conseiller d'État devait alors, par ordre du parlement, rejeter solennellement, et par serment, les titres et les prétentions de Charles Stuart et de toute la postérité du roi Jacques, et devait se déclarer de même contre tout individu qui voudrait prétendre à la souveraineté sur les trois nations.

La chose avait été déjà proposée à Monk par ceux qui avaient soutenu ces mesures; ils se fondaient sur la nécessité d'un pareil acte, en disant qu'il était grand temps que le parlement connût son propre parti et sût enfin à qui il pouvait réellement se fier, car il avait éprouvé déjà de grandes défections. Le général n'était pas demeuré sans réponse, et s'était ainsi donné un moyen de traîner en longueur. Il disait qu'il n'avait vu jusqu'alors résulter aucun bien de tous ces sermens, puisque ceux qui les prêtaient ne se faisaient aucun scrupule de les violer. Il donna pour exemple le covenant et l'engagement, et fit remarquer, d'ailleurs, que, parmi ceux qui venaient d'être nommés conseillers d'État, il y en avait sept, sans le compter, qui n'avaient pas encore abjuré;

il ne savait pas d'ailleurs à quel point un pareil serment pourrait plaire à son armée, très-délicate en ce genre. Au fait, j'en connaissais dans l'armée quelques uns qui, bien qu'ils ne fussent pas partisans de la monarchie, regardaient comme illégitime tout serment contre la providence de Dieu. Cependant, pour montrer au parlement qu'on n'avait aucun motif de les soupçonner, lui ou son armée, il demanda qu'on mît à l'épreuve leur commune fidélité et obéissance; faisant remarquer que, si l'on s'apercevait qu'il désobéît aux ordres du parlement, ou refusât de s'y soumettre, il était absolument au pouvoir de la chambre, car l'armée qu'il amenait avec lui n'était pas suffisante pour les inquiéter, puisqu'il avait renvoyé en Écosse une grande partie de ses troupes, aussitôt qu'il avait appris le rétablissement du parlement.

Ses actions, au fait, n'avaient pas été jusqu'alors de nature à inspirer la moindre défiance au parlement ni au conseil d'État; elles devaient plutôt les disposer à compter sur son attachement: non-seulement il avait renvoyé une grande partie de son armée aussitôt après le rétablissement du parlement, mais il avait même soutenu sa cause avec opiniâtreté; car, lors des négociations proposées entre les deux armées, dans la discussion qu'il y eut en Écosse sur les points à négocier, ce fut avec une grande difficulté qu'il

consentit à la convocation d'un autre parlement; et lorsqu'il y eut consenti, il recommanda à ses commissaires de tenir extrêmement secrète cette complaisance de sa part, et d'essayer toutes les voies d'accommodement avant d'en venir à la déclarer. Ce motif entra autant qu'aucun autre dans les raisons qui lui firent refuser l'accommodement, et il dépouilla le colonel Wilks de son emploi, pour avoir fait connaître inutilement cette partie de ses instructions. C'était pour le parlement du 11 octobre qu'il s'était fermement déclaré, et non pour aucun autre; et, à vrai dire, aucun autre n'aurait si bien fait son affaire, car celui-ci était devenu odieux à la nation. Mais les craintes et les méfiances protestent *contra factum*. D'ailleurs l'attente populaire, en Angleterre, était bien faite pour donner lieu à ces méfiances, et la conduite du parti royaliste au dehors ne laissait pas d'y ajouter, car l'adversité s'attache à un brin d'herbe.

Dans ce temps-là, un homme, dont je connaissais mieux les malheurs que je n'étais connu de lui, vint me trouver et me dit en grand secret les espérances que l'on concevait, outre-mer, de la conduite de Monk, et il me demanda de lui en donner aussi quelques unes; mais je le renvoyai mécontent. Le général, en marchant sans ordre, pouvait bien avoir d'abord excité quelques méfiances; mais sa marche avait été bientôt autorisée

et légitimée par l'arrivée des ordres et des commissaires de ce que nous étions obligés d'appeler un parlement.

L'affaire du général était alors de venir à bout des soupçons de Scott. Il le connaissait pour son ennemi, et savait qu'il avait comploté sa ruine. Scott, durant la marche, s'était plaint très-souvent des mauvaises intentions de la cité de Londres : l'envoi des commissaires de la cité suffisait bien pour donner lieu à ses plaintes ; mais le général l'avait rassuré en lui faisant entendre que le parlement n'avait rien à craindre de ce côté, tant qu'il aurait une armée à lui, et il lui avait promis, à ce qu'il paraît, d'obliger, en cas de besoin, la cité à baisser de ton. Le moment était pressant, car le lord-maire, les aldermen et le conseil commun venaient de voter publiquement « qu'ils ne paieraient plus ni taxe, ni contribution, « jusqu'à ce que le parlement eût été completté « au moyen de représentans légalement élus. » Jusque-là le gouvernement avait bien été troublé par quelques tumultes populaires ; mais maintenant c'était les autorités de la cité toute entière qui entraient en rébellion contre les gens de Westminster, et je puis dire, sans crainte de me tromper, que la présence du général, dans les faubourgs et à Westminster, avec la seule armée d'Écosse, était ce qui les avait engagés à choisir ce moment. Ils avaient fondé de grandes espérances sur

le général, depuis le moment où plusieurs notables citoyens nous étaient venus visiter à Saint-Albans et à Barnet. Plusieurs de nos officiers avaient des parens et des amis dans la cité; et les citoyens de Londres ne remportaient jamais en nous quittant des nouvelles propres à les désespérer. Quelques uns même prenaient plus d'espérance que nous ne leur en donnions; leur affection pour le pays suppléait à l'insuffisance de nos promesses. Ainsi donc la plupart d'entre eux espéraient beaucoup de Monk et de son armée, et aucun n'en voulait désespérer.

Le mardi soir, le général fut retenu au conseil d'État jusque passé deux heures du matin. Comme il n'en était pas encore membre, parce qu'il n'avait pas abjuré, cela fit naître parmi ses amis et ses domestiques, la crainte que le conseil n'eût formé contre lui quelque mauvais dessein; et quelques uns se disaient à l'oreille qu'on projetait de l'envoyer à la Tour. Pour dire la vérité, le conseil aurait pu, sans qu'on l'accusât d'une méfiance exagérée, soupçonner que la cité ne se serait pas montrée si hardie, si elle n'eût reçu de Monk quelque encouragement secret.

Mais la supériorité de sa prudence trompa la cité, le conseil d'Etat, ses amis et tout le monde; car il accepta les ordres qui lui furent donnés, et les exécuta le lendemain. Il entra dans la cité, et, après avoir placé son quartier-général pour

sa propre sûreté, il distribua le reste de sa petite armée en différens postes auxquels il ordonna de jeter bas les portes de la cité, de briser les herses, d'enlever les poteaux et les chaînes, tandis que dans le même temps, conformément à ses ordres, il se faisait amener et envoyait en prison les membres les plus mécontens et les plus audacieux du conseil commun.

C'est à Dieu seul qu'il appartient de changer les temps et les circonstances, d'élever et d'abaisser les rois et les gouvernemens. Ce fut là réellement la crise fatale qui changea si promptement la face des choses et rendit la révolution si rapide, car jamais les soldats n'obéirent avec tant de regret à leur général; ils obéirent, mais en insultant ceux qui avaient donné de tels ordres à leurs chefs. Il était tout-à-fait amusant de voir le mélange de colère et de plaisanterie avec lequel ils exécutaient cette odieuse et sotte mission. Celui qui aurait observé un pareil tableau, et pourrait le rendre avec vivacité, aurait de quoi en faire une comédie. Telle était la disposition du soldat; mais les officiers les plus considérables vinrent, dans le dernier mécontentement, offrir leur démission au général; quant à lui, il demeurait sombre, mâchait ses feuilles de tabac, et je m'aperçus qu'il était plus mécontent des espions qui l'entouraient, comme le colonel Alured et quelques autres, que de l'œuvre dont il était

chargé. Ses amis le quittèrent confondus, sans oser lui dire une parole. Pour moi, je fus, non-seulement étonné, comme les autres, mais je me repentis intérieurement de ce que je lui avais dit à York, et pensai qu'il aurait été alors de son honneur, autant que de sa sûreté, de songer à l'avertissement que je lui avais donné une autre fois, de ne pas se laisser enlever la partie.

Mais, en fussions-nous venus aux mains avec Lambert, aucune chance de guerre n'aurait pu attacher aussi sûrement à Monk son armée; car le parlement nous devint un objet d'aversion, à nous qui l'avions rétabli. J'ai beaucoup de raison de croire que ce fut une combinaison de sa façon, et, en ce cas, un chef-d'œuvre d'habileté. Scott a positivement attesté au colonel Wetham que Monk s'était offert de lui-même à exécuter cette action odieuse, et que le conseil d'Etat ne l'eût pas entreprise, si lui, Scott, n'eût assuré que Monk s'en chargerait. Ce fut ainsi que Scott s'excusa auprès de Wetham, qui regardait cette imprudence comme la cause du changement de gouvernement. Scott avait certainement alors peu de raisons de dissimuler, n'ayant plus rien à espérer ni pour sa cause, ni pour sa vie; car il avait été un des juges de son souverain. Je tiens ce fait du docteur Barrow, juge avocat de l'armée et des gardes de Sa Majesté, gentilhomme qui a bien mérité du général par sa prudence et son inté-

grité, lui ayant rendu de grands services depuis le moment où il se déclara contre l'armée de Lambert. Moi-même, peu de temps après, je demandai modestement au général comment il s'était engagé à rendre au parlement ce détestable service; il me répondit gaîment : « C'est un tour auquel vous « n'aviez pas pensé, et je vous assure que sans « cela je n'aurais pas fait mon affaire sitôt, peut-« être pas du tout. »

J'avouai que sa sagesse m'avait tout-à-fait dérouté, car j'avais d'abord pensé qu'il planterait ses drapeaux au dedans des murs de Londres. A la vérité, cependant, il lui était aisé de prévoir qu'à son arrivée la cité éclaterait en mécontentemens; car on le regardait comme un ami de la liberté de son pays, et on jugeait, par conséquent, qu'il ne serait pas l'appui d'un pouvoir non-seulement usurpé, mais méprisable et ridicule; c'était un grand dégoût pour le public de voir les restes d'une chambre des communes légalement dissoute, donner des lois à leurs concitoyens, et se soutenir par le secours d'une armée dont les chefs les appelaient, les chassaient et les rétablissaient à leur plaisir. Je savais aussi que le général saisirait la première occasion qui lui serait offerte contre les gens de Westminster, et il était impossible que les occasions ne s'offrissent pas; car le parlement aspirait à la confiscation des biens de tous les gentilshommes

qui étaient entrés dans la conspiration de Booth. Le général ne pouvait en honneur les laisser périr, ayant lui-même pris part à l'entreprise. Il n'était pas d'ailleurs sans crainte qu'on ne trouvât moyen de prouver la chose contre lui. De plus, son pouvoir ne pouvait durer long-temps, et il en aurait bientôt vu la fin, ne fût-ce que par le fait des commissaires qui lui étaient adjoints dans le gouvernement de l'armée, et qui tous étaient liés d'intérêt avec le parlement.

Le vendredi 10 févier, le général revint de la cité à Whitehall, et son armée reprit ses quartiers dans les faubourgs et à Westminster. Quelques membres du conseil d'État en témoignèrent leur mécontentement et dirent qu'il était revenu sans ordre. Au fait, il était revenu contre leurs ordres, car il devait les attendre à Londres, où ils avaient encore de l'ouvrage à lui donner. C'est ainsi que le parlement voulait récompenser la cité des secours qu'il en avait reçus contre le feu Roi.

A cette époque, les anabaptistes et tous les sectaires qui, au dedans et au dehors de la ville, redoutaient la paix et la convocation d'un parlement national, reprirent courage, en voyant qu'on avait abattu les portes de la cité, et remontrèrent au parlement qu'il n'était pas convenable qu'on pût occuper aucun office civil ou militaire, sans avoir abjuré Charles Stuart, son titre et sa

famille. C'était une manœuvre de quelques uns des abjureurs du conseil d'État, qui voulaient par là donner quelque appui à leur parti, très-réduit en nombre et presque tombé dans le mépris. S'ils étaient parvenus à faire faire plusieurs pétitions de cette nature, je ne doute pas que le conseil d'État n'eût fini par donner une poussée au parlement lui-même, comme traître à sa mission et composé de rebelles assez lâches pour n'avoir pas abjuré les héritiers de la couronne. Il ne leur aurait pas été difficile, par ce moyen, de s'emparer de la souveraineté, si Monk eût été en réalité autant de leurs amis qu'il se montrait en apparence zélé à les servir et à exécuter leurs ordres odieux.

Ces sectaires, dans leurs pétitions, flattaient grossièrement le parlement qu'ils exaltaient pour ses glorieuses actions. C'étaient les mêmes qui, peu de semaines auparavant, avaient été les confidens de Lambert et les ennemis du parlement. Nous avions remarqué aussi, pendant le peu de temps qui s'était passé depuis notre arrivée dans la ville, que le parlement commençait à encourager ceux de l'armée anglaise qui s'étaient montrés les plus opposés à lui. Ludlow siégeait dans la chambre, bien qu'accusé de trahison par les officiers irlandais, et on disait que quelques uns de ses membres étaient en correspondance avec Lambert lui-même. Nos officiers voyaient dans

ces démarches une preuve de méfiance contre eux et contre leur général, eux qui avaient rétabli l'autorité du parlement, et au jour de l'épreuve s'étaient montrés ses plus fidèles serviteurs. Les militaires ne sont pas ordinairement du nombre de ces hommes habiles qui savent dissimuler les injures, et quelques uns d'entre eux étaient assez justes envers leur pays pour trouver qu'il ne valait pas la peine de les payer, s'ils ne servaient qu'à maintenir la tyrannie arbitraire d'un petit nombre d'hommes contre le gré de toute la nation. Les plus hardis vinrent trouver le général pour lui représenter avec respect, mais avec liberté, l'état des choses et la nécessité d'y porter promptement remède. Le général était trop sage pour laisser échapper une pareille occasion. Cependant il sembla leur demander du temps pour délibérer; mais ils répondirent avec chaleur que si l'on ne s'empressait de protester de quelque manière, il serait bientôt perdu, et eux avec lui; et qu'il le serait le premier, parce qu'il avait, dans le conseil d'État et dans le parlement, plus d'ennemis qu'il ne le supposait; car, bien qu'il eût exécuté leurs ordres contre la cité, et se fût, par là, attiré la haine d'un peuple libre, cependant le mode d'exécution l'avait rendu suspect à ceux qui l'avaient employé.

Le général céda, à la fin, à leurs craintes et à

leurs conseils. Ce qui le détermina surtout, c'est qu'il était assuré de la Tour de Londres. Le colonel Morley, lieutenant de la Tour, était venu lui offrir de la lui remettre. Ce fut dans la cité qu'il lui fit cette offre. Ce noble colonel y avait été porté par la compassion que lui inspira la consternation de ses concitoyens, lors de l'exécution des ordres du parlement, et parce qu'il prévit quelle influence cette mesure pourrait avoir sur le pays. On discuta donc très-secrètement le projet d'adresser, le lendemain, une lettre au parlement, et la chose fut convenue. On envoya, tard dans la soirée, des ordres à nos officiers pour qu'ils eussent à se rendre de bonne heure le lendemain chez le général. Lorsqu'ils y furent arrivés, le motif du rendez-vous leur fut exposé par ceux qui s'étaient occupés, dans la nuit, à rédiger et mettre au net la lettre qu'on devait envoyer au parlement. On leur demanda, en présence du général, leur assentiment à cette lettre; il la signa le premier, et les autres, selon leur rang, y apposèrent leur signature après lui. La teneur de la lettre était très-péremptoire; elle portait qu'il fallait que, le vendredi suivant, le parlement envoyât des writs pour faire nommer aux places vacantes dans la chambre, et que, lorsque cela serait fait, il fixerait le terme de sa session et ferait place à un autre parlement.

La guerre fut donc déclarée entre l'armée d'Écosse et le parlement. Lorsqu'auparavant Cromwell et Lambert avaient chassé de Westminster le peu qui restait encore de la chambre des communes, ils ne firent que suspendre l'exercice de leur pouvoir, que ceux-ci eurent le bonheur de retrouver. Ensuite, ceux de leurs serviteurs qui l'avaient usurpé sur eux, soutenaient le même intérêt qu'eux, et gouvernaient par la force d'une armée qui protégeait la vie et la fortune de ces derniers parlementaires. Tous étant également coupables, aucun d'eux n'avait été recherché pour ce qu'il avait fait; ils avaient continué de jouir de la paix et de la liberté de sujets, même après que leur propre imprudence et l'inquiète ambition des chefs de l'armée leur eurent fait perdre la souveraineté. Mais cette lettre-ci les forçait à se faire justice de leurs propres mains, dans l'enceinte de leur domination; car c'était, en bon anglais, le leur demander que de les obliger à compléter la chambre de membres nouvellement élus par le pays. Dans un moment où il ne restait pas un village qui ne fût enragé contre eux, ils étaient bien sûrs qu'ils seraient chassés de la chambre, et par conséquent exposés à des recherches.

Le général envoya cette lettre à la chambre par deux colonels, Clobery et Lidcot, et, sans attendre la réponse, se mit à la tête de son armée,

Il marcha sur Finsbury-Fields, et de là envoya demander au lord-maire de Londres des logemens dans la cité pour ses soldats. Nos quartiers-maîtres n'avaient pas reçu l'ordre de divulguer la rupture survenue entre notre armée et le parlement, en sorte qu'ils trouvèrent le lord-maire un peu étonné de ce message; mais il connut bientôt après les motifs de notre arrivée, car on en avait informé d'avance quelques citoyens. Aussitôt que le général eut quitté Whitehall, je me rendis dans la cité, et ne sachant pas où il logerait cette nuit-là, j'allai *aux Trois Tonneaux*, taverne située devant Guildhall, où le général avait logé deux nuits. J'entrai dans la taverne avec un domestique et un porte-manteau, et demandai une chambre. Je n'y fus pas plutôt entré que je fus suivi d'un présent de vin, envoyé par quelques citoyens qui me demandaient la permission de venir boire avec moi le coup du matin. J'acceptai leur politesse; mais, en retour de leur vin et de leur société, ils voulurent que je leur disse des nouvelles. Ils me demandèrent ce que signifiait mon retour dans la cité. Je leur dis sans détour que nous n'étions plus les mêmes gens que deux jours auparavant, et qu'ils s'en apercevraient bien avant la nuit, en recevant pleine satisfaction des injures qui leur avaient été faites. Ces braves gens furent transportés de joie et me laissèrent là, moi et leur vin,

pour courir répandre ces bonnes nouvelles dans la ville.

M. William Stanley, honorable citoyen, demeura plus long-temps et m'invita à dîner chez lui. Il eut même l'obligeance de me loger pendant tout le séjour que fit le général dans la cité, sa maison étant près du quartier-général. Je rapporte ceci en reconnaissance de son hospitalité.

Le général entra tard dans la cité, et son armée y entra plus tard encore, parce qu'on attendait le retour des messagers envoyés au lord-maire pour lui demander des logemens. Ils y furent reçus comme les restaurateurs de la liberté de leur pays. Les cloches, les feux de joie, le vin et l'argent, répandus parmi nos soldats, attestèrent la joie des citoyens; c'était le samedi, 11 février, soirée renommée pour le brûlement du *Rump*. C'était là le nom qu'avaient donné les jeunes gens à ce prétendu parlement, dont ils détestaient le pouvoir si long-temps usurpé. Les bouchers trouvèrent une prompte défaite des quartiers de derrière de leurs bêtes, et plus d'un fut cuit sans cuisinier.

Le parlement discuta, en secret, la lettre qui lui avait été envoyée, et, dissimulant avec sagesse l'insolence de Monk et de ses officiers qui lui prescrivaient des règles de conduite, il les remercia

de se joindre à lui dans leur sollicitude pour le bien de la république. Il les assura, de plus, qu'il s'occupait de la convocation d'un nouveau parlement. Scott, Robinson et quelques autres vinrent, dans la soirée, apporter ce message au général, dans la cité. Ils ajoutèrent que le conseil d'État lui demandait, pour sa sûreté, de retourner à Whitehall, disant que, si lui et son armée voulaient revenir dans leurs anciens quartiers, comme il se trouverait plus près du conseil, il ne lui en serait que plus aisé de se convaincre de la droiture de leurs procédés; mais on craignait, dirent les commissaires, qu'en demeurant dans la cité, l'armée ne fût détournée de sa fidélité au parlement, car ils regardaient les citoyens de Londres comme ennemis du gouvernement. Le général ne répondit autre chose, si ce n'est: « Si « le parlement veut faire ce que je demande « dans ma lettre, il n'a rien à craindre, tout ira « bien. »

Quand on sut que Scott et Robinson étaient venus trouver le général, cela causa une telle alarme parmi les apprentis, alors répandus dans les rues, qu'on chercha ces commissaires avec autant de soin qu'avaient été cherchés les espions dans Jéricho. Le général était alors à la taverne de la *Tête du Taureau*, dans Cheapside; les rues étaient encombrées; M. Gumble et moi

étions ensemble dans un carrosse que l'excès de la foule empêchait absolument d'avancer. Nous revenions de Guild-Hall où le général avait été exposer l'objet de sa venue. Les apprentis, à ce qu'il paraît, regardaient dans tous les carrosses, dans l'espérance d'y trouver Scott et Robinson. Dès qu'ils eurent regardé dans le nôtre, ils crièrent, *les voilà*. Aussitôt des pelletées de la boue du ruisseau tombèrent sur nous en abondance. Nous nous en garantîmes comme nous pûmes avec les rideaux du carrosse. Heureusement nos officiers éclaircirent bientôt la méprise; mais la fureur de ces jeunes gens dura beaucoup plus long-temps. A peine le brûlement du croupion était-il refroidi le dimanche matin.

Le bruit se répandit ensuite que le parlement avait retiré au général sa commission; ce bruit n'était pas tout-à-fait sans fondement, car, à la réception de la lettre qui menaçait à ce point leur existence, ces gens-là s'étaient fait représenter les noms des commissaires chargés du gouvernement de l'armée, en avaient retranché deux et en avaient conservé cinq seulement, dont Monk était un; mais, de ces cinq, il n'en fallait que trois pour prendre une décision; et, quelqu'un ayant malheureusement demandé si Monk serait un de ces trois, on répondit par la négative. Ainsi, bien qu'on n'eût pas osé lui retirer formellement sa commission, elle lui était retirée de fait. Monk

et Morley demeuraient pour lutter contre Haslerig, Alured et Walton.

Le général quitta ce soir-là Cheapside, après avoir disposé son armée dans ses logemens; il prit le sien à Glass-House où il avait une grande pièce à part pour recevoir les visites des citoyens reconnaissans, et qui avaient entièrement oublié leurs injures. Ils regrettaient depuis long-temps d'avoir employé leurs armes et leur argent avec tant de succès contre leur prince et leur pays. Ils en promettaient dorénavant le secours à Monk avec l'espérance d'un meilleur résultat, et en cela ils ne furent pas trompés.

Le conseil d'État continua de dissimuler les affronts dont l'accablait celui qu'il avait vu naguère à ses ordres, et l'invita de nouveau à prendre place parmi ses membres, alléguant la nécessité de sa présence dans l'intérêt public. On employa à le persuader les personnes qu'on supposait avoir de l'influence sur lui.

Ces instances effrayèrent ses amis ainsi que les gens de la cité qui craignaient qu'il ne s'y rendît et ne les abandonnât; mais sa complaisance à les écouter n'était qu'un effet de l'art qui lui était naturel. Par là, il empêchait les gens de Whitehall de désespérer entièrement de lui, et il gagnait le temps nécessaire pour faire goûter ses nouveaux desseins à son armée, qu'il ne pouvait faire renoncer en un jour à ses principes et à ses

préjugés. Sa prévoyance alla à ce point qu'au milieu de la foule d'affaires et de visites qui l'occupèrent le samedi, il prit soin que la poste de ce jour ne portât point, aux différentes parties de son armée répandues dans le pays, d'autres nouvelles que celles qu'il avait dictées lui-même.

Ainsi Monk répondit au conseil d'État que c'était sa faute si lui et plusieurs autres, choisis pour faire partie de ce conseil, ne venaient pas y siéger; car il était résolu à ne pas faire le serment d'abjuration.

Ce n'est pas le seul avantage qu'il eût contre eux; ils avaient distribué plusieurs milliers d'armes tirées de leurs magasins, à des hommes qui, par leurs principes factieux, étaient reconnus pour être ennemis du gouvernement actuel, ainsi que de tout gouvernement. Il demanda qu'on leur retirât ces armes que l'armée et les honnêtes gens étaient choqués de voir entre leurs mains.

Au moment où Monk avait tourné et s'était retiré dans la cité avec son armée, le parlement et le conseil d'État avaient aisément vu de quoi il s'agissait pour eux; ils n'en continuèrent pas moins à solliciter son retour; mais ne se fiant pas tout-à-fait, pour le séduire, au charme de leurs discours, ils avaient distribué des armes aux anabaptistes et aux hommes de la cinquième monarchie; ils avaient de plus employé les agitateurs à répandre dans l'armée, que Monk avait eu l'a-

dresse de disperser en différens quartiers, des bruits sourds de sa trahison contre le parlement. Ces hommes avaient mission d'annoncer partout qu'on allait vraisemblablement rappeler Charles.

Sir Arthur Haslerig fut accusé par le général d'être l'auteur de ces manœuvres, mais il n'eut pas le courage de les avouer; il n'osa pas non plus, quoique général aussi bien que Monk, rassembler l'armée qu'il avait dans le pays contre celle que Monk avait dans la cité. Le jour de Dieu était arrivé.

On commença à voir reparaître les membres exclus en 1648, pour avoir refusé de concourir dans la chambre des communes aux desseins de l'armée contre la dynastie royale; ce ne fut pas sans quelques secrets encouragemens qu'ils entreprirent de se montrer de nouveau. Le général les y avait fait engager par quelques uns de ses confidens; il regardait leur réintégration comme le changement le plus facile et le moins dangereux qu'il pût risquer pour le moment. C'était aussi celui qui se trouvait le plus d'accord avec sa déclaration d'Écosse.

Le général était alors à Drapers'Hall; les membres exclus commencèrent à demander leur réadmission avec toute la modération et la prudence qui convenaient à leur situation; ils éprouvaient une vive opposition de la part des zélateurs de l'oligarchie, qui préféraient leurs places

à leur société. Ceux-ci se fondaient sur ce que Monk, en se déclarant contre l'armée, s'était annoncé pour adhérer au parlement tel qu'il siégeait le 11 octobre. Les membres exclus répondaient que leur réadmission n'enfreignait en rien cette déclaration, car ce serait toujours le même parlement qui siégerait. Ils ajoutaient, de plus, que l'objet de la déclaration était de remettre le pouvoir militaire sous l'obéissance du pouvoir civil, et qu'ils n'avaient été réellement exclus de la chambre que par la force des armes, n'ayant pas plus que leurs collégues perdu le droit d'y siéger. On observa que, suivant la loi, ce droit n'appartenait plus ni aux uns ni aux autres.

Voilà ce qui se passa de plus remarquable durant une semaine, après quoi le général jugea qu'il ne serait pas prudent de différer plus longtemps l'accomplissement de son dessein. L'armée commençait en différens endroits du pays à montrer des dispositions de révolte, et quelques uns de nos officiers exprimaient des craintes. Le général assembla donc un nombre choisi d'hommes des deux partis pour débattre l'affaire en présence de plusieurs de ses officiers. Les membres actuellement siégeans, abstraction faite de leur amour du pouvoir, n'avaient guère à opposer à ce qu'on leur demandait que le soin de leur propre sûreté et de celle de l'armée, la conscience des pieux et l'intérêt de la vente des terres nationales, à

laquelle ils craignaient, disaient-ils, que la rentrée des membres exclus n'apportât quelques difficultés. Mais ces derniers répondirent pleinement à toutes les objections, et s'engagèrent de plus, sur leur parole, à passer sur tout ce qui avait été fait depuis leur exclusion, et à n'inquiéter la propriété ni les prétentions de personne; ils n'avaient d'autre intention en siégeant, dirent-ils, que de traiter à l'amiable pour le bien de leur pays, jusqu'à ce que la dissolution du parlement fît place à un parlement nouveau. C'était une proposition si raisonnable qu'aucun Anglais ayant les sentimens des troubles qui avaient agité sa nation, ou capable de quelque amour du pays, ne pouvait rien trouver à y opposer. D'ailleurs, toutes les réponses des membres exclus portèrent, soit dans les paroles, soit dans la manière de les prononcer, un tel caractère de modération que nos officiers en conçurent une opinion très-favorable sur leur compte. Plusieurs même de ceux des membres actuellement siégeans, qui assistaient à la conférence, se montrèrent disposés à consentir à la réadmission. Mais ils ne pouvaient donner leur vote à cet égard que dans la chambre. Ainsi finit la conférence. En la terminant, un ou deux de nos officiers, plus avisés ou plus remuans que les autres, proposèrent que le gouvernement se déclarât république, et qu'il fût donné de nouvelles sûretés pour la vente des

terres. Cela déplut; mais on trouva moyen d'écarter la chose avec adresse, en disant que les *writs* publiés pour la convocation du prochain parlement seraient nécessairement au nom *des gardiens des libertés de la république d'Angleterre*. Quant à la vente des terres nationales, elle avait déjà, dit-on, reçu toutes les garanties que le gouvernement pouvait lui donner.

Les gens de Westminster voyant bien que les membres exclus allaient revenir siéger avec eux dans la chambre, commencèrent à montrer beaucoup d'humeur, comme s'ils eussent craint de n'avoir pas assez leurs coudées franches. Cependant ils n'osèrent pas s'y opposer par une remontrance; ils ne pouvaient plus retirer le rusé général de son gîte de la cité, et comprenaient bien qu'avec un peu d'aide il était désormais en état de faire la loi à l'armée elle-même. Le cri du peuple était unanime pour *un parlement libre et complet*. Le *rump* avait, dans la semaine précédente, achevé d'irriter le peuple par les conditions de capacité qu'il avait imposées pour siéger dans le prochain parlement, et d'où il résultait qu'on ne pourrait être admis sans s'être rendu aussi coupable que ceux qui siégeaient alors. Pour empêcher Monk de faire rentrer les membres exclus, quelques uns lui offrirent de renoncer à leur autorité aussitôt qu'ils auraient fini de régler les conditions pour l'admission au prochain parlement, travail qu'ils

devaient terminer sous peu de jours, mais qui devait précéder leur séparation, car ils ne jugeaient pas à propos, disaient-ils, de remettre le pouvoir à ceux qui avaient intention de les égorger; ils s'y prenaient trop tard pour réussir à pousser leur pointe.

Le général ayant donc obtenu, en apparence au moins, le consentement de ses officiers pour la réintégration des membres exclus, à certaines conditions, il fit avertir tous ceux qui se trouvaient dans la ville et les environs, et on leur lut les articles de leur réadmission. C'était :

1°. De remettre le commandement des armées des trois nations dans les mains les plus propres à garantir la paix et la sûreté communes;

2°. De lever une taxe pour le paiement de l'arriéré de l'armée et de la flotte, ainsi que les autres subsides qui seraient par la suite jugés nécessaires pour le maintien des troupes et le gouvernement de la république;

3°. D'expédier des *writs* pour convoquer à Westminster un nouveau parlement au 20 avril prochain, et de constituer un conseil d'État pour veiller à l'exécution de cette mesure;

4°. De consentir à leur propre dissolution au terme qui leur serait fixé.

Ils consentirent avec joie à ces conditions, et, pleins de confiance dans le patriotisme de Monk, ils lui promirent, avant de se retirer, de le nom-

mer général en chef des troupes de terre et de mer. Ils s'en allèrent ainsi pleins de joie de ce qu'on les avait jugés dignes de rétablir la liberté de leur pays.

Le mardi 21 février, ils vinrent trouver le général à Whitehall, où il n'était retourné que pour cet objet. Il leur dit quelques paroles, leur rappela les promesses qu'ils lui avaient faites, s'engagea à ne leur rien demander de plus, et tint sa parole. L'adjudant Miller les conduisit, le matin même, reprendre leurs places dans la chambre des communes. Lorsqu'ils entrèrent, quelques uns des membres actuellement siégeans se levèrent en colère et quittèrent la chambre. Haslerig et d'autres crièrent tout haut, mais trop tard, que Monk était un traître; Haslerig ne reçut, dans la suite, aucune autre punition de ses crimes que celle que lui infligèrent sa propre fureur et la rage qui lui était naturelle.

Quelques uns des nobles pairs, qui s'étaient accordés avec la chambre des communes pour tirer l'épée contre leur Roi, voulurent saisir l'occasion de la réintégration des membres exclus pour rentrer aussi dans leur chambre; mais le général, averti à temps de leurs intentions, ordonna à Miller de les en empêcher, dans le cas où ils viendraient à le tenter. Ce soldat bourru exécuta ponctuellement les ordres de son général, bien qu'on lui dît qu'il ne savait pas à quoi il s'expo-

sait. Le général ayant avoué la chose, une de leurs seigneuries s'acquitta par la suite avec lui en travaillant à découvrir une prétendue conspiration des poudres au Cockpit.

Le général avait quitté la cité, et était retourné à Whitehall, où il apprit dans la soirée ce qui s'était passé ce jour-là au parlement; il était actuellement *Son Excellence, capitaine-général de toutes les troupes de la république sur terre et sur mer*. Seulement sur mer, le général Montague était revêtu d'une autorité égale à la sienne. C'était une infraction à la promesse qu'on lui avait faite; mais il avait assez à faire sur terre, et l'ambition n'était pas ce qui l'occupait.

Le général et ses officiers employèrent ce jour-là à signer des lettres pour les commandans des armées d'Écosse et d'Irlande, et pour plusieurs colonels et commandans de ville en Angleterre. On les informait dans ces lettres de la réintégration des membres exclus par l'intervention de l'armée. On leur affirmait que cette mesure avait été nécessaire pour le maintien et l'aggrandissement de la république; on leur déclarait qu'ils seraient toujours sous le pouvoir d'un gouvernement libre, et qu'on saurait empêcher que ce qu'ils avaient acheté au prix de leur sang ne leur fût enlevé; on leur promettait d'intervenir efficacement près du prochain parlement, dont la réunion devait avoir lieu au mois d'avril prochain, pour que la

vente des terres nationales fût confirmée, et on leur représentait que la convocation d'un nouveau parlement était nécessaire pour affermir la république contre le prétendant. Monk et ses officiers priaient donc leurs chers frères et compagnons d'armes d'avoir l'œil sur tous ceux qui oseraient soutenir les prétentions de Charles Stuart, ou celles de quelque autre personne ou autorité individuelle que ce pût être. On les priait aussi d'envoyer quelques officiers pour faire connaître qu'ils adhéraient aux mesures du lord-général Monk et ses officiers. On ajoutait, pour toucher l'endroit sensible, que si l'on n'eût réintégré les membres exclus, on n'aurait pu, sans effusion de sang, avoir l'argent nécessaire pour payer l'arriéré de l'armée et de la flotte; ainsi soit-il. Quant à nos soldats à nous, on leur fit bientôt comprendre que c'était toujours la bonne vieille cause, puisque le parlement actuel était celui qui avait commencé la guerre contre le feu roi.

Le général se coucha ce soir-là de bonne heure et de très-bonne humeur. Au fait, il avait lieu d'être content, car il venait de se mettre parfaitement en sûreté, et ne craignait plus d'être recherché pour sa participation à la conspiration de Booth. Je me rendis dans sa chambre, et, comme je vis qu'il était au lit, j'allais me retirer; mais sa femme, m'ayant retenu à causer, il s'aperçut que j'étais là, et m'ordonna de m'asseoir

auprès de son lit. Je le trouvai content de ce qu'il avait fait, et gracieux pour moi. Je lui dis que je venais, non-seulement pour remplir mon devoir auprès de lui, mais pour le remercier de ce qu'il avait fait ce jour-là. Il me répondit d'une manière tout-à-fait obligeante : « Non, non, ce n'est pas « là ce qui vous occupe; vous dissimulez avec « moi; vous venez pour quelque autre chose, et « je crois que je sais pourquoi. » Je lui demandai humblement quel motif il supposait à ma visite. « Asseyez-vous, poursuivit-il, je vous le « dirai; vous venez pour les évêques. » Il ne parlait pas si bas que sa femme ne l'entendît. Elle crut que c'était moi qui avais parlé des évêques, et se mit en colère. Heureusement, j'étais protégé par les rideaux et la bienveillance du général; il l'assura que je n'avais pas parlé des évêques. Elle s'en alla donc; mais il me retint pour me parler sérieusement sur ce sujet. Il me dit qu'il ne croyait pas qu'on pût les rétablir; « car, dit-il, non-seulement leurs terres sont « vendues, mais les dispositions de la nation sont « contre eux. » Je lui dis qu'il ne pouvait pas connaître encore les dispositions de la nation, le parti royaliste ayant jugé prudent de ne pas se montrer ouvertement, et de ne faire aucune adresse; mais j'ajoutai que puisqu'il m'en avait parlé, je le suppliais de m'accorder une seule requête, c'était de ne pas se laisser aller à s'engager

contre eux; je pensais qu'il pouvait me l'accorder en toute sûreté, dès qu'il ne voulait pas se laisser prendre à abjurer le Roi et la famille royale. Il demeura un instant en silence, comme c'était sa coutume; puis me prenant la main : « A la bonne « heure, me dit-il, je vous promets de ne pas « m'engager contre les évêques. » Je le remerciai et lui baisai la main, ajoutant que le mieux était de laisser la chose à la providence de Dieu et au prochain parlement, où nous pourrions connaître les dispositions de la nation relativement au gouvernement de l'Église et de l'État.

Les membres exclus de la chambre des communes revenaient de toutes les parties du royaume siéger à la chambre qui leur était maintenant ouverte. De ce nombre fut M. Morrice du comté de Devon : ce gentilhomme était un peu parent du général, mais encore plus proche de lui par l'amitié que par le sang, car le général avait une grande opinion de sa prudence et de son intégrité. Il était très-instruit et avait écrit, quelque temps auparavant, un ouvrage contre les prédicateurs indépendans qui, dans les paroisses, ne voulaient admettre à la cène que ceux qui, par leur dissidence, se faisaient connaître pour être plus particulièrement de leur troupeau. Cela l'avait rendu très-agréable aux presbytériens dont il paraissait surtout servir la cause; car, pour les ministres de l'Église anglicane, ils se conten-

taient généralement d'exercer leur religion dans des maisons particulières. Ils y étaient même souvent troublés dans leur office par les soldats et les constables qui avaient coutume, dans les jours de fête les plus solemnels, de venir les arracher de la table de la communion, de déchirer leur surplis, quand ils en usaient, et de mettre en pièces leurs livres de messe; car c'était par ce nom que nos rusés hommes d'État et leurs charlatans de prédicateurs instruisaient la multitude ignorante à désigner la liturgie anglicane.

Le général, depuis le commencement de son entreprise, et même auparavant, s'était toujours donné pour presbytérien; et au fait, sa marraine, que j'ai connue, y avait fait ce qu'elle pouvait. Il n'avait jamais renoncé à sa croyance; mais alors il lui convenait d'y paraître réellement attaché et de bien jouer son rôle, car c'était là le court et le long de son affaire. M. Morrice fut donc reçu chez lui. Cela plut à ses nouveaux maîtres de Westminster; ils étaient pour la plupart de cette religion, excepté un petit nombre, qui voyant les calamités de l'Église, et reconnaissant leurs propres erreurs, étaient revenus à des dispositions plus favorables à l'épiscopat. Le savoir de M. Morrice devait nécessairement le disposer à incliner de ce côté, en sorte que je le regardais comme presbytérien seulement de nom et pour se mettre en faveur. Le général le retint

pour son conseiller intime, c'est-à-dire, celui qui avait auprès de lui la charge d'être le premier trompé, le général ayant la coutume de cacher son propre sentiment et de parler souvent contre sa pensée pour mieux connaître l'opinion des autres et prendre ses mesures en conséquence, sorte d'artifice qui ne manque pas son effet. Je ne dirai pas positivement si cette manière d'agir était dans le caractère du général et devait être regardée par conséquent comme l'effet d'une sagesse naturelle, ou s'il l'avait contractée en vivant si long-temps, en qualité de chef ou de subordonné, avec des gens dont il haïssait la cause et les principes. Mais je pencherais plutôt pour cette dernière opinion. J'en parle ici parce qu'on a dit que M. Morrice l'avait trouvé très-obstiné contre la restauration du Roi. On en dit une fois devant moi quelque chose au général, peut-être à dessein d'insulter ce brave homme. Mais je sais combien il le trouva mauvais. Si M. Morrice a eu cette opinion, je puis l'assurer, ainsi que le public, qu'il n'est pas le seul; car lorsque nous fûmes revenus à la ville, où le général reçut les visites de beaucoup d'honnêtes gens qui aimaient leur pays, et dont quelques uns étaient alors en pouvoir, ces gentilshommes se hasardèrent à lui proposer ce qu'ils jugeaient le plus utile pour le bien du public; pour dire la vérité, ils n'ont pas manqué depuis de représenter ce qu'ils avaient

fait de la manière la plus avantageuse, et l'on doit supposer qu'ils firent beaucoup, car ils ont été bien récompensés. Il ne faut pas le leur reprocher, car leur assistance est venue à propos, puisqu'ils ont concouru avec le général à rétablir la liberté de leur pays. Je ne crois pourtant pas qu'ils aient ajouté un grand poids à ses honorables desseins; je ne crains point de m'attribuer l'honneur d'avoir vu sa loyauté envers son prince parfaitement ferme dans le temps où il était le plus dangereux de la montrer, et je sais bien en quels termes et avec quels sourires de dédain il s'exprimait sur les bravaches et les hâbleurs qui cherchaient à diminuer son mérite.

Les ministres du parti presbytérien fréquentaient journellement Saint-James, et se croyaient désormais assurés de triompher sans peine de toutes les sectes qui les avaient supplantés, et de profiter seuls de l'heureux changement qui venait de s'opérer; ils ne daignaient pas alors redouter l'Église anglicane, et Monk, le défenseur de leur foi, avait arraché l'épée des mains de l'armée, leur ennemi actuel. Au fait, il se montrait leur zélé partisan. Un dimanche, sa femme et lui allèrent communier à l'Église de M. Calamy, qui parvint ensuite à obtenir du général qu'il ne laisserait prêcher devant lui que ceux que lui, M. Calamy, aurait recommandés. Comme je ne savais pas qu'il eût à ce point cédé à

M. Calamy, je consentis à ce que le docteur Pierson, maintenant le révérend et savant évêque de Chester, prêchât pour moi un dimanche matin. Il vint de bonne heure dans ma chambre; mais comme nous étions prêts à nous rendre à l'Église, nous vîmes arriver deux ministres envoyés par M. Calamy, pour faire le service du jour. Ils étaient étrangement défigurés par la crotte qui couvrait leur visage et leurs habits; leur cocher les avait versés dans le parc, derrière Pall-Mall. Je pris tous les soins possibles pour les remettre en état de paraître. Comme j'avais là M. Pierson qu'ils connaissaient, je les priai de consentir à ce qu'un d'eux seulement prêchât ce jour-là, et l'autre le jour suivant; mais cela ne leur convint pas. Je ne pus non plus obtenir du général de laisser prêcher M. Pierson, bien que j'eusse gagné en ma faveur M. Morrice, qui eut la bonté de faire valoir la science et le caractère pacifique de M. Pierson. Je pourrais ajouter à ceci un jour de jeûne, célébré à Saint-Paul, où prêchait le docteur Gauden. Son texte indiquait quelque chose de plus que la réintégration des membres exclus. Il était tiré de ces paroles de Jérémie, 6, 14: *Ils n'ont aussi guéri qu'avec négligence la blessure de la fille de mon peuple, disant la paix! la paix! quand il n'y a point de paix.* Ce même docteur avait, peu de temps auparavant, déploré dans un in-folio le lamentable état de l'Église

anglicane. C'était un prédicateur élégant. Il mourut dans la suite évêque d'Exeter. En voilà assez sur les affaires de l'Église.

Le mouvement était donné aux affaires civiles et militaires. Le parlement avait constitué un nouveau conseil d'État, et fait enlever de dessus ses murs l'engagement contre le Roi et la chambre des lords, que la nation avait été forcée de souscrire en 1649, après le meurtre de Charles Ier, lorsque l'armée déclara le reste de la chambre des communes un gouvernement libre. Mais la ligue solennelle et le covenant qui étaient dans un certain sens en faveur de la monarchie, mais entièrement contre l'épiscopat, demeuraient toujours suspendus à ces mêmes murs de la chambre des communes, avec les noms de leurs fameux signataires. Cet acte était laissé au jugement du prochain parlement.

Le général avait l'œil sur son ennemi principal, l'armée; il mit de nouveaux colonels à la tête de la plupart des régimens, et écarta ceux des officiers inférieurs qui étaient notés comme remuans ou mal affectionnés. Mais le parlement lui épargna beaucoup de peine par l'organisation de la milice, où on n'accorda aucune sorte de commandement à aucun indépendant, anabaptiste, quaker, ou homme de la cinquième monarchie; le nom de cavalier était devenu moins odieux qu'aucun de ceux-là. Ainsi les choses avançaient

dans tout le royaume, et, par la destitution de tous les officiers ambitieux de l'armée active, on pouvait concevoir bonne espérance pour le retour du Roi.

Le colonel Overton, gouverneur de Hull, l'un des plus ambitieux de l'armée, pensa que l'occasion lui était favorable, et attira dans son parti les mécontens de l'armée, dont le nombre croissait tous les jours. La ville qu'il commandait était fortifiée et placée de manière à rendre son dessein praticable, et on le connaissait pour l'implacable ennemi du général; car environ deux ans auparavant, sous le protectorat de Cromwell, tandis que Monk commandait en chef en Écosse, Overton, alors commandant immédiatement sous lui, comme major-général de l'infanterie, avait attiré plusieurs officiers, partisans fanatiques de la république, dans une conspiration contre le général. C'était le jour du nouvel an, dans la matinée, qu'on devait surprendre Monk à Dalkeith, et on jugeait l'entreprise non-seulement facile, mais certaine. On délibéra donc sur la question de savoir ce qu'on ferait de lui quand on l'aurait entre les mains. Les plus furieux (Syndercomb était au nombre des conspirateurs) voulaient qu'on le tuât sur la place; mais un d'eux qui était du parti des pieux, jugeant que ce serait pour eux un grand déshonneur aux yeux du monde, de tuer de sang froid un homme en

leur pouvoir, déclara hautement que si on persistait dans cette résolution, il découvrirait le complot; sur quoi les conspirateurs remirent leur dessein à une autre fois. Comme ce scrupule de conscience a sauvé la vie du général, et probablement aussi celle de quelques uns de ses serviteurs, je rapporte ici, par reconnaissance, le nom de celui qui le fit valoir : ce fut M. Oates, alors chapelain fort en crédit parmi ces conspirateurs, et depuis pourvu d'un petit bénéfice dans le diocèse de Chichester. Puissent ceux qui conservent de la reconnaissance pour la mémoire du duc d'Albemarle, et ont le pouvoir de la témoigner ainsi, être disposés à lui en donner un meilleur (1) !

De Hull, lieu si fatal au feu Roi, Overton fit

(1) Dans la *collection* que nous avons souvent citée, le savant éditeur, M. Mazeres, a mis ici en note que ce M. Oates est le fameux Titus Oates, dénonciateur, si ce n'est inventeur, sous Charles II (en 1678), du complot imputé aux catholiques, et qui excita en Angleterre, comme on le verra dans les *Mémoires* de cette époque, une fureur presque aussi extravagante que cruelle. Nous avons fait de longues recherches pour nous assurer de l'identité de Titus Oates avec celui dont parle ici Price, et ne sommes arrivés qu'à des raisons d'en douter. La première édition connue des *Mémoires* de Price est de 1680, et tout indique qu'ils furent publiés alors pour la première fois. Or, à cette époque, le nom de Titus Oates était dans toutes les bouches; il avait reçu du parlement une pension considérable. Ce

partir des émissaires pour répandre parmi les soldats la crainte de voir reparaître bientôt le gouvernement monarchique ; car quelques hommes haïssent les rois, par cela seul qu'ils ne sont pas rois eux-mêmes. Les émissaires étaient chargés de faire remarquer dans l'armée que la cause de Charles Stuart, qui avait été tout-à-fait abandonnée, commençait à reparaître partout dans les affaires publiques. Overton conjurait ceux de ses compagnons d'armes demeurés fidèles à la bonne cause, de se réunir ouvertement à lui. Plusieurs copies de ses lettres furent répandues dans le nord. Le colonel Fairfax, gouverneur d'York, en envoya une au général. Le colonel était ami du général qui en avait encore beau-

---

que dit ici Price ne peut donc, en aucune façon, s'appliquer à lui ; et, pour que cette application fût légitime, il faudrait que les *Mémoires* de Price eussent paru avant 1678, ce que rien ne donne à présumer. De plus, nous n'avons trouvé nulle part que Titus Oates eût jamais possédé un bénéfice, grand ou petit, dans le diocèse de Chichester, et la vie errante et misérable qu'il menait, avant la découverte du complot des catholiques, semble repousser toute idée d'un établissement fixe et régulier. Nous sommes donc à peu près certains qu'il s'agit ici d'un autre Oates, d'ailleurs inconnu. Cependant la note de M. Mazeres, bien que dénuée de toute explication et contredite par les faits que nous venons d'exposer, nous empêche de rien affirmer positivement à cet égard.

(*Note de l'Editeur.*)

coup d'autres à York, comme le colonel Bethel, Smith et plusieurs autres, qui mirent beaucoup d'activité à réprimer de semblables manœuvres.

Le général se servit non-seulement de son autorité pour tirer Overton de Hull, mais il recommanda aussi l'affaire au conseil d'État, qui envoya à Hull le colonel Alured et le major Smith. Le premier trahit la mission dont il était chargé, et alla trouver en secret le gouverneur avec lequel il demeura fort tard dans la nuit; mais Smith en ayant eu avis, emprunta de l'argent dans la ville où il était bien connu, puis s'en vint à la parade, acheta l'obéissance des soldats pour le parlement, si bien qu'Overton fut obligé de se soumettre aux ordres du général, et revint à Londres. Mais il se réconcilia bientôt tellement, comme il le dit lui-même, avec la cause monarchique, qu'il se déclara pour le roi Jésus. Quant à ses soldats, ce fut surtout à l'argent de Smith qu'ils obéirent, et le parlement, voyant ce que pouvait faire l'argent avec de telles gens, vota pour six mois, sur l'Angleterre et le pays de Galles, une taxe qui ne s'élevait pas à moins de cent mille livres par mois, bien qu'il ne suivît pas l'exemple qui lui avait été donné d'étendre les impôts sur l'Écosse et l'Irlande. Les soins du général atteignirent cependant ces deux pays. Il n'avait pas oublié, en Écosse, son fidèle ami le major-général Morgan; il lui avait donné ce commandement avec des pouvoirs

plus étendus que ceux qu'il avait d'abord, et avait augmenté le nombre de ses troupes.

Il avait, en Irlande, dans son parti, un si grand nombre de gens de la première qualité, qu'il n'avait point à craindre de ce côté qu'on le troublât actuellement dans ses projets, ni qu'on formât dans la suite quelque entreprise séparée de la sienne, ce qui aurait pu arriver en Écosse, si Morgan n'eût pas été fidèle au général. Quant à l'Angleterre, bien qu'il eût fait une grande réforme dans l'armée, cependant il ne croyait pas les choses assez mûres pour le mettre en état d'éloigner quelques hommes qui l'inquiétaient.

Tous les officiers de l'armée, encore en place, avaient concouru, par leur signature, à la réintégration des membres exclus, et avouaient la nécessité de cette mesure; mais ils n'entendaient pas que leur obéissance au parlement allât jusqu'à se déclarer contre le gouvernement républicain. Ainsi l'exprimait la lettre que Monk et ses officiers avaient envoyée au parlement, et dans laquelle ils se déclaraient déterminés à veiller au maintien d'un point si important. Mais les officiers commençaient à ne plus croire aux intentions du parlement en faveur de cette forme de gouvernement, et ils ne pensaient pas beaucoup mieux de celles du général qui venait de refuser l'offre que lui avait faite le parlement du palais et manoir de Hampton-Court, la seule des terres de la couronne

qui ne fût pas encore vendue. Cromwell l'avait possédée pendant son protectorat. Les anciens membres siégeant au parlement avaient artificieusement proposé qu'on donnât au général cette noble demeure, comme une récompense de ses grands services, et les membres exclus avaient consenti à la proposition, ne croyant pas pouvoir convenablement s'opposer à ce qu'on le récompensât; mais le général refusa le don de ces terres, disant que la maison était trop grande pour lui, et reçut à la place une gratification de vingt mille livres; mais ce refus augmenta les soupçons contre lui. Lorsqu'on vit que le général refusait les terres de la couronne, et même la couronne que lui avaient proposée quelques uns de ceux qui entendaient le mieux les intérêts de leur sûreté, les officiers se réunirent dans des résolutions dangereuses, et complotèrent de faire signer universellement un papier qu'ils devaient présenter d'abord au général, pour qu'il le signât le premier, et dont l'objet était de déclarer république le gouvernement des trois nations, d'exclure la royauté et tout autre nom ou titre quelconque, qui pourrait être conféré à un individu quel qu'il fût. On devait demander au parlement actuel de passer un acte dans ce sens, et de le déclarer constitution fondamentale de l'État, et non susceptible d'être changé, ni mis en question par aucun des futurs parlemens.

C'était à cette condition seulement, disait-on, qu'il était permis à l'armée de maintenir l'autorité du parlement.

Les officiers du complot se présentèrent audacieusement devant le général, ayant à leur tête le colonel Okey, chargé de porter la parole. Le colonel était plus brave soldat que bon orateur; sa vie, d'ailleurs, était compromise, car il avait voté dans le jugement du Roi. Il était aussi connu pour un des plus fermes partisans de la république, et il n'y avait pas encore long-temps qu'il avait été général, tout aussi bien que Monk lui-même : il ne manquait ni de courage pour agir, ni peut-être d'un parti dans l'armée pour le seconder. Le général jugea prudent de ne pas les maltraiter de paroles, bien qu'il fût déterminé à ne pas souscrire à leur requête, et à ne pas signer le papier. Il chargea donc le commissaire Clargis, alors inspecteur aux revues, d'entreprendre la discussion. Clargis secondait les desseins du général, qui avait très-bonne opinion de lui, et il lui importait de la mériter, car leurs intérêts, à tous deux, étaient dans le même sac. Je me trouvai par hasard présent à cette discussion, que Clargis conduisit avec beaucoup de fermeté et d'adresse. Il mit sous les yeux des officiers les dangers qu'ils couraient en faisant, dans les circonstances présentes, une pareille adresse au parlement, à ce même parlement qui avait déjà refusé

de se laisser effrayer par leurs armes et leurs accusations de trahison. Il n'était pas à croire qu'il y consentît davantage, maintenant que les hommes sages voyaient l'inconvénient qu'il y avait à se laisser gouverner par une armée. Il leur insinua ensuite que le général et ses officiers agiraient ainsi contre eux-mêmes; car, par leur propre signature, ils acquiesceraient à l'autorité du parlement; et cette autorité pourrait dépouiller le général ou tout autre des emplois qu'ils possédaient. Cela fait, rien n'empêcherait le parlement de voter sa propre dissolution, sans ordonner l'envoi des writs pour une nouvelle convocation; car, dit-il, si le général violait la promesse qu'il a faite au parlement, de ne point troubler ses délibérations, celui-ci, en revanche, pourrait bien manquer à sa promesse d'appeler un parlement nouveau; et alors on n'aurait pas à craindre un gouvernement civil; car, à moins qu'ils ne voulussent prendre Richard Cromwell, il n'y avait personne pour s'en emparer, puisque le général l'avait refusé, comme le savaient quelques uns d'entre eux qui le lui avaient offert. Le général approuva ces raisons, et ajouta « qu'il se laisserait mettre en pièces et tirer à quatre chevaux « indomptés, plutôt que de trahir à ce point la « liberté de son pays. »

Le débat fut long, et non sans quelque chaleur; mais lorsque nos officiers eurent dégorgé

toutes leurs craintes et l'inquiétude qu'ils avaient de perdre la bonne vieille cause ; le général leur remontra avec calme et gravité qu'il était contraire à la discipline d'une armée d'intervenir dans le gouvernement civil, que lui et eux étaient soumis aux ordres du parlement, comme à leur supérieur. Il ne doutait point, dit-il, que le prochain parlement ne calmât toutes leurs craintes ; et, quant au parlement actuel, il ne pouvait leur faire aucun mal, puisqu'il était sur le point de se dissoudre. Il défendit sévèrement à ses officiers de se réunir davantage sans sa permission, et peu après il en destitua quelques uns.

Mais ce fut ensuite du parlement lui-même que vinrent les embarras du général. Quelques uns des membres réintégrés commençaient à vouloir manquer aux conditions qui leur avaient été imposées, et n'avaient nulle envie de convoquer un autre parlement. M. Prynne dit ouvertement que, « si le Roi devait revenir, il était plus sûr « pour ceux qui avaient fait la guerre à son père, « qu'il revînt par leur moyen. » Sur quoi on envoya chercher Prynne, et on l'avertit de rester tranquille. Ce fut l'affaire de M. Morrice de tenir la main à ce que cette session expirante n'intervînt en aucune manière dans le changement du gouvernement ; en quoi il nous rendit de très-grands services, et suivit ponctuellement les directions du général qui aspirait si passionnément

à la dissolution, qu'il prit la liberté de la leur remettre en mémoire, lorsqu'il eut tiré d'eux ce qu'il voulait. Le parlement autorisa donc l'envoi des writs pour un nouveau parlement qui devait se réunir à Westminster le 25 avril suivant; ils avaient promis que ce serait le 20. Avant de se séparer, la chambre vota, pour sa propre justification, que le général n'accorderait de commission à aucun officier, qu'autant que celui-ci souscrirait une déclaration conçue en ces termes :

« Moi, N... je reconnais et déclare juste et « légitime la guerre défensive entreprise par les « deux chambres du parlement contre les troupes « levées au nom du dernier Roi. »

On ordonna, en outre, que les officiers commissionnés seraient obligés de déclarer qu'ils croyaient les magistrats et les ministres d'institution divine, d'après quoi la postérité pourra juger du bel état où le succès de leurs armes avait réduit trois royaumes.

Un second vote, dans le genre du premier, portait : « Que toutes personnes, ayant conseillé, « secondé, soutenu et assisté, de quelque manière « que ce fût, la guerre contre le parlement, de- « puis le 1er. janvier 1641, étaient déclarées, « elles et leurs fils, incapables d'être élues comme « membres du prochain parlement, à moins « qu'elles n'eussent, depuis, manifesté leur affec- « tion pour le parlement actuel. »

Le plus long jour arrive à sa fin: ce long parlement fut enfin dissous le 17 mars; mais quant à son vote, on s'en soucia comme des souliers d'un mort. Les provinces, à l'arrivée des writs, se hâtèrent de courir aux élections.

Le général était à Saint-James, assiégé d'affaires et de visites. Quant aux affaires, il n'était pas embarrassé de les dépêcher, et je puis affirmer que, pendant plusieurs années que j'ai passées près de lui, il est rare qu'il ait jamais rien remis au lendemain. Lorsque, le soir, ses secrétaires ne lui apportaient rien, il avait coutume de leur demander s'il n'y avait donc plus rien à faire. Il les grondait de ce qu'ils se fatiguaient plus vite d'écrire que lui de dicter; mais les visites, bien qu'il fût convenable qu'on en rendît à son autorité actuelle, étaient un nouveau genre d'affaires. La plus importante de toutes, à cette époque, fut le rendez-vous que lui demanda sir John Greenville; celui-ci était venu le voir, ainsi que beaucoup d'autres, sans cependant que ces visites eussent rien de suspect, car elles étaient publiques; et, quoique Greenville eût le malheur d'être connu pour cavalier, il n'était pas moins proche parent de Monk; mais, quelque proche qu'il fût, il ne put trouver l'occasion de causer avec lui en particulier. Il prolongeait souvent la visite jusqu'à une dimension extraordinaire, attendant toujours le départ de la so-

ciété; mais aussitôt qu'il n'y avait plus personne, et que Greenville se croyait au moment de pouvoir entrer en matière, le général, qui savait bien pourquoi il attendait si long-temps, se levait de sa chaise, en disant : « Bon soir, mon « cousin, il est tard ; » ou bien s'excusait, sous prétexte d'affaires. Ainsi frustré, plusieurs fois, dans son attente, et impatient de se voir en état de donner au Roi, son maître, quelque assurance plus positive des bonnes intentions du général que celles qu'il avait pu tirer de M. Monk, qui ne lui avait dit autre chose si ce n'est qu'il s'était engagé, par serment, à garder le secret à son frère, sir John pensa à s'adresser à M. Morrice, espérant, par sa médiation, obtenir la faveur d'un entretien secret avec le général auquel il voulait, lui dit-il, communiquer une négociation de grande importance. Morrice fit une attention particulière à ce qu'il lui disait et en informa le général. Mais le général refusa tout entretien secret à Greenville, parce que celui-ci étant connu pour cavalier, s'il l'eût admis à une telle intimité, cela aurait nécessairement attiré l'attention; cependant il ordonna à Morrice d'aller voir son cousin et d'essayer d'apprendre de lui quel était le genre de son affaire pour venir ensuite lui en rendre compte. Morrice fut chargé d'assurer sir John qu'il était autorisé à recevoir son message, quelque secret qu'il pût

être, et qu'il lui rapporterait la réponse du général. Morrice pressa instamment Greenville de s'ouvrir à lui, mais celui-ci le refusa et ne voulut pas lui donner la moindre connaissance de ce qu'il avait à communiquer au général, et qu'il lui dit regarder entièrement le général lui-même. Il ajouta seulement que la chose était si importante pour lui, qu'il fallait absolument qu'il lui en parlât sans aucun délai, et que, s'il s'opiniâtrait à refuser une audience secrète, il était déterminé à lui parler la première fois qu'il pourrait le rencontrer. Ces paroles que Morrice rapporta au général lui plurent intérieurement, et il indiqua la soirée du lendemain pour recevoir la confidence du secret de Greenville.

Greenville vint à Saint-James dans la chambre de Morrice; le général, averti par lui, s'y rendit aussitôt. Sir John et le général étant demeurés seuls, tandis que Morrice gardait la porte, sir John, dont je rapporte ici les propres expressions, dit au général : « Qu'il était infiniment « obligé à Son Excellence de lui avoir donné l'oc- « casion de se délivrer d'un dépôt de la plus « grande importance, pour lui-même et pour « tout le royaume, et remis depuis long-temps « entre ses mains; quelque chose qui pût lui en « arriver, dit-il, il s'estimait heureux de cette « favorable occasion de remplir son devoir, en « obéissant aux ordres du Roi, son maître. »

Au même instant, il présenta au général une lettre de Sa Majesté, et en produisit une autre adressée à lui Greenville, ainsi que la commission qu'il avait de Sa Majesté pour traiter avec lui.

Le général recula quelques pas, et, tenant le papier dans sa main, lui demanda, d'un air irrité, comment il osait lui parler d'une telle affaire, sans considérer le danger auquel il s'exposait; mais sir John répondit : « Qu'il avait de« puis long-temps considéré la chose, ainsi que « tous les dangers dont elle pouvait être accom« pagnée; que ces dangers n'étaient pas suffisans « pour le détourner de l'accomplissement de son « devoir en cette occasion, non plus que ne l'a« vaient été, dans toutes les autres, ceux aux« quels il s'était exposé de bon cœur, sur les or« dres de Sa Majesté; mais que ce qui l'encou« rageait dans le cas actuel, c'est que Son « Excellence ne pouvait avoir oublié le message « qui lui avait été porté en Écosse par son frère. » Sur quoi le général, sans lui répondre, s'approcha de lui d'un air obligeant, et, le serrant dans ses bras, il lui dit : « Mon cher cousin, je vous « remercie de tout mon cœur de la prudence, « de la fidélité, des soins et de la constance « que vous avez montrés dans cette grande af« faire. Je suis, aussi, infiniment satisfait de la « fermeté avec laquelle vous en avez gardé le « secret, car si j'avais appris que vous l'eussiez

« révélé à qui que ce soit au monde, depuis que
« vous en avez parlé à mon frère pour la première
« fois, je n'aurais jamais consenti à traiter avec
« vous, ce que je ferai maintenant de tout mon
« cœur, et plutôt avec vous qu'avec tout autre,
« parce que vous êtes un de mes plus proches pa-
« rens et appartenez à une famille à laquelle j'ai
« beaucoup d'obligations. » Alors le général lut les lettres du Roi et la commission; sur quoi il dit : « J'espère que, conformément au contenu
« de sa gracieuse lettre, le Roi voudra bien ou-
« blier mes paroles et mes actions passées, car
« mon cœur lui a toujours été fidèle; mais, jus-
« qu'à ce moment, je n'ai pas été en situation
« de le servir. Vous assurerez Sa Majesté que,
« maintenant, je suis prêt, non-seulement à
« obéir à ses ordres, mais à sacrifier ma vie et
« ma fortune pour son service; en témoignage de
« quoi je vais appeler cet honnête homme qui est
« à la porte. » En effet, il appela Morrice, qui devinait bien le motif de l'entrevue de Greenville avec le général. Morrice embrassa avec joie la proposition, et aida à l'exécution de l'entreprise. Sir John pressa le général d'envoyer au Roi, de sa part, quelqu'un de confiance; le général y consentit volontiers, mais il lui dit qu'il fallait que ce quelqu'un de confiance fût Greenville lui-même; car il ne voulait pas encore écrire, ce qui aurait pu être du plus grand

danger, et le Roi n'aurait eu aucune raison pour se fier à un messager qui serait venu de lui, sans porter de lettre, tandis que Sa Majesté en croirait sans peine son propre messager, celui qu'elle avait employé à traiter avec le général. Ainsi, à la conférence suivante, on dressa les instructions que Greenville écrivit; et après qu'il les eut relues avec soin et les eut, à la demande du général, fixées dans sa mémoire, le général jeta l'écrit au feu, enjoignant à Greenville de ne pas confier de nouveau ses instructions au papier, avant d'être arrivé à Bruxelles, où était alors le Roi; et, là, de ne les communiquer à personne qu'à Sa Majesté.

C'est à ce noble sir John Greenville, maintenant comte de Bath, que l'auteur a dédié ces Mémoires, en témoignage des loyales intentions qu'entretenait depuis long-temps le général Monk, feu duc d'Albemarle, dont l'heureuse négociation avec lui a commencé et accompli la restauration de notre souverain actuel, et, en même temps, celle de nos lois et de nos libertés, comme nous le voyons et en jouissons aujourd'hui. Mais il y avait encore bien des choses à faire.

Les officiers de l'armée qui, de leurs différens cantonnemens des provinces, se rendaient à la ville pour épier et exciter de nouveaux troubles, furent renvoyés par le conseil d'Etat dans les lieux où les appelaient leurs emplois; mais des hommes

de plus grande qualité que ces officiers, et que quelques uns regardaient aussi comme plus hautement coupables, demandèrent instamment au général que, si le prochain parlement devait ramener le Roi, il ne fût remis en possession de son trône qu'aux conditions qu'il avait acceptées dans l'île de Wight. Ces conditions étaient trop étroites pour une monarchie, et détruisaient entièrement la constitution de l'Eglise, précédemment reconnue et maintenant mise en vigueur. Charles Ier. y avait cédé, en 1648, lorsqu'il était prisonnier au château de Carisbrooke, et ce fut parce que le parlement d'alors déclara que ces conditions offraient des bases suffisantes pour entrer en négociation avec le Roi, que l'armée chassa et exclut de la chambre ceux qui avaient voté en ce sens. Cette violence les fit désigner sous le titre de membres exclus. Mais, au fait, ces membres et les membres siégeans, réunis ensemble, ne composaient pas le corps entier de la chambre des communes; car une grande partie des communes, et une plus grande partie de la chambre des lords, avaient abandonné Westminster et avaient agi en qualité de parlement auprès du Roi à Oxford; et, si les armes du feu roi avaient été heureuses, ce sont ces derniers qu'on eût regardés comme le véritable parlement. D'autres que moi diront pourquoi, même après l'événement, ils ne furent pas regardés sous ce point de vue. Il y eut des choses

risibles dans cette négociation, où l'un des articles préliminaires proposés par le parlement fut que, « ni le parlement, ni ses armées, ne pourraient « être traités de rebelles pour avoir fait la guerre « contre le Roi. » A quoi le feu roi répondit : « Alors c'est donc moi et mon armée qui le som- « mes. » Un noble lord, aujourd'hui mort, lui répliqua : « Véritablement, Sire, si vous vous « arrêtez là-dessus, il ne peut y avoir pour nous « aucune paix avec Votre Majesté, si ce n'est la « paix de Dieu, qui surpasse toute intelligence ; « puisse sa miséricorde nous préserver d'un pa- « reil malheur ! »

Le soin des intérêts particuliers s'opposait depuis long-temps à ce qu'on écoutât l'intérêt public, qui, bien qu'un peu plus à l'aise, n'agissait pas encore en pleine liberté ; les membres exclus avaient pris, avant leur dissolution, tout le soin qu'ils avaient pu pour conserver une part dans le gouvernement. Le parti appelé républicain était alors, à peu de chose près, renfermé dans l'armée, que le parlement avait recomposée de nouveaux officiers et de ceux des anciens qui avaient servi dans la guerre civile, jusqu'en 1648. Les soldats et les sous-officiers, privés d'une autorité supérieure qui voulût les soutenir, n'étaient pas en état d'exciter une dangereuse révolte ; sans compter que la milice des provinces et de la cité était dans des dispositions différentes de celles

de l'armée, et pouvait mettre contre elle, dans la balance, un poids qui n'était pas à dédaigner. Quant au parti royaliste, il n'avait pas encore beaucoup d'influence, bien que ses espérances fussent en bon chemin de se réaliser; ce qui dépendait de l'événement du prochain parlement. Dans cet état apparent des choses, il n'était pas trop mal vu à ceux qui avaient à prendre garde à eux, de demander au général d'entraver la restauration du Roi au moyen des concessions qu'avait faites son père dans l'île de Wight; mais le général répondit à la première proposition qui lui en fut faite, par des professions d'un attachement opiniâtre à la république. Cependant, à la fin, par égard pour ceux qui lui faisaient ces propositions, dont quelques uns étaient des hommes d'honneur, et tous des hommes de rang, il parut se laisser entraîner à agir de concert avec eux; mais, leur faisant entendre que c'était là le plus loin qu'il pût et voulût avancer en faveur du Roi. Cette roideur ne fit que le rendre plus cher aux auteurs de la proposition, et leur donna de plus en plus l'espérance qu'il ne les tromperait pas.

Mais bientôt après il se trouva qu'on avait représenté au général le danger qu'il y aurait pour lui à anticiper sur les mesures du prochain parlement, en acceptant de pareilles propositions, qui, selon toute probabilité, devaient attirer sur

la nation une horrible guerre; car si le nouveau parlement, une fois ouvert, votait le retour du Roi, et que lui, Monk, n'y voulût consentir qu'aux conditions de l'île de Wight, et obligeât, par la terreur de ses armes, le parlement à les imposer au Roi, il s'écoulerait beaucoup de temps avant que les messagers eussent passé et repassé les mers pour faire expliquer ces articles, comme il arrive dans toutes les négociations; pendant ce temps l'armée pourrait reprendre haleine et saisir une occasion de se tourner contre lui.

Les auteurs de la proposition se réjouirent d'avoir amené le général à ce point, et envoyèrent un exprès au Roi, à Bruxelles, pour lui faire connaître le grand service qu'ils avaient rendu à Sa Majesté, en obtenant de Monk, cet entêté républicain, qu'il ne s'opposerait point à ce que Sa Majesté revînt aux conditions consenties par son père dans l'île de Wight, et non autrement. Bien que ces conditions fussent dures et n'eussent été acceptées par son père que dans un temps de nécessité, ils priaient Sa Majesté de ne les pas rejeter, dans la crainte que ce refus ne la privât de la couronne.

Mais il arriva qu'on ne voulut pas recevoir leur service ni leur message; car sir John Greenville avait pris les devans auprès du Roi, et était déjà venu lui apprendre que Monk était prêt à le servir. On peut penser si ces nouvelles furent agréa-

bles à Sa Majesté; elles l'étaient d'autant plus que Monk n'imposait aucune condition, ne demandait aucune restriction du pouvoir royal, non plus qu'aucune récompense pour lui-même; si bien que le Roi, lorsqu'il reçut la lettre où on lui proposait les conditions de l'île de Wight, dit gaîment à sir John, en la lui montrant: « Ils « ne pensent guère, en Angleterre, que le général « Monk et moi soyons en de si bons termes; à « peine l'aurais-je cru moi-même avant que vous « arrivassiez pour m'apporter de si heureuses « nouvelles du général et de si secrètes. Ma restau- « ration sans conditions! cela passe tout ce que « nous espérions ici, tout ce que pouvaient croire « tous nos amis en Angleterre, si ce n'est vous, « car vous seul y avez été employé. »

Lorsqu'ensuite le Roi eut été reconnu par les deux chambres, ce qui se fit dès le premier jour de leur réunion, plusieurs personnes honorables, dont quelques unes avaient servi le parti du Roi et d'autres celui du parlement, dînèrent avec le général à Saint-James. Il s'éleva entre elles une très-vive discussion, concernant la légitimité de la dernière guerre, et sur la question de savoir si le Roi devait revenir avec ou sans condition. Je remarquai que le général gardait le silence, bien qu'on eût proféré quelques paroles fâcheuses; mais il me demanda de dire les grâces pour abréger le dîner et la dispute.

Pour en revenir à ma narration, la négociation de Greenville fut conduite avec un tel secret, et son passage à Bruxelles fut si rapide et si heureux, que peu de gens en surent quelque chose avant qu'il arrivât dans cette ville; et ceux qui en furent instruits et l'accompagnèrent ne soupçonnèrent pas même le motif de son voyage. Le Roi, aussitôt qu'il fut averti de son arrivée, se rendit secrètement chez lui et le vit seul. Greenville lui fit part des instructions qu'il avait reçues du général; Sa Majesté ajouta foi à ce qu'il lui disait, bien qu'il n'apportât pas de lettre avec lui. Le Roi consulta de ce qu'il y avait à faire avec le lord chancelier, sir Édouard Hyde, le marquis d'Ormond et le secrétaire Nicolas. Greenville assista à ce conseil secret; le Roi y signa la commission qui nommait Monk capitaine général de toutes les troupes de terre de Sa Majesté dans les trois royaumes. On rédigea aussi et on signa, conformément aux instructions de Monk, des dépêches publiques. Le Roi, selon l'avis donné par le général à Greenville, quitta promptement et secrètement les Pays-Bas espagnols pour se rendre dans les Provinces-Unies. Le Roi, arrivé à Breda, data de cette ville ses dépêches publiques, et ce fut là que sir John Greenville les reçut de Sa Majesté en partant pour l'Angleterre. Mais le Roi ne voulut pas le renvoyer les mains vides et sans lui donner une marque de faveur.

Sir John Greenville, en arrivant à Bruxelles, et après avoir informé le Roi de la résolution où était Monk d'embrasser sa cause, avait humblement demandé pardon à Sa Majesté, si dans sa négociation il avait dépassé les promesses de récompenses auxquelles il avait été autorisé. A quoi le Roi répondit gracieusement que, quoi qu'il eût promis en son nom, tout serait ponctuellement exécuté lors de sa restauration. Greenville dit alors à Sa Majesté qu'il avait proposé au général cent mille livres par an, à perpétuité, comme un don de Sa Majesté, à lui et à ses officiers; pour lui l'office de lord grand chancelier et de connétable d'Angleterre, et la nomination de tous les autres grands offices de la couronne. Mais Monk avait généreusement refusé toutes ces offres, disant qu'il ne voulait enchaîner le Roi par aucune condition de récompense, et qu'il se trouvait plus heureux et plus satisfait de l'espérance de pouvoir enfin rendre service à Sa Majesté et à son pays, que de toutes les promesses de grandeur qui pourraient lui être faites. Le général avait, de plus, exigé de Greenville de ne rien demander pour lui à Sa Majesté, ni, en sa considération, pour aucun de ses amis ou officiers. Le Roi pressa alors Greenville de lui faire connaître ce qu'on pouvait faire pour lui-même; mais, à l'exemple du général, Greenville refusa noblement d'accepter aucune offre de récompense pour l'éminent service qu'il

venait de rendre, jusqu'à ce qu'il eût le bonheur de revoir Sa Majesté à Whitehall. Cependant le Roi, à son insu, avait glissé dans sa poche un écrit revêtu de sa signature et de son sceau, renfermant la promesse d'un comté en Angleterre et d'une rente de trois mille livres à perpétuité pour soutenir sa dignité. Le Roi promettait, en outre, à Greenville de payer les dettes que lui et son père avaient contractées pendant la guerre au service de Sa Majesté et de son auguste père.

C'est ainsi que Greenville fut renvoyé au général, emportant avec lui, outre la commission dont on a parlé, un blanc seing de Sa Majesté, dont le général était autorisé à faire usage pour nommer un secrétaire d'État. Cet emploi, par le conseil de sir John Greenville, fut conféré à Morrice. Lors du retour du Roi, ou vers la fin de mai, M. Morrice fut créé chevalier et confirmé dans sa place de secrétaire d'État. Ce fut vers le commencement d'avril que Greenville revint en Angleterre trouver le général. Outre les lettres publiques réservées pour le moment où il conviendrait de les faire connaître, il apporta au général une lettre particulière, écrite de la main de Sa Majesté. Le général répondit à cette lettre par Bernard Greenville, frère de sir John. Sir John ne pouvait retourner alors vers le Roi à cause de la prochaine ouverture du parlement, auquel il devait présenter des lettres et déclara-

tions de Sa Majesté. Ainsi, pour que le secret de la négociation ne sortît point de la famille, on regarda Bernard Greenville comme le messager le plus sûr à employer dans cette occasion. Au fait, il ne pouvait être qu'également bien reçu par Sa Majesté, à laquelle il portait, de la main du général lui-même, la promesse d'adhérer à sa cause contre quelque opposition que ce pût être; ce que je consigne ici, parce que ce fut la première lettre que le général osât se hasarder à écrire à Sa Majesté. On pourrait dire que ce fut presque trop tôt; car, par la connivence secrète des gardiens inférieurs de la Tour, Lambert avait trouvé le moyen de s'échapper. Ce fut une grande joie et un grand triomphe pour ceux qui désiraient recommencer à jouer de l'épée; car il avait le bonheur d'être aimé des soldats, et c'est pourquoi Olivier Cromwell, lorsqu'il fût devenu Protecteur, bien qu'il fit cas des talens militaires de Lambert, lui avait ôté son emploi dans l'armée, craignant qu'il n'eût intention, non-seulement de suivre ses traces, mais de lui marcher sur les talons.

La nouvelle de l'évasion de Lambert nous arriva bientôt à Saint-James, et presque en même temps nous fûmes secrètement informés du lieu où il s'était caché. Le général y envoya, et l'avis se trouva vrai. Mais Lambert en était déjà parti pour aller commencer la guerre dans les pro-

vinces. Aussitôt donc que le général sut où il était, il se prépara ou feignit de se préparer à marcher; mais on l'engagea facilement à renoncer à ce dessein, en lui représentant la nécessité où il se trouvait de demeurer à la ville, n'étant pas encore sûr de ses soldats, bien qu'il eût réorganisé tout le corps des officiers. Plusieurs de ceux-ci avaient déjà signé la promesse de se soumettre à ce que déterminerait le parlement sur le gouvernement de l'État; et tous ceux qui conservèrent leurs emplois, demeurèrent fidèles à cette promesse. Peu de temps après, on demanda aux simples soldats des signatures semblables. Lambert ayant gagné quelques complices à ses projets, pour en amasser davantage, il transportait ses quartiers d'un lieu à l'autre dans les comtés de Northampton et de Warwick. Le conseil d'État déclara traîtres tous ceux qui s'uniraient à lui; mais ce fut le colonel, depuis sir Richard Ingoldsby, qui les fit réellement tels, car il prit Lambert et l'envoya dans la semaine de Pâques au conseil d'État. Ce fut pour la première et dernière fois que je vis ce célèbre capitaine, alors prisonnier à notre grande satisfaction. Le général n'avait pas grande idée de ses talens pour la guerre, et à cet égard je ne puis former aucun jugement; mais si Lambert avait le projet de s'emparer du gouvernement, comme on l'a cru, il s'y était rendu assez propre, car je n'ai pas

entendu dire qu'il se fût enrôlé dans aucune faction religieuse; il était latitudinaire envers toutes, si bien qu'il aurait rencontré de leur part peu d'opposition à son autorité; le parti même le plus odieux à toutes ne désespérait pas de le trouver de bonne composition.

Ce malheureux capitaine tomba plus tôt que n'avait cru d'abord le général; et, maintenant que la cause du Roi paraissait évidemment sur le tapis, s'il n'eût été réprimé ainsi à temps, les soldats et les sous-officiers se seraient réunis à lui comme au libérateur de leur pays. Personne ne pouvait si bien accomplir cette œuvre que le colonel Ingoldsby; il était très-connu et très-aimé dans l'armée, et était disposé, par son inclination autant que par son courage, à rendre un pareil service; car il avait pris part, bien que secrètement, à la conspiration de Booth.

Mais tandis que Lambert était ainsi en campagne et menaçait de la guerre, le général envoya chercher sir John Greenville, et lui dit que si le colonel Ingoldsby était battu, et que les soldats, en conséquence, se déclarassent pour Lambert, en assez grand nombre pour qu'on ne pût les soumettre que par la force ouverte, il était résolu à jeter le masque, à faire connaître la commission du Roi, à l'avouer pour son maître, et à donner des commissions au parti royaliste pour s'armer de tous côtés, en Angleterre, en Écosse et en Ir-

lande. Il requit donc sir John de se tenir à portée de recevoir ses ordres pour le service de Sa Majesté.

Mais la Providence avait décidé que la restauration du Roi aurait lieu sans effusion de sang. Un petit nombre de nos officiers étaient venus en secret s'offrir au général, comme disposés à l'opérer, lui disant que s'il voulait entreprendre de rétablir le Roi par sa seule autorité, en qualité de généralissime des troupes de terre, et à moitié général des troupes de mer, ils lui promettaient de le seconder et de travailler à rendre l'armée favorable à ce projet, pourvu qu'il leur donnât la permission de se déclarer. Ils lui firent prudemment observer qu'il y aurait plus d'honneur à se conduire ainsi, qu'à laisser un parlement exécuter ce qu'il pouvait faire; c'était aussi, disaient-ils, le moyen d'obtenir pour eux-mêmes de meilleures conditions. Comme il connaissait ces hommes et leurs desseins, il leur répondit « que le parlement qui allait s'assembler était « convoqué au nom de la république; qu'il ne « convenait pas, du moins quant à présent, à « des soldats d'intervenir dans un changement « de gouvernement, et qu'il voulait demeurer « fidèle à sa déclaration de maintenir le pouvoir « militaire sous l'obéissance du pouvoir civil. » Il leur rappela qu'eux-mêmes avaient promis de se soumettre à ce que ferait le parlement par

rapport au gouvernement de l'État. Le parti royaliste, dans l'intérieur et dans les environs de la ville, avait pris le même engagement et s'était soumis au pouvoir actuel, qui résidait dans le conseil d'État, en attendant le futur parlement. Il avait aussi promis d'ensevelir dans l'oubli toute espèce de ressentiment et d'animosité; une déclaration dans ce sens fut publiée avec la signature de plusieurs nobles et gentilshommes de haut rang.

Bien que les choses fussent en bon train et parussent annoncer le prompt rétablissement des affaires de la nation, cependant il ne manquait pas d'agitateurs occupés à semer le désordre, et parcourant de tous côtés la ville et le pays, pour exciter dans l'armée un esprit de mécontentement. On promit une récompense de dix livres pour chacun de ceux que l'on dénoncerait; mais il venait à St.-James même beaucoup de ces agitateurs, tant laïques qu'ecclésiastiques. Hugh Peters était des deux métiers, car il avait eu quelque chose des biens de lord Craven, et, par conséquent, craignait aussi la restitution des terres séculières. Ce noble lord, encore plus noble aujourd'hui, puisqu'il a été créé comte de Craven, n'avait jamais combattu contre le parlement; mais il avait, dès sa première jeunesse, hasardé sa vie et dépensé sa fortune dans les guerres étrangères, où il avait fait honneur à son pays. Le

général a toujours eu une grande considération pour lui; lord Craven lui a succédé après sa mort, dans le commandement des gardes du Roi, et se trouve ainsi mon honorable et noble colonel. Ce n'est pas ici le lieu de rechercher par quelle manœuvre ou pour quel délit il avait été dépouillé de ses propriétés. La femme du général eut un jour la hardiesse de demander à Hugh Peters s'il n'était pas pour la restitution. Les ministres indépendans étaient aussi très-inquiets de savoir sur qui ils pouvaient compter, et troublaient les espérances des presbytériens, en leur annonçant le retour de l'épiscopat et de l'arminianisme. C'était moi qui entendais tout cela, le général m'envoyant quelquefois leur tenir compagnie; mais je me moquais de toutes ces craintes, car le général continuait d'adhérer à la république, et jamais, ni sérieusement ni en plaisantant, on ne put tirer de lui une parole dans un autre sens. Il fut mis une fois sur ce sujet par un membre des communes du Long-Parlement, qui lui fit une assez bonne plaisanterie: il lui dit qu'il l'avait toujours fort estimé, et je crois qu'en effet, il l'avait une fois servi dans un moment difficile. Il lui demanda s'il avait dessein d'établir un Roi ou une république. Le général répondit: « Vous « me connaissez depuis long-temps, et vous « m'avez toujours vu républicain; je pense encore de même. » L'autre répondit: « Je me

« fais un devoir de croire votre Excellence; mais « permettez-moi de vous raconter une histoire. « Quelqu'un rencontra un soir, dans la cam- « pagne, un tailleur de la ville, armé d'une « bêche et d'une pioche. Un de ses voisins lui « demanda où il allait avec ces instrumens; il « répondit qu'il allait prendre mesure d'un habit « neuf, dans telle maison et à telle personne. « — Quoi! dit le voisin, avec une bêche et une « pioche? — Oui, dit le tailleur, c'est la mode « actuelle. » Et, sans rien ajouter, le parlementaire laissa à Son Excellence à faire l'application de ce conte, et à juger si l'armée, telle que Monk l'avait réorganisée, était un outil propre à établir une république.

M. Bourdeaux, alors envoyé de France, ne put pas davantage acquérir aucune certitude des projets du général, qu'il avait essayé de pénétrer. Il avait envoyé chercher le commodore Clargis, et lui avait proposé l'assistance du cardinal Mazarin, soit pour aider le général à s'emparer lui-même du pouvoir, soit pour rétablir le Roi; ajoutant qu'on pourrait engager le Roi à se retirer en France, et que, dans le cas où le général aurait intention de le rétablir, on pourrait l'avertir promptement de quitter la Flandre. Mais le général ne voulut pas permettre à l'ambassadeur de l'entretenir sur ce sujet, bien qu'à la requête de Clargis, il consentît à le voir. Le fait est rap-

porté au long dans la chronique de Baker, imprimée en 1674, et à laquelle je renvoie le lecteur, n'ayant rien su de tout cela que lorsque je l'ai trouvé dans cet ouvrage.

Le parlement était prêt à s'assembler, et pour tous les hommes sages et clairvoyans, le prochain retour du Roi devenait évident, à moins que le général n'eût en réserve quelque moyen de s'y opposer, car il demeurait toujours enfermé dans un nuage. Les gens inquiets et curieux, parmi lesquels se trouvaient des femmes, imaginaient mille moyens pour pénétrer ses intentions. Ainsi, l'on faisait de petits présens à son fils, le duc d'Albemarle actuel, alors âgé de six ou sept ans. On parvint ainsi à lui faire dire, innocemment que son père et sa mère, étant au lit, avaient parlé du retour du Roi. J'ose assurer qu'il ne serait pas aujourd'hui aussi aisément attrapé et pris au dépourvu. Je ne doute pas qu'il n'hérite de la prudence de son père, aussi bien que de sa fortune; puisse-t-il vivre assez pour le surpasser en toutes deux! je le désire beaucoup, car je l'aime et l'honore, ayant été chargé quelque temps de son éducation.

Bien que le parlement ne fût pas encore assemblé, aucun danger ne paraissait plus à craindre. On jetait seulement pendant la nuit, dans les corps-de-garde, quelques libelles contre le Roi et son parti. Les dignes citoyens de Londres don-

nèrent au général et à ses officiers de grands festins. Ce serait une ingratitude de ne pas faire ici mention de la magnificence avec laquelle nous fûmes traités, car les remercîmens sont le juste retour de la bonne chère. Ces banquets eurent lieu dans les salles publiques des plus anciennes compagnies de marchands; outre le repas et la musique, nous eûmes encore les refrains de quelques poètes plus importans que des faiseurs de ballades, et qui espèrent encore aujourd'hui des jours meilleurs que ceux qu'ils ont vus. Quelques uns de nos officiers prétendaient que c'était un bétail qui s'engraissait pour la boucherie.

Enfin arriva le 25 avril, jour où s'assemblèrent ces deux chambres du parlement, auxquelles on a dû le rétablissement de la paix de leur pays. Personne ne disputa sur le lieu d'où elles tiraient leur mission et leur autorité; les plus rebelles se soumirent, et, par la miséricorde de Dieu, à laquelle on doit d'abord rendre hommage et gloire éternelle, par la clémence du Roi, la conduite du général et la convocation de ce parlement, les craintes de nos officiers ne se réalisèrent point, et l'on évita toute effusion de sang, soit par le glaive de la guerre, ou celui de la justice; car personne ne souffrit pour les anciennes offenses, si ce n'est ceux qui furent ensuite condamnés à mort pour le meurtre de Charles Ier., et dont quelques uns même eurent

grâce de la vie, et un petit nombre d'autres, comme sir Henri Vane, vrai fils de son père, et Hugh Peters, dont le crime fut jugé plus grand encore que celui des grands criminels qui, dans une cour de justice dérisoire, avaient siégé comme juges de leur souverain.

Le parlement s'ajourna à quelques jours de là, et sir John Greenville délibéra avec le général sur la manière de présenter le message de Sa Majesté.

On convint que la lettre adressée au général, pour être, par lui, communiquée à l'armée et au conseil d'État, lui serait remise à la porte de la salle du conseil, où Greenville vint le demander. Le colonel Birch, un des membres du conseil, y entrait en ce moment. Greenville, qu'il ne connaissait pas, lui demanda s'il pourrait parler à milord général. Celui-ci, averti par Birch, vint à la porte et y reçut les lettres de Greenville, en présence de ses gardes. Il témoigna fort peu d'attention, soit à la personne de Greenville, soit à son affaire, laissant voir que le sceau dont la lettre était revêtue lui faisait comprendre, à peu près, de quoi il s'agissait : il demanda à Greenville s'il voulait attendre sa réponse, qu'autrement il le ferait retenir par ses gardes; et Son Excellence alla aussitôt remettre les lettres au conseil d'État. On fit entrer Greenville, et Birch protesta ne connaître ni lui, ni l'affaire

dont il était chargé. Greenville fut interrogé par le lord-président du conseil, sur ces lettres qu'on n'avait pas encore ouvertes; on lui demanda d'où elles venaient, de qui elles étaient et comment elles lui étaient parvenues. Greenville répondit au président, que le Roi, son maître, les lui avait remises en main propre à Bréda. On renvoya, à les ouvrir, à la première séance du parlement. On voulait envoyer Greenville en prison; mais le général fut sa caution et dit qu'il le connaissait, qu'il était son proche parent, et qu'il recevrait sa parole de se représenter devant le parlement.

Il était temps enfin que Monk quittât tout déguisement; le parlement se réunit en séance, et Greenville présenta les lettres dans lesquelles étaient incluses des déclarations aux deux chambres (1). On reconnut les droits de Sa Majesté, et le général Monk, membre de la chambre des communes, où il avait été nommé comme chevalier du comté de Devon, son pays natal, et comme bourgeois de l'université de Cambridge, demanda qu'on lût les lettres que le Roi lui adressait, pour être communiquées au conseil d'État et à l'armée. Le lord-maire de la cité de Londres et le conseil commun reçurent les leurs dans lesquelles étaient incluses les déclarations

(1) Voir les *Eclaircissemens et pièces historiques*.

du Roi, et Greenville remit aussi à la flotte, alors sous le commandement de Montague, celle qui lui était adressée. Toutes ces lettres et déclarations existent et sont bien connues, en sorte que je n'ai nullement besoin de les rapporter ici (1).

---

(1) Je demande la permission d'insérer celle qui concerne particulièrement sir John Greenville, afin de faire bien comprendre de quelle manière Sa Majesté a senti les services qu'il lui avait rendus dans la négociation avec notre général, et quelle reconnaissance Sa Majesté a voulu témoigner à ceux qui l'ont rétablie. Cette lettre, ou plutôt ce warrant, revêtu du sceau royal, est conçu en ces termes :

CHARLES, ROI,

En considération des nombreux services qui nous ont été rendus par notre très-fidèle et bien aimé serviteur, sir John Greenville, un de nos gentilshommes de la chambre, et par son père, le très-vaillant et loyal sir Bevile Greenville, qui a très-honorablement perdu la vie à la bataille de Landsdown pour la défense et le service de la couronne contre les rebelles, après avoir rendu plusieurs autres grands et signalés services ;

Mais plus spécialement en considération des services récens et très-extraordinaires et à jamais mémorables, pour nous et notre postérité, que nous a rendus, de sa personne, ledit sir John Greenville dans ses secrètes, prudentes et fidèles négociations et transactions, en concluant, comme il l'a fait dernièrement, par notre commission et commandement spécial, un très-heureux traité avec notre fameux et renommé général Monk ; et pour lequel lui seul, et au-

Pour conclusion, le 8 mai, le Roi fut joyeusement proclamé dans les villes de Londres et de Westminster, et Greenville, après avoir reçu les remercîmens des deux chambres, fut envoyé par le parlement à Sa Majesté, à La Haye, avec 50,000 livres sterling, pour pourvoir aux be-

---

cun autre avec lui, a reçu nos instructions concernant les très-importantes affaires de notre restauration; instructions qu'il a très-fidèlement exécutées avec beaucoup de prudence, de soin, de discrétion et d'avantage pour notre service, sans qu'il nous ait été imposé de condition au-delà de ce que nous avions compté, et de ce que nous l'avions autorisé à accepter; par suite de quoi, nous nous croyons assuré, avec l'aide de Dieu, de voir bientôt s'effectuer ladite heureuse restauration; il nous a plu, dans notre grâce, de promettre, sur notre parole de Roi, qu'aussitôt que nous serons arrivé en Angleterre, et qu'il plaira à Dieu de nous remettre en possession de la couronne de ce royaume, nous conférerons à notredit très-fidèle et bien aimé serviteur, sir John Greenville, la place et office de maître de notre garde-robe, et de notre premier gentilhomme de la chambre, avec tous les émolumens et pensions et profits à ce appartenant, et en même temps le titre de comte dans notre royaume d'Angleterre; et pour l'aider à mieux soutenir ce titre d'honneur, ainsi que pour reconnaître, comme nous le devons, ses grands services et récompenser ses pertes et souffrances ainsi que celles de sa famille, il nous a plu lui promettre de plus, par notre grâce et sur notredite royale parole, de payer toutes les dettes que lui ledit sir John Greenville ou son père ont contractées dans lesdites dernières guerres à notre service, ou à celui du Roi

soins de Sa Majesté, jusqu'à l'arrivée des commissaires des deux chambres qui se rendaient en diligence auprès d'elle, pour l'inviter à rentrer dans son royaume natal et reprendre l'exercice de son autorité royale. Si bien que, le 29, Sa Majesté fit solennellement son entrée dans la cité, et depuis l'année 1660 ce jour a été célébré par notre Église, comme celui de sa naissance et de son retour. Puissent les prières de ses loyaux sujets s'élever aujourd'hui vers le ciel et être entendues du Dieu tout-puissant qui a plié à la soumission les cœurs des plus rebelles d'entre nous! Le général le sentait bien, quand j'allai le trouver au Cockpit et lui rendre grâce, pour ma part, de cette célèbre restauration; je me mis à genoux devant lui et lui baisai les mains; il me releva et eut la bonté de me dire quelques

---

notre père, d'heureuse mémoire; et aussi de fonder, pour ledit sir John Greenville et ses héritiers, à perpétuité, une propriété de la valeur au moins de trois mille livres par an, en bonnes terres d'Angleterre, pour demeurer, comme une reconnaissance perpétuelle de sesdits services, et pour porter à la postérité un témoignage de notre grâce et faveur envers lui et envers l'ancienne et loyale famille de Greenville.

Donné en notre cour de Bruxelles; le 2 avril 1660, la douzième année de notre règne.

Par le commandement de Sa Majesté,

ÉDOUARD NICHOLAS.

mots affectueux; mais, en me parlant, il fondit en larmes et ajouta ces paroles : « Non, M. Price, « ce n'est pas moi qui ai fait cela, vous savez « quelles méfiances se sont élevées contre moi et « quels obstacles l'on m'a opposés; c'est Dieu « seul qui l'a fait; à lui en soit la gloire, comme « à lui appartiennent la royauté et le pouvoir sur « ce gouvernement et sur tous les autres ! » Mais on chercha bientôt à tout troubler par de nouvelles manœuvres. On proposa au général de se déclarer vigoureusement pour la ligue solennelle et le covenant. On lui offrit, pour l'y engager, de grands avantages; mais il répondit, avec fermeté, qu'il voyait bien qu'il avait trompé l'attente de tous ceux avec qui il avait eu affaire et n'avait contenté personne. Il ajouta qu'il était trop tard pour recommencer de nouvelles combinaisons et essayer d'imposer des conditions à son prince, après avoir dédaigné de le faire lorsque cela était en son pouvoir, et que, maintenant, il fallait qu'il tombât ou se soutînt avec le Roi, car il ne pouvait avoir d'autre parti. Réponse hardie dans laquelle il avait en vue un autre intérêt que le sien. Elle servit à confirmer l'opinion de sa loyauté, et il fut bien aise de s'être ainsi affranchi des impertinentes sollicitations de ces sortes de gens. Puisse le ciel, dans sa miséricorde infinie, nous délivrer de tous les intérêts personnels ! C'est par eux que nous avons vu

détruire le célèbre gouvernement que nous avait légué la sagesse de nos ancêtres; et puissent les hommes attachés à une opinion particulière, unir leurs cœurs et leurs bras dans la vue du bien public; car *extra rempublicam non est salus!*

FIN DES MÉMOIRES DE PRICE.

ÉCLAIRCISSEMENS

ET

PIÈCES HISTORIQUES.

I.

Déclaration de Charles II à Bréda, remise à la chambre des pairs, par sir John Greenville, le 1er. mai 1660.

Ch. R. Charles, par la grâce de Dieu, roi d'Angleterre, d'Écosse, de France et d'Irlande, défenseur de la Foi, etc., à tous nos affectionnés sujets, de quelque rang ou qualité qu'ils puissent être, salut. Si le désordre et la confusion universellement répandus sur tout le royaume, n'ont pas réveillé chez tous un impatient désir de voir fermer ces plaies saignantes depuis tant d'années, tout ce que je pourrais dire sera inutile; cependant, après ce long silence, nous avons cru de notre devoir de déclarer combien nous désirons contribuer à la guérison; et comme nous ne pouvons jamais abandonner l'espérance d'entrer, lorsque le temps en sera venu, en possession des droits que nous tenons de Dieu et de la nature, nous adressons chaque jours nos prières à la divine providence, pour qu'après tant de misères et de souffrances, sa compassion pour nous et nos sujets nous permette de retrouver cette paisible et assurée possession de nos droits avec aussi peu de sang et aussi peu de maux pour notre peuple que cela sera possible; nous n'avons pas un plus vif désir de jouir de ce qui nous appartient, que de faire jouir tous nos sujets de ce qui est légalement à eux, en établissant dans tout le pays une complète et exacte administration de la

justice, et en étendant notre clémence sur tout ce qui a besoin et droit de l'obtenir. Et pour que la crainte du châtiment et le sentiment du passé n'engage personne à persévérer à l'avenir dans ses fautes, et à s'opposer au bonheur et au repos que doit ramener dans le pays la rentrée du roi, des pairs et du peuple, dans leurs droits anciens, légitimes et fondamentaux, nous déclarons par ces présentes que nous accordons, et sommes prêts, à la première demande, à sceller de notre grand sceau d'Angleterre un pardon volontaire et général à tous ceux de nos sujets, de quelque rang et qualité qu'ils puissent être, qui, dans les quarante jours, à compter de la publication de ces présentes, recouvreront grâce et faveur par un acte public, déclarant qu'ils reviennent à la loyauté et obéissance de sujets soumis, n'en exceptant que ceux qui seront ensuite exceptés par le parlement, les seuls qui le puissent être. Que tous nos sujets, de quoi qu'ils se soient rendus coupables, comptent sur notre parole de Roi solennellement consignée dans cette présente déclaration, qu'aucune offense, quelle qu'elle soit, commise contre nous ou le Roi notre père, avant sa publication, ne sera sujette à aucun jugement, ni recherche contre aucun d'eux, pour leur causer aucun préjudice soit dans leur vie, leur liberté, leur propriété, ou même, autant que nous le pourrons empêcher, dans leur réputation par des reproches ou des expressions tendantes à les distinguer du reste de nos meilleurs sujets, notre désir et commandement étant que désormais tous signes de discorde, de séparation et différence de partis, soient complétement abolis entre nos sujets, que nous pressons et conjurons de se réunir sous notre protection dans un parfait accord, pour établir de nouveau nos justes droits et les leurs dans un parlement libre, dont, sur notre parole de Roi, nous promettons de prendre les conseils; et comme les passions du temps et le défaut de charité ont produit en religion des opinions diverses, par lesquelles les

hommes se sont trouvés engagés, les uns contre les autres, dans des partis et des animosités qui doivent s'effacer ou s'adoucir par les libres rapprochemens du commerce social, nous déclarons que liberté sera accordée aux consciences scrupuleuses, et que personne ne sera inquiété ou recherché pour des différences d'opinion en matière de religion, lorsqu'elles ne tronbleront pas la paix du royaume, et que nous serons prêts à consentir à ce que le parlement, après mûre délibération, nous proposera pour établir complétement cette tolérance; et comme dans les désordres prolongés de ce grand nombre d'années et de ces nombrenses et grandes révolutions, beaucoup d'officiers, soldats et autres, ont reçu des dons, ou acheté des propriétés dont ils sont actuellement en possession, et au sujet desquelles ils pourraient être attaqués à divers titres, nous voulons également que tous les débats à cet égard et toutes les choses relatives à ces dons, ventes, et achats soient décidés dans le parlement qui pourvoira, ponr le mieux, à ce qne toutes les personnes concernées dans ces affaires obtiennent une légitime satisfaction; et nous déclarons en outre que nous serons prêts à consentir à tout acte ou actes du parlement tendant à cette fin, comme aussi à l'entier paiement de tous les arrérages dûs aux officiers et soldats de l'armée sous le commandement du général Monk, et qu'ils seront reçus à notre service sous ces conditions et avec une solde aussi avantageuse que celle dont ils jouissent maintenant. Signé de notre main, et sous notre sceau privé, dans notre cour à Bréda, le 14 avril 1660, et la douzième année de notre règne.

(*Histoire parlem.*, t. 4, col. 16.)



